

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

ANNÉE 1941

THÈSE

N° 302

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Louis HELLER

Licencié en Droit

né le 7 octobre 1912, à Paris

DES RAPPORTS
ENTRE
L'ORDRE DES MÉDECINS
ET L'ÉTAT

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur

PARIS

AMÉDÉE LEGRAND & JEAN BERTRAND, ÉDITEURS
93, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 93

1941



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA40152004_0057

ANNÉE 1941

THÈSE

N°

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(Diplôme d'Etat)

PAR

Louis HELLER

Licencié en Droit

né le 7 octobre 1912, à Paris

DES RAPPORTS
ENTRE
L'ORDRE DES MÉDECINS
ET L'ÉTAT

Président : M. LAIGNEL-LAVASTINE, Professeur

PARIS

AMÉDÉE LEGRAND & JEAN BERTRAND, ÉDITEURS

93, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 93

1941

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIERE.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	POLONOVSKI.
Bactériologie	Robert DEBRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	PASTEUR-VALLERY- RADOT.
Pathologie chirurgicale	MONDOR.
Anatomie pathologique	HUGUENIN.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	AUBERTIN.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	PIEDELIEVRE.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LEVY-VALENSI.
Pathologie expérimentale et comparée	Henri BENARD.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	CHIRAY.
Clinique médicale	ABRAMI.
Hygiène et clinique de la première enfance	PIESSINGER.
Clinique des maladies des enfants	LOEPER.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	RATHERY.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	LEREBoullet.
Clinique des maladies du système nerveux	NOBECOURT.
Clinique des maladies infectieuses	LAIGNEL-LAVASTINE.
Clinique chirurgicale	GOUGEROT.
Clinique ophtalmologique	GUILLAIN.
Clinique urologique	LEMIERRE.
Clinique d'accouchements	MONDOR.
Clinique gynécologique	GOSSET.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	GREGOIRE.
Clinique thérapeutique médicale	LENORMANT.
Clinique oto-rhino-laryngologique	VELTER.
Clinique thérapeutique chirurgicale	CHEVASSU.
Clinique propédeutique	COUVELAIRE.
Clinique de la tuberculose	JEANNIN.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	LEVY-SOLAL.
Clinique de cardiologie	MOCQUOT.
Clinique de neuro-chirurgie	OMBREDANNE.
Assistance médico-sociale	HARVIER.
Professeurs sans chaire	LEMAITRE.
	Pierre DUVAL.
	M. VILLARET.
	TROISIERS.
	MATHIEU.
	LAUBRY.
	Clovis VINCENT.
	N...
	HAZARD.
	MULON.
	OLIVIER.
	SANNIE.
	VERNE.

II. — AGREGES EN EXERCICE

MM.

AMELINE Pathologie chirurgicale.
 BARIETY Pathologie médicale.
 BERNARD Etienne. Pathologie médicale.
 BESANÇON (Justin). Hydrologie.
 BONNET Bactériologie.
 BOULANGER .. Chimie.
 BOULIN Pathologie médicale.
 BROUET Pathologie médicale.
 BULLIARD Histologie.
 CACHERA Pathologie médicale.
 CORDIER Anatomie.
 COSTE Pathologie médicale.
 COUVELAIRE (Roger). Urologie.
 DELARUE Anatomie pathologique.
 DELAY Pathologie médicale.
 DEGREZ (H.) .. Physique.
 DESOILLE Médecine légale.
 DIGONNET Obstétrique.
 DOGNON Physique.
 FEVRE Pathologie chirurgicale.
 FUNCK-BRENTANO. Pathologie chirurgi-
 cale.
 GALLIARD Parasitologie.
 GARCIN Pathologie médicale.
 M^{me} GAUTHIER-VILLARS. Anatomie pa-
 thologique.
 GAYET Physiologie.
 DE GENNES ... Pathologie médicale.

MM.

GIROUD Histologie.
 HAGUENAU ... Pathologie médicale.
 HALPHEN Oto-rhino-laryngologie.
 JOANNON Hygiène.
 LACOMME Obstétrique.
 LANTUEJOUL.. Obstétrique.
 LAVIER Parasitologie.
 LELONG Pathologie médicale.
 LEMAIRE Pathologie experimen-
 tale.
 LENEGRE Pathologie médicale.
 M^{me} J. LEVY... Pharmacologie.
 MARCHAL Pathologie médicale.
 MENEGAUX ... Pathologie chirurgicale.
 MOLLARET Pathologie médicale.
 MOUQUIN Pathologie médicale.
 PATEL Pathologie chirurgicale.
 PETIT-DUTAILLIS. Pathologie chirur-
 gicale.
 RENARD Ophtalmologie.
 RICHTER Physiologie.
 SENEQUE Pathologie chirurgicale.
 SICARD Pathologie chirurgicale.
 SOULIE Pathologie médicale.
 SUREAU Obstétrique.
 TURPIN Pathologie médicale.
 WILMOTH Pathologie chirurgicale.

III. — AGREGES RAPPELES A L'EXERCICE

pour le service des examens

MM.

ALGLAVE Pathologie chirurgicale.
 BUSQUET Pharmacologie.
 CHAILLEY-BERT. Physiologie.
 GUENIOT Obstétrique.
 HEITZ-BOYER.. Pathologie chirurgicale.

MM.

 Pathologie chirurgicale
 LE LORIER ... Obstétrique.
 NEVEU-LEMAIRE. Parasitologie.
 VAUDESCAL .. Obstétrique.

IV. — AGREGES CHARGES DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE

à titre permanent

MM.		MM.	
ALAJOUANINE .	} Clinique médicale.	BASSET	} Clinique chirurgicale.
BRULE		BROCQ	
CATHALA		CADENAT	
CHABROL		GATELLIER ...	
CHEVALLIER ..		de GAUDART	
DONZELOT		d'ALLAINES..	
DUVOIR		LEVEUF	
GASTINEL		MOULONGUET..	
LAROCHE (G.)..		MOURE	
LIAN		QUENU	
MOREAU		FEY	
SEZARY			

MM.

ECALLE	} Clinique obstétricale.
METZGER	
PORTES	
VIGNES	

V. — CHARGES DE COURS

MM.

CHAILLEY-BERT, agrégé	Education physique.
LEDOUX-LEBARD	Radiologie clinique.
RUPPE	Stomatologie.
WEIL-HALLE	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans des dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PERE

le Docteur HELLER

Qui m'a donné l'exemple de la ténacité dans l'effort et du travail sans défaillance.

A MA MERE

Qui, après m'avoir donné la vie, m'en a montré le sens et m'a enseigné les moyens d'en faire un bon usage.

A LA MEMOIRE DE MON GRAND-PERE

le Docteur ARTHUIS

« Un médecin d'autrefois. »

A MA SŒUR

A LA MEMOIRE DE MA TANTE

Madame AUBLANT

Croix de guerre 1914-1918

*« S'est adonnée complètement aux
soins des blessés jusqu'à l'extrême li-
mite de ses forces... »*

(Extrait de sa citation.)

A MON ONCLE

le Docteur AUBLANT

Inspecteur général de la Santé publique

Affectueusement.

A Monsieur le Professeur LAIGNEL-LAVASTINE

Professeur de Clinique des Maladies Mentales
et de l'Encéphale

*Qui m'a fait le grand honneur de
bien vouloir accepter la présidence de
mon jury de soutenance de thèse.*

A MES MAITRES DANS LES FACULTES
DE MEDECINE ET DE DROIT DE PARIS

A MES MAITRES
DANS L'OTO-RHINO-LARYNGOLOGIE :

Monsieur le Docteur BALDENWECK

Oto-Rhino-Laryngologiste de l'Hôpital Laënnec

*Dont j'ai été l'élève à l'hôpital Beau-
jon. Faible expression de ma gratitude.*

Monsieur le Docteur LEROUX-ROBERT

Oto-Rhino-Laryngologiste de l'Hôpital Claude-Bernard

*Qu'il veuille bien trouver ici
l'expression de ma reconnaissance.*

AVANT-PROPOS

Notre thèse était presque achevée lorsqu'éclata la guerre. Nous avons préféré interrompre notre travail plutôt que de le terminer trop hâtivement. En vertu d'une circulaire ministérielle du 30 avril 1940, nous fûmes renvoyé à notre Faculté afin de subir la dernière épreuve du doctorat. Dans un nouvel avant-propos nous écrivions : « La guerre ne doit nullement dispenser notre pays d'un effort d'organisation intérieure; lorsque la nation sera démobilisée, certains problèmes se poseront avec une grande acuité. A ce moment-là, il ne devra pas être question de repos. Si la tension des énergies françaises venait à se desserrer à la fin des hostilités sans que lui succède une ferme volonté de créer un équilibre national, l'avenir de la France, malgré une heureuse issue de la guerre, n'en serait pas moins compromis, car le mal intérieur est immense. »

Quelques jours après, nous étions rappelé dans notre unité. La grande attaque se déclenchait.

La médecine militaire est un aussi bon poste d'observation de la société que la médecine civile, et nous avons vu, avec tristesse, se développer les conséquences des tares anciennes. Le manque de matériel, pas plus que les autres causes invoquées, ne nous ont paru fortuites. La pente que descendait lentement la France aboutissait à un gouffre au bord duquel il n'était plus possible de s'arrêter.

Le 11 octobre 1940, des paroles vinrent nous redonner quelque espoir dans notre captivité : « Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique », disait le Maréchal. Il disait aussi : « L'ordre nouveau est une nécessité française. Nous devons tragiquement réaliser, dans la défaite, la révolution que, dans la victoire, dans la paix, dans l'entente volontaire de peuples égaux, nous n'avons même pas su concevoir... Le caractère hiérarchique du nouveau régime est inséparable de son caractère social. Mais ce caractère social ne peut se fonder sur des déclarations théoriques. Il doit apparaître dans les faits, il doit se traduire par des mesures immédiates et pratiques... Les solutions, pour être efficaces, devront être adaptées aux divers métiers... mais il est des principes généraux qui s'appliqueront à tous les métiers. Ces métiers seront organisés et leur organisation s'imposera à tous. »

Quelque temps après, nous apprîmes que l'Ordre des médecins était créé.

Nous avons cependant persisté dans notre projet de thèse, le problème des rapports entre le groupement professionnel médical et l'Etat est en effet crucial et n'est pas encore résolu de façon définitive; nous pensons donc qu'il n'est pas inutile d'étudier cette question indécise, car d'elle dépend, en grande partie, l'avenir de la profession médicale.

INTRODUCTION

« Le goût et la volonté du bien sont inefficaces sans la lumière d'une doctrine qui dirige et le cadre d'institutions qui canalisent les efforts des hommes de bonne volonté. »

Jean BRETHE DE LA GRESSAYE¹.

« Les hommes de bonne volonté » qui, ces dernières années, s'attristaient du désordre et des vices de notre société, se refusaient souvent à regarder du côté des institutions, fondant tout leur espoir sur une remoralisation abstraite, sans pouvoir, d'ailleurs, définir les moyens pratiques d'y parvenir. Ce vague moralisme individuel est demeuré stérile. « Le goût et la volonté du bien » ne peuvent trouver leur expression, ne peuvent se frayer un passage à travers les forces matérielles, que dans une société sagement ordonnée.

La valeur des institutions?... Une prophétie de 1882 nous éclairera suffisamment. Nous sommes bien à l'opposé des conceptions de son auteur et c'est pourquoi nous la choisissons; la personne totalisait un certain nombre de caractéristiques qui ne nous la font pas prendre pour un maître,

(1) Professeur à la Faculté de Droit de Grenoble.

loin de là, mais il nous paraît qu'aucun témoignage *impartial* ne peut être plus éclatant. GAMBETTA, dans une lettre à Camille DEPRET, datée de 1882 (1), écrivait ceci :

« Plus nous avancerons en âge, et plus la République, avec ses tendances décentralisatrices, ses préjugés démocratiques poussés à l'excès, verra se dissoudre ses forces et ses ressources en soldats et en argent.

« L'égalité, c'est-à-dire pour l'armée l'indiscipline et l'incohésion; la liberté, c'est-à-dire la critique poussée jusqu'au dénigrement et à la calomnie contre ses chefs et les lois de répression; la fraternité, c'est-à-dire le cosmopolitisme, l'humanitarisme, la bêtise internationale nous dévoreront, et, au bout de quelques années, nous jetteront comme une proie facile sous les pieds des Teutons unis aux Latins d'outre-mont. »

Les méfaits de l'égalité ne se sont manifestés que tardivement et secondairement dans l'armée; le problème de la liberté ne nous paraît pas exactement posé puisqu'il est question, dans ce texte, de chefs, alors que le régime précédent n'en comportait pas, dans le sens authentique du terme. On doit cependant reconnaître à cette prophétie une incontestable valeur.

Le national-socialisme et le fascisme ne devaient naître que plusieurs dizaines d'années après GAMBETTA; celui-ci n'a donc pas exprimé une simple prévision, il n'a fait qu'apprécier nos institutions et donner les conséquences logiques auxquelles elles devaient mener la France :

La démocratie devait être un facteur du conflit franco-

(1) Cité par Daniel Halévy dans la *Revue des Deux-Mondes* (1937.)

allemand, tout au moins, elle ne pouvait l'empêcher et, de toutes manières, son issue devait être catastrophique pour nous. Les événements ont paru, un moment, donner tort à Gambetta, mais il était bien prévu que la France démocratique ne saurait utiliser ses avantages, ni dans le sens d'une organisation stable des choses en Europe, malgré son idéologie universaliste, ni même dans le sens de ses intérêts propres.

La valeur des institutions ne fait donc pas de doute sur le plan de la politique extérieure. Sur le plan de la politique intérieure, il en est de même : la démocratie contenait, malgré ses prétentions, les germes de toutes les injustices, elle était, par essence, incapable de faire échapper la société au désordre. Le libéralisme devait aboutir logiquement à tous les excès de l'individualisme.

La rapidité avec laquelle toutes les institutions républicaines ont produit leurs amers résultats prouve assez leur manque de qualité. Par contre, si l'on a pu voir d'autres sociétés, fondées sur des principes authentiques, puis gagnées de dégénérescence, ce ne fut qu'au bout de plusieurs siècles d'une vie intense et vraiment féconde.

Quels sont et cette « doctrine et ce cadre d'institutions qui canalisent les efforts des hommes de bonne volonté » ?

Bien caractéristique nous paraît cette parole d'André Chamson écrite au début de la guerre : « Rien ne cadre plus avec nos prévisions, il va falloir inventer. »

Nous ne pensons pas que l'on puisse porter plus haut le dévergondage de l'esprit ! A quelles extrémités l'orgueil de l'homme n'arrivera-t-il pas à le pousser ?

Parce que l'homme a trouvé quelques applications techniques des forces de la nature, il se croit appelé à in-

venter (1) dans tous les domaines. Parce que le rationalisme a permis de construire quelques théories contradictoires, on a donné à de simples facultés de *déduction* le pouvoir de régenter le spirituel et le temporel, le politique comme le cosmique. L'humanité était, depuis des dizaines de siècles, dans l'obscurité, dans « l'obscurantisme » comme ils disent. Heureusement qu'une poignée de philosophes révoltés, appuyés par une société secrète, est venue donner la lumière à l'univers. Cette sorte de messianisme de l'orgueil humain a précipité sur le monde occidental moderne toutes les tares et tous les désordres émergés des fonds les plus sombres que pouvait contenir l'humanité, et l'on doit constater ensuite que « rien ne cadre plus avec nos prévisions » (2).

Alors, c'est l'affollement, il va falloir encore « inventer ». D'inventions en inventions, satanique engrenage, jus-

(1) Les mots ont subi de telles dégénérescences qu'il est bon de leur redonner leur sens. *Invenire* veut dire trouver et non pas créer de toute pièce, de même découvrir veut dire : enlever, ce qui couvre. L'esprit humain peut donc arriver à percer le voile qui masque à notre vue les grandes lois; ainsi l'invention, la découverte, dans l'ordre des techniques est le fait, non pas de créer *ex nihilo*, mais de retrouver et de comprendre les lois de la nature, d'en agencer les éléments pour en tirer des applications; il en est de même dans l'ordre de l'esprit, qu'il s'agisse de poésie, de psychologie ou de métaphysique, le mode d'expression, les applications peuvent varier, c'est ce qui constitue le talent de certains hommes.

Lorsqu'ici nous nous élevons contre l'esprit d'invention, c'est en tant que l'on a donné à ce mot le sens de création.

(2) Si nous nous élevons ici contre l'orgueil humain, c'est en prenant ce mot dans le sens strict de *superbia* qui veut dire, dans la bouche de Cicéron et de Virgile : arrogance, présomption, insolence, mais nous ne donnerions aucun caractère péjoratif à ce terme si, avec Tacite et Horace, on l'entendait dans le sens de grandeur d'âme, d'élévation des sentiments, de légitime fierté, de noble assurance (dictionnaire Quicherat).

qu'à quel degré d'incohérence, de chaos compte-t-on nous faire descendre?

L'homme, tombé à l'eau, se débat, il aspire largement, croyant prendre de l'air, mais il n'aspire que de grandes goulées d'eau qui étouffent ses poumons. Allons-nous, gorgée par gorgée, mourir noyés dans ce fluide trompeur du « génie inventif »?

Une lueur de lucidité, jaillie d'une tragique aventure, n'est pas encore la sagesse, elle ne fait qu'en donner l'occasion. Saurons-nous la saisir?

Quand aurons-nous vraiment compris que cette mystique d'émancipation n'est que révolte d'enfants mal élevés, qu'elle ne peut engendrer que le malheur et forger, petit à petit, de pesantes chaînes auprès desquelles celles d'une défaite militaire ne sont encore rien?



Quant à nous, nous pensons qu'un ensemble de principes immuables se tient au delà de l'homme, que tout doit procéder de ces principes, aussi bien dans l'homme que dans la société, que la conformité des personnes et des collectivités à ces principes est ce que l'on appelle l'*Ordre*.

La liberté de l'homme consiste en la possibilité pour lui de pouvoir reconnaître ce qui lui est transcendant et à en adapter les applications. Le rejet du transcendant est possible, mais les conséquences d'une telle attitude ne tardent pas à se faire cruellement sentir. Le tableau d'une société montre aisément à quel degré de désordre a pu la faire descendre cet affranchissement vis-à-vis des lois qui lui sont supérieures.

L'homme tient à sa disposition plusieurs sortes de fa-

cultés qui lui permettent d'explorer tous les domaines où il peut trouver un aliment pour sa vie. Le flair, qui fait trouver la nourriture, a pris, chez l'homme moderne, un grand degré de complexité, mais il est encore lui-même si les formes ont changé. La raison, faculté d'exploration des phénomènes physiques, faculté de déduction, a pris, dans l'époque moderne, une place toute spéciale. Place légitime dans les techniques, place illégitime en dehors d'elle. La raison paraissait devoir donner des résultats appréciables dans l'ordre du confort, et, dans cette matière, les civilisations antérieures n'avaient pas paru jouir des mêmes « bienfaits », la tentation était donc grande de soumettre tous les domaines au contrôle de la raison et, ce qui, par nature, lui échappait, lui résistait comme n'étant pas d'essence matérielle, fut déclaré inconnaissable : ce qui est au-dessus de la nature, au delà de la physique, avait le grand tort de ne pas se plier aux critères ordinaires en vertu desquels un plus grand développement technique était possible. Ce fut l'agnosticisme, le pragmatisme; on assistait alors à l'éclosion de philosophes, de théories aussi divergentes que décevantes, nées de l'ingéniosité des « penseurs ». Vraiment, le raisonnement n'arrivait pas à enfermer dans sa méthode, à réduire à sa mesure le domaine spirituel, politique et social; ce fut la naissance du *relativisme*, et comme les mots suivaient, eux aussi, la même décadence que les idées, cette attitude fut appelée *sagesse*, alors que *sapiens* veut dire *sachant*, savant (dans le sens de connaissance générale), et le mot *savant* fut attribué à celui qui connaissait un grand nombre de faits matériels.

Mais bientôt cette *sagesse* du relativisme, du doute, apparut folie. En effet, on était arrivé à construire des machines perfectionnées, à regarder de très près quelques organismes

inférieurs, on avait retrouvé quelques ossements, on avait pu déchiffrer un ou deux textes antiques. Le monde ne paraissait pas pouvoir échapper au crible d'une fonction qui était parvenue à de si surprenants résultats. La *lumière* paraissait bien devoir sortir de tout ce bric-à-brac instrumental dont le développement ne pouvait que se poursuivre. On avait découvert *le progrès*, mais pour que tout fût bien, il fallait une discipline de fer, il n'était plus possible de soumettre quelque chose que ce soit à une autre fonction qu'à cette sublime raison. Celle-ci devint objet de culte, à ce point que toute existence même était déniée aux domaines qu'elle ne pouvait régenter et réduire à ses formes propres de preuves palpables : ce fut le *positivisme*, le *matérialisme*. Il n'y a rien au-dessus du naturel, rien au-dessus de la physique, pas de surnaturel, pas de métaphysique; mais les phénomènes politiques et sociaux ne pouvaient être niés. Pour les établir, on fit encore appel à la raison; ce fut alors une efflorescence de doctrines variées, fondées sur de pseudo *évidences*. Il n'était d'ailleurs pas possible d'espérer l'unité en employant une fonction hors de son objet. La plus grande contradiction était inéluctable, car il ne s'agissait plus alors que de points de vue purement particuliers, sujets à toutes les influences disparates; on s'était libéré des principes d'unité, on était livré à toute la cacophonie des systèmes engendrés par les tempéraments, les intérêts, les événements. Toutes les « *théories nouvelles* » furent d'une caducité déconcertante. Mais on n'appelait pas cela le désordre, on parlait de « merveilleuse diversité », de « personnalité », de « originalités fécondes ».

Il avait fallu aussi exploiter l'histoire dans ce sens matérialiste; à l'aide de quelques faits bien choisis, on en vint à tracer les jalons du « progrès ».

Le relativisme, bénéficiant du doute, s'adonna au dilettantisme, mais le matérialisme se fit prosélyte. Maniant d'élémentaires évidences, il arriva à faire vraiment école, d'autant plus facilement que toute une société inculte, quoique sachant lire, trouvait ainsi le grand avantage de pouvoir ne plus régler ses instincts selon un ordre. On se gardait bien d'ailleurs de s'enquérir de la dernière théorie surgie du dernier modèle de microscope.

Une sorte de sécurité s'installait ainsi. On retenait du passé seulement quelques faits et quelques langues. La confiance était totale dans la science définie, non pas comme connaissance au sens le plus large du terme, mais comme connaissance des seuls phénomènes physiques.

Ces études ne convenaient qu'à un petit nombre; la plupart, et même une bonne proportion *des élites*, en arrivèrent à un grand degré de non-culture, d'ignorance, et ceci malgré une orgie d'« échanges intellectuels ».

En effet, on avait seulement abouti à des simplifications. Après le relativisme, aveu officiel de l'infériorité de certaines de nos fonctions mentales, on avait supprimé tout simplement les problèmes insolubles par un simple jeu de l'esprit; l'univers devait se ramener à ce que nos sens, prévus pour la préhension des objets matériels, pouvaient enregistrer.

Par cette suite de suppressions et de simplifications, on parvint à une sorte de sécurité que l'on ne tarda pas à appeler : *la vérité*. Le mépris de tous les hommes passés, ce contentement dans les phénomènes et les fonctions matériels, cette satisfaction dans les évidences sensibles dénommées en bloc *vérité*, constituent un lourd tribut payé par l'intelligence à une factice sécurité.

Ne peut-on pas parler de la folie orgueilleuse de l'homme

moderne en donnant au mot orgueil son plein sens d'arrogance, de fatuité, de présomption, d'insolence?



« Une idée vraie ne peut être « nouvelle », car la vérité n'est pas un produit de l'esprit humain, elle existe indépendamment de nous et nous avons seulement à la connaître. »

Si l'on peut raisonner sur les rapports entre la nature humaine et les principes, l'essence de ceux-ci n'est pas *raisonnable* puisque nous sommes au delà du naturel, de la physique, domaines de la raison, mais cette essence est connaissable. Nous sommes bien là sur le terrain de l'intelligence puisqu'*intelligere* veut dire comprendre. S'il s'agit de comprendre, c'est qu'il y a quelque chose en dehors de nous à saisir (*prehendere* = saisir).

Dans le domaine intellectuel, il ne s'agit donc pas d'inventer, pas plus que dans le domaine physique d'ailleurs qui a ses lois dont on peut trouver seulement les applications.

L'intuition intellectuelle, fonction de l'esprit distincte de la raison, qu'il ne faut pas confondre avec l'intuition sentimentale ou sensible de M. BERGSON, permet de connaître l'immuable (1).

Cette connaissance est d'ailleurs aussi universelle que le sont les principes eux-mêmes. Il est impossible d'aborder ici la question de savoir quels sont ceux qui, dans chaque

(1) La connaissance, l'intelligence des principes n'exclue pas du tout le fait que ce serait la Foi qui permettrait la connaissance de l'Etre dont procéderaient les principes.

société, ont la connaissance. Il est bien certain que la masse ne peut l'avoir à l'état complet, pas plus qu'elle ne peut avoir des facultés de raisonnement assez développées pour parvenir à la découverte matérielle ou même à la compréhension complète des techniques. Elle n'a pas la possibilité de *pressentir*, mais seulement de *consentir*, si on ne l'a pas dépravée en lui faisant croire à l'*omnipotence* des facultés inférieures. C'est ici qu'il faudrait montrer comment cette fameuse *libération* de la masse n'a fait que la précipiter dans des esclavages différents sans pouvoir lui procurer la vraie libération qui est de participer à un ordre commun, découlant de principes uniques transcendants.

Les principes ne sont pas une simple expression d'un caractère biologique attaché à l'homme comme ses besoins corporels. Tous les hommes ne les conçoivent pas, mais un exercice normal de la vie les mène à y adhérer. Cette adhésion est précaire, est soumise aux contingences pour ceux dont la vie intellectuelle n'est pas le fait. Il en résulte deux conséquences : cette précarité oblige « les dirigeants » à rester dans leur vocation qui est de poursuivre le bien public ; d'autre part, cela permet à de multiples déviations de se produire. En effet, des forces, toujours les mêmes d'ailleurs, toujours latentes, sont prêtes à entrer en action lorsque les circonstances sont favorables. Il y a la révolte (1), la lutte entre le bien et le mal à l'échelon de la vie politique comme à celui de la vie individuelle. Certains, parmi les spiritualistes contemporains, ne considèrent plus que ce domaine individualiste, se contentant d'être relativistes

(1) Révolte souvent justifiée contre les applications des principes.

quant aux principes politiques, c'est là un des aspects de l'individualisme moderne qui est le plus grave.

Cependant, le domaine politique, lui aussi, est régi par des principes constants, immuables (1), extérieurs aux cellules transitoires que sont les hommes; c'est ce qui explique que toutes les sociétés vraiment ordonnées ont été et sont construites sur les mêmes bases. Cette constance apparaît bien lorsqu'on considère l'inégalité qui existe entre les hommes; en effet, cette inégalité n'est pas un désordre, elle correspond à différentes vocations, celles-ci correspondant aux différentes fonctions sociales à pourvoir; c'est ainsi que dans toute collectivité il y a toujours, selon les mêmes proportions, des vocations sacerdotales, politiques et économiques. Dans le domaine politique comme dans le domaine économique, il y a une gamme de vocations pour les différents échelons de fonctions à pourvoir. Donc, si les hommes naissent inégaux, avec des vocations variées mais constantes dans tous les temps et dans tous les lieux, c'est qu'il y a un plan politique des collectivités qui est préétabli.

Cet ordre politique constant, extérieur à l'homme, donne lieu à des applications dont les formes varient suivant le temps et le lieu. Ces applications, si elles sont bonnes, donnent à une collectivité le caractère d'une société ordonnée.

Si une collectivité, par suite de déviations intellectuelles, n'est plus organisée suivant les principes politiques constants, les fonctions à pourvoir et les vocations subsistent, mais personne n'est plus à sa place et les fonctions sont galvaudées, car, en ces périodes, elles tombent entre des

(1) Notons que la Révélation n'est nullement venue changer les lois universelles concernant la hiérarchie des fonctions mentales ou concernant le politique.

maines indignes ou incapables : c'est le désordre avec toutes ses conséquences pratiques. Lorsque le désordre est à son comble, une contraction collective se produit et, à la faveur de la lutte, la nouvelle aristocratie s'affirme, restaure les principes et chacun reprend sa place. Le cycle ordre, désordre, ordre (celui-ci triomphant toujours en fin de compte) est également constant, seules les formes diffèrent selon les temps et les lieux.

C'est ainsi que l'Occident, après avoir adopté des formes propres dans l'application des grands principes traditionnels, s'est vu entraîné dans les déviations, traditionnelles elles aussi, qui ont pris, chez nous, une forme particulière.

C'est précisément en envisageant l'histoire seulement du point de vue des contingences et des déviations que l'on arrive facilement à démontrer l'inexistence des principes et de la tradition dont ils sont l'objet.

Il nous est d'ailleurs très difficile, à nous, de percevoir cette tradition :

1° Parce que nous avons vécu dans un monde dévié en masse (1) et qu'il y a, chez nous, peu de témoins de la trame universelle de la tradition; il se trouve, en effet, que ceux qui, seuls, étaient capables de la garder, ont été eux-mêmes gagnés en partie par la déviation, par les « idées nouvelles »;

2° Parce qu'il ne s'agit pas de simples déviations de détail, mais d'une déviation totale de l'esprit; en effet, le matérialisme, renversement des hiérarchies normales, n'est lui-même que l'expression du renversement de la hiérarchie

(1) La déviation a d'ailleurs, pour notre civilisation, commencé bien avant 1789.

des fonctions intellectuelles (la raison prenant le pas sur la connaissance) ;

3° Parce que nous sommes complètement absorbés par les contingences et que nous ne pouvons plus nous élever au-dessus d'elles.

Tous nos sentiments, des plus nobles aux plus vils, nous rendent complètement aveugles, non seulement sur tout ce qui s'est passé autrefois, mais aussi sur tout ce qui se passe dans notre siècle, dans notre continent, sous nos yeux. On ne retient que les manifestations extérieures ou les caractéristiques locales qui, forcément, sont inconvenantes pour nous, sans vouloir considérer le fond des courants qui nous entourent et qui contiennent bien une certaine conformité avec l'esprit traditionnel. En effet, ils ont des principes de base communs entre eux, communs avec ceux reconnus par les sociétés anciennes. Mais comment pourrions-nous comprendre, dans ce que nous voyons autour de nous, ce qui est au delà des formes, puisque nous-mêmes ne voyons plus qu'elles chez nous, sans essayer de rechercher les éléments de notre tradition ? (1)

En résumé, nous pensons :

1° Qu'il y a une vérité politique absolue, d'essence métaphysique puisqu'immuable, et située au delà du monde physique ;

2° Que nous pouvons connaître les principes, nous ne

(1) Nous nous plaçons ici, en dehors de la dogmatique, non point parce que nous ne reconnaissons pas sa valeur, mais parce qu'elle n'a pas de part dans l'élaboration des principes universels, elle ne peut donc les modifier ; son rôle est d'en expliquer la transcendance.

pouvons raisonner leur essence, mais nous pouvons raisonner sur leurs applications;

3° Que les hommes naissent inégaux entre eux avec des vocations qui sont fonction de l'ordre politique préétabli;

4° Que la connaissance des principes est le fait de l'aristocratie; le pouvoir politique applique les principes et la justesse de ces applications pour un temps et un lieu donnés amène une collectivité vers l'unité;

5° Qu'une société dans laquelle il y a la meilleure application des principes peut être dite ordonnée.



Nous avons envisagé les déviations intellectuelles de façon toute statique, mais nous savons bien que si la tradition des grands principes s'appuie toujours sur de solides organismes, l'anti-tradition ne peut se passer d'une organisation pratique. Celle-ci, pour être occulte en grande partie, n'en est pas moins puissante. Cette discrétion est même un facteur indispensable de réussite.

La tradition n'est pas une force que l'on peut aborder de front; seule, une œuvre de division souterraine et de désagrégation non bruyante peut venir à bout des idées d'unité.

A vrai dire, l'anti-tradition n'a pas pris une forme définie et stricte. Elle présente un grand disparate, de multiples variations, de multiples contradictions, mais des organismes assez charpentés et outillés matériellement purent effectuer une confluence de faits vers le but recherché.

Les apports divers, philosophiques et même religieux, furent ainsi mis en concordance, tout au moins quant à leurs conséquences pratiques, afin de former, à l'extérieur,

une apparence de bloc. C'est ainsi que le matérialisme apparaît aux observateurs superficiels comme une forme d'évolution normale ordonnée et *progressiste* des sociétés.

La forme prise par l'anti-tradition n'était pas uniquement nécessitée par la forme extérieure des supports de la tradition. En effet, ceux-ci, ayant perdu leur puissance, les organismes adverses ont gardé leur forme secrète. Ils ont continué leur action indirecte, bien qu'ils soient parvenus à une quasi réussite. La tradition, en effet, possède une force vive par elle-même, c'est une source toujours prête à jaillir avec fracas, il était donc plus sage de se réserver des moyens d'action peu voyants afin de pouvoir mieux surveiller, mieux résister et mieux durer au cas où la tradition surgirait de nouveau.

Les principes et les procédés de l'anti-tradition occidentale moderne ont été fort peu différents dans les autres sociétés.

Si quelques hommes, profondément touchés par le chaos de notre société désirent, sincèrement et sans préjugés, s'élever au-dessus de l'abrutissante mêlée pour trouver les vraies bases d'action, nous pensons qu'il leur faut tout d'abord se persuader qu'à peu près tout ce qui leur a été dit n'était que pure invention moderne, soit qu'il s'agisse de théories philosophiques basées sur le raisonnement, soit qu'il s'agisse de conceptions matérialistes, soit qu'il s'agisse de cette sorte de néo-spiritualisme aux cent visages dont la base n'est que pur sentimentalisme et qui est opposé au matérialisme seulement en apparence.

Quant à ceux qui se réclament des forces spirituelles authentiques (celles qui contiennent des principes traditionnels), nous pensons qu'ils doivent se méfier des déviations

de certains de leurs représentants qui seraient tentés d'envisager les choses uniquement sous l'angle du moralisme; trop de ces représentants ont perdu de vue les principes transcendants tout en parlant du surnaturel; c'est ainsi que, chez eux, les divergences sur les principes politiques sont considérables, ce qui ne devrait pas être possible pour eux qui reconnaissent que la vérité est *une*. S'ils ne peuvent donner, dans les domaines les plus importants, une interprétation unique des principes transcendants, ils reconnaîtraient par là que l'immuable est une pure abstraction complètement coupée des sociétés. Si, d'autre part, leur rôle est de s'adresser aux individus, pris uniquement comme tels, ils doivent alors prétendre que l'organisation politique de la société n'est qu'un phénomène purement matériel et fortuit, ce qu'ils ne peuvent pas admettre puisqu'il y a un lien certain entre la constance des vocations et l'ordre politique.

Le fait pour eux de n'enseigner qu'une sorte de moralisme social au lieu d'enseigner les bases métaphysiques des grands principes politiques, expliquerait toutes les tentatives d'organisation des sociétés en dehors d'eux.

Il faut donc dire que le désordre contemporain n'est pas un accident, mais une résultante des déviations intellectuelles, qu'il est inutile d'escompter l'ordre si on poursuit la libération en dehors des principes qui, seuls, permettent d'ordonner toutes choses.

Il ne faut aussi considérer les formes que pour ce qu'elles sont, ne pas tout mesurer à travers elles, ne pas en espérer une vraie révolution.

Dans ces conceptions seulement, pensons-nous, pourront être trouvées les bases de l'unité nécessaire à l'union, union sur le plan de notre collectivité comme sur un plan plus vaste.

*
**

Mais une fois qu'un groupe assez important de personnes sera parvenu à reconnaître, sur le plan de la continuité française, en dehors de toute invention, les éléments traditionnels, il devra trouver le « cadre des institutions » qui donneront « aux hommes de bonne volonté » toute leur efficience, aux faibles un appui, aux pervers un découragement aussi définitif que possible.

Mais les institutions ne peuvent donc être envisagées en elles-mêmes, il leur faut de solides bases.

La pensée politique, soumise à des principes immuables conservés par une aristocratie, préside à l'ordonnance des institutions, veille à la sélection des hommes et à la répartition des tâches entre eux, selon le principe de l'inégalité. L'économique, domaine des échanges de biens matériels, est inférieur au politique qui lui donne des lois pour la répartition des biens sensibles.

Cette hiérarchie correspond aux grandes fonctions de l'homme.

L'homme est un être métaphysique, puisqu'il peut connaître les principes transcendants, puisqu'il a une évolution propre de sa personne à poursuivre.

C'est un être politique, car, par sa nature propre, il possède une vocation qui le désigne pour une fonction particulière dans la société.

C'est aussi un être économique, car il lui faut satisfaire à ses besoins matériels.

La famille traditionnelle est construite sur ce modèle; c'est une cellule religieuse, politique et économique, cellule plus ou moins fermée. Le père a autorité sur la « fa-

milia », il en a aussi la responsabilité; son rôle religieux est plus ou moins important, son rôle politique plus ou moins étendu, assorti de plus ou moins de pouvoirs. Quant à la fonction économique de la famille, elle a pris un caractère spécial dans les temps modernes, mais elle subsiste nécessairement.

Là encore, les dégénérescences se sont produites corrélativement à la déviation générale de la société.

Un point doit être précisé ici :

Il convient de rejeter la confusion, aussi stupide que pernicieuse, entre égalité et justice. Si la justice exige que tout membre d'une communauté soit en possibilité de participer à ses richesses comme à son labeur, la justice exige aussi que la société soit construite en fonction des inégalités, de façon à ce que chacun puisse, étant à sa place, développer, pour le plus grand bien de la société elle-même, sa nature propre.

Cette question de l'expansion des personnalités ne peut être envisagée sans un ordre général où les fonctions sont hiérarchisées; sans cela, c'est l'anarchie, comme l'indique l'étymologie elle-même.



Nous paraissions peut-être nous être aventuré bien loin de notre sujet, mais nous nous refusons, étant donné la confusion actuelle, à parler d'une institution quelle qu'elle soit, sans indiquer le cadre général dans lequel nous la replaçons.

Le désordre vient, à notre avis, de cette incapacité de l'homme moderne de considérer un plan d'ensemble dont

toutes choses découlent. On prend un point particulier et on traite indistinctement son fond, sa forme, de façon variable, suivant son tempérament, ses intérêts et les événements. Dans ces conditions, aucune révolution ne pourrait aboutir; on ne peut créer une cohésion, un *enthousiasme*, comme l'on dit, si l'on ne se réfère pas à une certaine unité qui est supérieure à l'ensemble des individus.

La vie d'une personne, pas plus que les rapports entre les personnes, la vie d'une institution, pas plus que les rapports entre les institutions, ne sont possibles hors de cette unité.

L'Ordre des médecins est indispensable à l'efficienne des médecins, mais, s'il ne se réfère pas aux principes généraux, s'il n'est pas situé de façon exacte dans la hiérarchie des fonctions sociales, il ne serait qu'un mot comme tant d'autres et il ne saurait, par sa seule existence, remédier au désordre.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DES RAPPORTS ENTRE L'ÉTAT ET LES CORPS

Cette étude est rendue difficile pour deux raisons :

D'abord, le souci constant de nombreux travaux et de beaucoup d'enseigneurs est de dénigrer les institutions du passé; on s'obstine à démolir, dans des buts politiques, tout ce qui était avant 1789.

D'autre part, il y a l'esprit superficiel des livres qui se contentent, à peu près tous, de présenter une facile nomenclature des rois de France, des dates, des péripéties, des événements guerriers de l'Histoire, sans même chercher à dégager la trame profonde de l'évolution des pays, les termes de passage d'une civilisation à une autre (1), les liens traditionnels qui les unissent.

Nous ne parlons même pas de cette abondante littérature historico-romancée qui exhume des anecdotes, des petits scandales, des événements présentés avec des soucis commerciaux évidents.

(1) Notamment l'histoire de la composition de base de la France, son fond autochtone, la valeur des apports différents (le christianisme, apport romain, germanique) qu'elle reçut. Cette lacune empêche toute compréhension de la vraie nature de la France, de son caractère, de son rôle, de sa force, de ses faiblesses.

Si bien que l'on aboutit, non seulement à l'ignorance, mais, ce qui est plus grave, à une fausse culture.

En parcourant les bibliothèques les plus sérieuses, on est frappé de voir que, si certaines institutions ont été étudiées sous forme de monographies, peu d'ouvrages essayent de coordonner ces institutions, de montrer leur lien et la manière dont ils s'harmonisent pour former une société.

Ce n'est que tout récemment qu'un professeur de la Faculté de Droit de Paris : Olivier MARTIN, a envisagé l'Histoire sous cet angle dans un livre paru en 1938 : *L'organisation corporative de la France d'ancien régime*. Notons aussi MARTIN-SAINT-LÉON : *Histoire des corporations de métiers* (1897).

1° Les rapports entre l'État et les Corps sous l'ancien régime jusqu'à son déclin.

L'image de SÉQUIER (1) doit être citée : « Les Corps sont les différents anneaux de la chaîne qui va des familles aux empires et qui rend aisées des communications humaines. Le roi est absolu, certes, et entend le rester, mais il n'y a pas, entre ses sujets et lui, un espace immense et glacé; les Corps y établissent des sociétés intermédiaires qui protègent leurs franchises professionnelles et les accoutument à aider le roi, dont la force garantit le paisible usage de ces franchises. »

Il y a une grande variété de Corps professionnels (2) et de formes évolutives. Il n'y a pas de doctrine officielle, pas

(1) Séguier magistrat, Président à mortier (1504-1580).

(2) En dehors des Corps non professionnels.

de charte prévoyant l'organisation générale des professions.

DOMAT (1) a cependant pu définir les Corps : « Ce sont des assemblées de plusieurs personnes unies en un Corps formé par la permission du prince et étably pour un bien commun à ceux qui sont de ce Corps et qui ait aussi un rapport avec le bien public. »

L'Encyclopédie Méthodique dit aussi : « Leur usage (des communautés) est de pourvoir, par le concours et le secours de plusieurs personnes, à quelque bien utile au public, quoiqu'elles soient aussi établies pour le bien commun de ceux qui en sont membres. »

Il s'agit donc bien de groupements puissants d'une assez grande autonomie poursuivant « le bien commun à ceux qui sont de ce Corps », mais ne se soustrayant pas aux devoirs imposés par le bien public et reliés à lui par la personne du roi.

Mais, sous ce principe général, il y a de grandes variétés pratiques dans les interventions de l'Etat. Elles évoluèrent avec le temps : « Il est certain que ce contrôle de l'autorité publique sur les corporations a été exercé dès leur apparition.

« Il semble même que, fort strict au début, il se soit détendu pour faire confiance plus largement aux dirigeants des métiers, sauf à se resserrer à nouveau lorsque la royauté, moins absorbée par ses grandes tâches de défense, s'est préoccupée, toujours plus nettement, de régulariser et de coordonner l'action des Corps. »

Les interventions varient aussi suivant la nature des métiers : « Les Corps d'auxiliaires de la justice et les Corps

(1) Jurisconsulte, avocat du roi au Président de Clermont-Ferrand.

d'officiers de justice sont régis par des textes généraux si abondants et si détaillés que la marge restant à régler par le Corps est fort étroite.

« Il s'agit d'organiser un service public dont le roi connaît, mieux que personne, les exigences. Le roi parle alors, et le Corps n'a que peu à ajouter par ses règlements ou ses usages. S'il s'agit, au contraire, de questions très particulières et très techniques, il sera bon de laisser le premier rôle aux Corps, sauf à bénéficier finalement de leur expérience accumulée pour établir un règlement-type. La législation générale et les statuts des Corps sont, en quelque sorte, complémentaires, mais les Corps restent, dans ce domaine, sous le signe de la subordination (1). »

Par contre, dans les professions qui n'ont pas le caractère de celles citées plus haut, la liberté du groupe est plus grande : « Le métier juré est chargé, par son institution même, de discipliner la profession et de défendre ses privilèges, dans l'intérêt du bien de tous. Pour toutes ces fins, il est organisé assez librement et a reçu de grandes facilités d'ordre juridique (2). »

Même dans le cas du métier juré qui est le plus libre de tous, Olivier MARTIN nous indique le rôle de l'autorité royale : « Mais il (le métier juré) n'est que l'un des éléments dont l'ordre social est composé. Il est normal qu'il agisse sous le contrôle de l'autorité publique, seule qualifiée pour définir, en dernier ressort, les exigences du bien commun. »

Les rapports entre les pouvoirs publics et les Corps sont donc très souples; nous en verrons quelques applications avant d'envisager les Corps de la médecine.

(1) Olivier Martin.

(2) *Idem.*

L'APPROBATION DES CORPS.

L'organisation professionnelle n'a pas la même forme dans toutes les régions. A Limoges, par exemple, les métiers sont libres jusqu'au xv^e siècle. Il n'existe que des Confréries : « les gens du métier » sont seulement soumis aux règlements généraux de police. A Paris, au contraire, l'organisation corporative est plus ancienne.

Lorsqu'une province est conquise, le roi laisse subsister les formes antérieures, l'assimilation ne se faisant que progressivement.

La fondation des Corporations n'est donc pas obligatoire, elle est naturelle; leurs origines sont mal connues, elles sont souvent sorties de groupements purement religieux (1) (Confréries) ou de défense (Guildes). Au moment où ces groupements, à buts limités, tendent à étendre leur compétence, ils commencent à s'imposer à tous les membres de la profession, ils tendent vers le monopole; ils deviennent personne de droit public qui s'impose aussi bien dans le métier que hors du métier. C'est alors que les pouvoirs publics, représentant la collectivité, commencent à intervenir et une règle apparaît : nul corps ne peut exister sans l'approbation expresse ou tacite du prince :

« La procédure d'approbation ou de confirmation ou de révision a été lentement mise au point pour vérifier, au préalable, autant qu'il est possible, la conformité des statuts avec le bien public et avec les statuts des Corps voi-

(1) Il faut noter la force de l'unité spirituelle qui caractérise les débuts de l'ancienne France. Il y a une compréhension commune de la hiérarchie des valeurs. On comprend de la même manière les obligations sociales parce qu'on leur donne la même base surnaturelle.

sins, cette procédure permet aussi de constater que les statuts ne sont pas contraires aux lois, aux arrêts de cours, aux règlements de police » (1), et Olivier MARTIN précise, par ailleurs, quelle est cette procédure : « La procédure de confirmation ou de révision des statuts se fixe progressivement au ^{xiv}^e siècle. Le métier intéressé adresse une requête au roi en y joignant parfois un projet de rédaction; le roi renvoie la requête au Châtelet; le prévôt, de concert avec le procureur du roi, réunit le métier et arrête les statuts. L'intervention du Châtelet garantit en principe la conformité des statuts et des nouveaux articles avec l'intérêt public. Mais, très souvent, et régulièrement en définitive, une enquête générale de *commodo et incommodo* est faite pour vérifier cette conformité... Le sentiment des corporations voisines était demandé. Il est tout à fait probable que, pour éviter une déposition défavorable lors de l'enquête de *commodo*, des tractations officieuses intervenaient entre les métiers... Dans bien des cas, le public élevait des protestations; la municipalité n'était pas favorable. La délivrance des lettres patentes était alors ajournée jusqu'au règlement des difficultés locales. Au lieu de commencer la procédure par une requête au roi et à son Conseil, toujours renvoyée pour instruction et avis au juge local, le métier pouvait faire approuver ses desseins par le juge local et ensuite solliciter l'homologation par lettres-patentes du roi. Pratiquement les statuts n'étaient homologués que si nulle opposition sérieuse n'était soulevée au cours de la procédure. »

Il arrive parfois que la création d'un Corps est refusée; par exemple, vers 1700, après rapport du prévôt local,

(1) Olivier Martin.

après avis de la municipalité, de l'intendant, on refuse aux portefaix de la poterne à Nantes de se constituer en Corps, afin de laisser, croit-on, aux mendiants valides, la possibilité d'exercer un métier élémentaire; l'accès de ce métier doit donc rester libre. De même, en 1739 et pour la même raison, le lieutenant de Police de Paris défend aux gagne-deniers (débardeurs) de se constituer en société prétendant au monopole de manutention des marchandises aux foires de Saint-Germain et de Saint-Denys. Mais ces cas d'interdiction sont très rares, comme en témoigne le tableau social de l'ancienne France, et ne s'appliquent qu'à des métiers qui ne réclament pas une grande sélection et où la garantie d'honnêteté peut être affaire de simple police publique.

En fait, nous ne connaissons guère que des « confirmations », confirmations dont on a d'innombrables exemples dans les recueils des ordonnances du Louvre. Ces textes témoignent du rôle du pouvoir politique dans les naissances des groupements professionnels à la vie sociale.

Une fois l'autorisation ou la confirmation donnée, le Corps devient un organe semi-public. « La confirmation des statuts par le roi atteste qu'ils sont conformes au bien public et donc *opposables à tous*. Ces statuts d'un corps subordonné deviennent, par l'approbation du roi, un des éléments stables de la police du royaume. » (1)

Ceci explique naturellement que les statuts et règlements des Corps ne pourront être modifiés ou abandonnés ou tournés, et tout changement souhaité devra faire l'objet d'une révision en règle dont la procédure est celle indiquée plus haut.

(1) Olivier Martin.

Ce qui vient d'être dit concerne les métiers jurés dont nous avons vu la définition. Nous ne pouvons qu'énumérer les autres formes d'organisation sans nous y arrêter puisque la médecine n'en fait pas partie.

Dans les métiers non organisés des syndics sont chargés de la surveillance; ils doivent se rendre compte si les activités des membres de ce métier ne vont pas contre l'intérêt public.

Il y a aussi les métiers dits « réglés ».

Dans les régions où il n'y a pas de métiers jurés, « les métiers ne sont nullement livrés à eux-mêmes. L'autorité municipale en réglemente plus ou moins minutieusement l'activité : les maîtres doivent souvent prêter serment à la municipalité ou se faire inscrire au greffe de sa juridiction; le métier est régi par des statuts émanant de la municipalité et présentant toutes les formes extérieures des règlements municipaux de police; souvent aussi, et notamment dans le Nord, l'échevinage désigne parmi les gens du métier des « eswardeurs », qui leur prêtent serment, inspectent les fabrications et dénoncent les fraudes. »

Mais tout ceci n'est pas rigide comme on pourrait le croire : « Il n'existe d'ailleurs aucune incompatibilité entre la réglementation par le métier lui-même et la réglementation par la municipalité. Le métier juré, si autonome qu'il soit, n'est pas livré à lui-même; il est subordonné à l'autorité de police, qui peut être la municipalité, quoique les villes jurées soient le plus souvent restées sous la justice de leur seigneur. Inversement, la municipalité, tout en légiférant de son autorité propre sur les divers métiers réglés, les consulte sans doute officieusement avant d'arrêter les articles techniques de leurs statuts; et il arrive parfois que les inspecteurs du métier, au lieu d'être désignés par

la municipalité, sont laissés à l'élection des gens du métier (1). »

Il y a aussi des formes mixtes. En général, dans tous ces cas, la part des pouvoirs publics, dans l'élaboration des règles et des statuts, est importante comme le seront leurs interventions.

Mais, revenons aux métiers jurés; l'organisation de la Médecine étant plus proche d'eux que des autres. Ils n'allèrent qu'en se développant; ils furent les plus nombreux et le roi lui-même, vers la fin du xv^e siècle, favorisa le passage des formes « réglées » aux formes « jurées ».

LES CADRES DE LA PROFESSION ET L'ÉTAT.

Les métiers jurés jouissent donc d'une assez grande autonomie. Les règles et statuts soumis au roi ont été entièrement élaborés par eux.

« Ils jouissent d'abord des avantages attachés à la personnalité morale et qui sont familiers à la technique moderne. Ils sont représentés, au sens le plus large, par leur assemblée générale et par leurs jurés. L'assemblée générale a qualité pour préciser les termes de la loi du métier, mettre en forme le statut écrit, les coutumes du métier et pour prendre les décisions les plus graves intéressant la vie du Corps. Les jurés expédient les affaires courantes, exécutent les décisions de l'assemblée générale et veillent à l'application des statuts; ils ont à cet égard des pouvoirs que le droit moderne reconnaît seulement à des officiers de police judiciaire (2). »

(1) Olivier Martin.

(2) *Idem.*

Ce sont donc des gens de métier, « les maîtres jurés » qui surveillent l'observation des règlements corporatifs; ils assurent la police privée du Corps, ils organisent l'apprentissage, jugent la capacité technique des candidats aux postes de maîtres.

Qui sont ces maîtres jurés?

Après avoir suivi les échelons prévus et subi les probations fixées par les règlements, le candidat maître prêtait serment entre les mains du bureau de la corporation, puis devant le juge de police et à Paris entre les mains du Procureur du roi au Châtelet.

Ceci prouve le sens d'intérêt public qui était attaché à la fonction de chef d'entreprise.

Ces maîtres se réunissaient en assemblée ordinaire (1) qui coïncidait souvent avec la réunion générale de la Confrérie, un jour de fête religieuse spéciale à chaque corporation. Ils éalisaient les maîtres jurés. Ces assemblées ordinaires pouvaient se tenir sans autorisation des pouvoirs publics, elles étaient prévues dans les statuts. Il n'en était pas de même pour les assemblées extraordinaires (par exemple pour la révision des statuts), pour lesquelles l'autorisation du bailli était nécessaire.

L'assemblée générale ordinaire avait donc pour tâche principale de désigner les jurés, ou gardiens de la profession et de surveiller leur gestion.

Il y avait bien des modes différents de recrutement des jurés.

(1) La composition de l'assemblée générale était variable suivant les coutumes des métiers. Dans certains cas, l'assemblée ne comprenait que des maîtres, dans d'autres cas, elle était mixte, parfois, elle était composée de représentants désignés par les maîtres et par les compagnons.

Il y avait, soit une désignation par les jurés sortants, soit une élection, mais il y avait toujours intervention des pouvoirs publics. En effet, dans les deux cas, il devait y avoir approbation par le Prévôt (1).

Pour certains Corps, c'est celui-ci qui désigne les jurés sur propositions des gens du métier :

« Presque partout, les élections se font sous la présidence ou au moins avec l'approbation des juges et les jurés prêtent serment entre leurs mains. C'est tout à fait exceptionnellement que les visiteurs de la communauté des menuisiers de Tonnerre sont désignés par le juge, sans participation des maîtres; ce régime sévère doit être une sanction prise à la suite de cabales » (MORISSET). Donc, pour les cadres de la profession, les choses peuvent être résumées ainsi : règlements faits par les Corps, approuvés par les pouvoirs publics après examen de conformité avec l'intérêt général, leur caractère d'opposabilité à tous, donc caractère semi-public et, par conséquent, intangibilité sans autorisation des pouvoirs publics. La Corporation est administrée par des jurés dont le mode de recrutement n'est pas imposé par l'Etat (sauf cas particulier), mais toujours les pouvoirs publics sanctionnent la désignation faite : le maître prête serment au bureau de la Corporation et devant le représentant de l'autorité politique.

LES POUVOIRS PUBLICS DANS LA VIE DES CORPS.

Le métier juré organise lui-même sa vie intérieure en fonction des buts à atteindre, pour cela il dispose de privilèges, car il a la personnalité morale. D'une façon

(1) Officier seigneurial ou royal représentant les pouvoirs publics auprès des Corps.

générale, on peut établir les points suivants, malgré la diversité des règlements particuliers :

a) Les jurés ont des prérogatives de surveillance, ils vont visiter les entreprises pour s'assurer que les règlements sont observés, que la qualité des produits est bonne.

b) Ils ont des prérogatives judiciaires : rarement ils peuvent ordonner la destruction des objets incriminés ou condamner à une amende ou interdire l'exercice du métier; mais ils traduisent devant la justice publique (justice du Seigneur de la terre ou de l'Echevinage), qui juge d'après les règlements de la Corporation.

c) Le métier juré a le monopole dans sa partie (1).

Il a le droit à patrimoine corporatif dont la gestion est contrôlée par l'assemblée générale annuelle.

d) Les jurés assurent le recouvrement de l'impôt sur les membres du Corps et même ils en établissent l'assiette; les pouvoirs publics peuvent rendre exécutoires les rôles établis par les jurés et statuent sur les contestations qui pourraient naître.

e) Il y a des privilèges honorifiques :

Les représentants des six grands Corps se tenaient près du roi dans les cérémonies, les porteurs de sel de Paris avaient le privilège de porter le corps du roi lors des obsèques à Saint-Denys.

(1) Il existait quelques correctifs au monopole : la concurrence des forains, l'existence de lieux privilégiés, « conséquence de la multiplicité des justices qui, au moyen âge, se partageait le sol des villes » (Olivier Martin); c'est ainsi qu'à Paris dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés, de Saint-Denis, dans l'enclos du Temple, dans le Faubourg Saint-Antoine, les métiers étaient libres, soumis à une simple surveillance de la police. Comme correctif au monopole, il faut aussi signaler le privilège des inventeurs.

f) La vie sociale s'organise à l'intérieur de la corporation. Des règlements très précis concernent l'apprenti, son instruction, son éducation, sa vie chez le maître. L'observation de ces règlements est surveillée par un juré; un contrat est d'ailleurs fait entre les parents et le maître sur les bases obligatoires des règlements corporatifs.

De même les salaires se règlent à l'intérieur de la corporation; un contrat est librement débattu entre le maître et le compagnon, débat dans lequel ce dernier n'est pas aussi désavantagé qu'on pourrait le croire. En effet, les compagnons n'étaient pas en grand nombre, ils devaient certifier d'un bon apprentissage et, le plus souvent, ils étaient en nombre insuffisant par rapport à la demande. Quelques faits en témoignent : l'intervention royale de 1332 dont il sera parlé plus loin, le fait que la veuve du maître avait droit de priorité pour entrer en pourparlers avec un compagnon; d'autre part, DIDEROT, un de ces fameux *libérateurs du peuple*, vantant le libéralisme, nous dit que « la concurrence fera mieux faire et *diminuera le prix de la main-d'œuvre* », on peut en déduire que ce prix était assez élevé.

g) Des règles d'entr'aide sont fixées; toutes inspirées de principes religieux, elles sont destinées à maintenir les bonnes relations entre les membres du Corps. Il est prescrit, par exemple, dans certaines corporations, que lorsqu'un maître voisin est malade ou quelqu'un de chez lui, on doit aller le « visiter et conforter ».

Les formes les plus variées d'entr'aide pécuniaire sont prévues, de même les initiatives les plus diverses peuvent être observées; par exemple : les imprimeurs en taille-douce de Paris, dans leurs statuts, décident un système qui

leur est propre : chaque maître verse le tiers de ses gains ; une répartition a lieu par quinzaine.

Mais, en raison de ces privilèges, l'autorité publique a un pouvoir d'intervention dans les Corps de métiers ; en effet : « le métier a des fins particulières, mais le roi doit faire respecter le commun profit ».

A) Les autorités publiques qui contrôlent et surveillent les Corporations.

La question est assez complexe et a subi des évolutions. On pourrait cependant résumer la question ainsi : les municipalités dirigées par les échevins n'avaient le contrôle direct et continu que des métiers réglés. Des circonstances spéciales, l'importance vitale de certains métiers jurés attiraient sur ceux-ci un contrôle des autorités locales qui se précise au ^{xvii}^e siècle : « Nombre de municipalités, surtout dans les villes dites de commune, ont exercé, depuis le moyen âge, la juridiction la plus large sur les métiers. Il en est ainsi jusqu'aux temps modernes. A Poitiers, les pouvoirs de police sur les métiers sont exercés par le procureur de la commune, mais des échevins sont désignés pour diriger certaines polices particulières, qualifiées d'intendance, sur le pain, la viande, le sel, les bois, etc. L'échevinage conserve le dépôt des marques et des poinçons individuels des maîtres ; pour les cuirs, les draps, il désigne un « prud'homme visiteur et marqueur », qui est détenteur de la marque municipale. Il reçoit des redevances en argent et en nature des métiers ; il règle les procès qui s'élèvent entre les divers métiers ou entre les membres d'un même métier. Il peut taxer les denrées. On se rend compte très bien que d'aussi larges pouvoirs peuvent, dans

la pratique, sensiblement restreindre l'autonomie des métiers jurés et créer ainsi des situations intermédiaires entre le métier juré et le métier réglé ».

Dans les seigneuries, un représentant du seigneur est chargé de ces attributions.

Dans les domaines royaux, l'évolution est intéressante à observer. D'abord, ce sont les grands officiers de la couronne qui ont des attributions de surveillance des métiers : par exemple, le grand panetier conserva longtemps le pouvoir de surveillance sur les boulangers; l'architecte du roi a la surveillance des métiers du bâtiment.

Dans les villes pourvues d'un bailli (représentant de justice du roi), la surveillance est exercée au nom du roi.

Ces cas tendent, naturellement, à augmenter avec le temps et avec les nécessités fiscales de l'Etat : « Les pouvoirs de certaines municipalités purent être limités par la création, à la fin du ^{xvii}^e siècle, d'un office de lieutenant général de police dans toutes les villes pourvues d'un bailage ou d'une sénéchaussée. Ce lieutenant avait en effet des pouvoirs assez larges sur les corporations. Mais comme la création avait un but, surtout fiscal, l'office pouvait être racheté par les municipalités qui tenaient à conserver leurs attributions de police économique, comme il pouvait l'être par quelque officier du baillage ou du présidial (1). »

C'est ainsi que la brusque variabilité des besoins financiers de la royauté et la réticence des Corps, qui n'étaient pas toujours portés à voir l'intérêt général, amenèrent des mesures administratives sensibles surtout au ^{xvii}^e siècle.

A Paris, la fonction des grands officiers de la couronne passe aux mains du Prévôt de Paris, qui siège avec ses ser-

(1) Olivier Martin.

vices au Châtelet. Petit à petit, il tend à devenir comme un ministre des corporations, ses attributions sont fixées au XVII^e siècle : « le procureur du roi au Châtelet a été chargé, par des lettres-patentes de juillet 1658, d'attributions caractéristiques de contrôle et de tutelle sur les corporations parisiennes : il doit enregistrer les brevets d'apprentissage qui sont souvent égarés ; il doit être présent à l'élection des gardes ou jurés et des administrateurs de confréries ; les assemblées corporatives se tiennent sous sa présidence ou du moins avec son autorisation. Enfin, la reddition des comptes par les gardes et jurés sortants sera fait devant lui, ce qui permettra de supprimer définitivement les banquets, si souvent condamnés par l'autorité royale (1) ».

Le principe non écrit qui tend à s'affirmer est celui-ci : Il doit exister un pont entre le pouvoir politique et les organismes économiques, quel que soit le degré d'autonomie qui leur est concédé. Ce pont est constitué par des représentants des autorités publiques, qui surveillent l'équilibre qui doit toujours exister entre la poursuite, par la Corporation, de ses intérêts propres d'une part et d'autre part les nécessités d'intérêt public. Il y a aussi la notion de protection des gens de métier contre les abus possibles de leurs jurés. Ces représentants de l'Etat, pourrions-nous dire, jugent les affaires soumises et soutenues par les jurés, ils peuvent, dans des cas spéciaux, nommer des syndics extraordinaires pour enquête ou contrôle, ils cherchent à maintenir l'harmonie entre les Corps, ils défendent les intérêts fiscaux de l'Etat.

(1) Olivier Martin.

B) *Contrôle et surveillance.*

Ils sont très variables suivant les époques et les métiers; il n'y a pas de règles fixes; les circonstances sont déterminantes.

Le contrôle des élections est presque systématisé. De même, très fréquemment, le jugement des *chefs-d'œuvre* par les jurés a lieu en présence du juge de Police, soit d'office, soit à la requête des candidats.

S'il est fait confiance aux maîtres jurés pour la surveillance de la vie professionnelle, il y a des cas où le roi prescrit des mesures spéciales. Par exemple, en 1531, Jean LE BON superpose, à la surveillance des jurés, celle des « Prud'hommes », choisis par le Prévôt des marchands, en dehors de la profession, ceci pour certains métiers et notamment la boulangerie. Ils visitent comme les jurés et surveillent la qualité et les prix.

Pour lutter contre une tendance excessive au monopole dans l'alimentation, Charles V, invoquant « le droit royal » et « l'utilité de la chose publique », confie au Prévôt de Paris « la visitation de tous les métiers, vivres et marchandises de Paris ».

C) *Interventions.*

Les pouvoirs publics interviennent en cas de besoin sur des points particuliers, pour combler une lacune ou réprimer des abus, ceci en tous domaines.

Dans le domaine social, par exemple : en 1332, une ordonnance royale fixe le maximum des salaires pour certains métiers. On observe aussi une action en sens inverse : l'ordonnance de Villers-Cotteret interdisait les coalitions, ce qui était une condamnation implicite du « compagnon-

nage ». Celui-ci prenait souvent la forme d'associations, qui avaient leurs rites, leurs modes d'action parfois violents. Ils sont condamnés : « Mais les autorités de police ont toléré les compagnonnages dans la mesure où leurs agissements ne portaient pas atteinte à l'ordre public. Elles ne pouvaient entièrement méconnaître qu'à certains égards ils répondaient à des préoccupations légitimes, qui n'auraient pas trouvé satisfaction dans l'organisation régulière du métier juré dominé par les maîtres. Au XVIII^e siècle, nous constaterons que les métiers jurés, peut-être gênés par le rôle dominant que jouent les compagnonnages dans le placement des ouvriers, firent un sérieux effort pour organiser ce placement dans le cadre corporatif et furent soutenus dans cet effort par les Parlements. C'était reconnaître l'utilité des compagnonnages, sur un point essentiel de l'organisation du travail, et justifier par là même la tolérance pratique que l'autorité publique avait adoptée à leur égard (1). »

Autre exemple : un règlement de police interdisant aux pâtisseries d'envoyer leurs mitrons vendre des gâteaux sur la voie publique, de peur qu'ils ne s'habituent aux jeux de hasard.

En 1851, le roi, dans une ordonnance, précise des règles au sujet du chef-d'œuvre. « Pour couper le chemin aux abus », « en bon père de famille », il réglemente les repas et banquets que les candidats maîtres offraient aux jurés, il interdit « les gratifications et baisemain », il précise les frais d'entrée dans la maîtrise. Le plus souvent, d'ailleurs, le roi ne fait que rappeler aux Corps leurs règlements et les admoneste parce qu'ils ne les suivent plus.

(1) Olivier Martin.

L'intervention royale peut aller plus loin. En 1305, Philippe le Bel, à la requête de « la Communauté des gens de Paris », édicte un règlement pour la boulangerie, il ordonne, « pour le commun profit », que toute personne peut faire son pain et même en vendre à ses voisins.

Jean le Bon n'hésite pas non plus, après la grande peste, à suspendre le monopole de certains Corps et à régler les métiers d'alimentation de première nécessité. Parfois il s'agit de taxation de certaines denrées. Dans ces cas, des sanctions des autorités publiques peuvent renforcer les sanctions corporatives. Toutes ces mesures sont prises dans les cas où le Corps n'arriverait pas, par égoïsme ou par suite de circonstances, à subordonner spontanément ses intérêts à ceux du public.

Une enquête précède l'intervention du roi : « Un mandement de François I^{er}, du 14 janvier 1521, prescrit aux gens de son Parlement de Guyenne d'enquêter sur le « profit, utilité, commodité et incommodité de nous et de la chose publique » que présente l'initiative de plusieurs gens de métier de Bordeaux qui se sont « par ci-devant ingérez de faire certaines confraries, articles, statutz et ordonnances sur le fait de leur diz métiers » et ont fait « conjuration » pour vendre leurs ouvrages et marchandises « à « leurs motz et tous à un mesme pris ». La municipalité est hostile à cette police et demande au roi de casser ces statuts, même s'ils ont été approuvés, ce qui s'est fait dans d'autres villes. Elle admet seulement les maîtrises pour les apothicaires, orfèvres, serruriers et barbiers. L'enquête conclut dans le sens de la municipalité (1). »

(1) Olivier Martin.

Mais parfois le roi n'agit pas selon cette sage méthode. Cela arrive surtout dans les cas où il agit sous de pressantes nécessités pécuniaires. Il crée alors des brevets de maîtrise, le plus souvent le Corps rachète ces brevets et cela revient à un impôt supplémentaire ; mais, dans certains cas, les Corps regimbent, c'est le conflit et le roi n'a pas toujours le dernier mot.

Olivier MARTIN nous donne un exemple bien typique : « Quatre Juifs, domiciliés à Paris, acquièrent du fermier à qui ces brevets avaient été cédés, selon les coutumes de la fiscalité royale, quatre brevets de maîtres de merciers. Ces Juifs, qui n'auraient sûrement pas été admis par la voie normale dans le Corps des merciers, tentaient de s'y introduire par ce détour. Ils payèrent leur brevet 1.400 livres. C'était une grande nouveauté pour Paris, où les Juifs étaient tolérés par l'administration royale, mais n'étaient pas admis dans les métiers jurés. On a l'impression que les Juifs avaient l'assentiment de l'administration. Le lieutenant de police chercha à rallier les députés des six Corps aux vues du gouvernement, mais ils déclarèrent qu'ils ne pourraient jamais « admettre les Juifs librement, étant résolus de ne communiquer avec eux d'aucune façon ». Ils adressèrent au roi un mémoire qui est aux Archives nationales.

L'acquisition des brevets par les Juifs détermine des démarches officieuses qui nous échappent. Un arrêt du Conseil du 14 août 1774 « rendue du propre mouvement de S. M. » annula les brevets. On voulut dissimuler de la sorte des protestations élevées, sans doute, par le Corps des merciers. Mais les Juifs, qui devaient avoir des protecteurs puissants, s'obstinèrent. Sur leur requête, le Conseil se saisit de nouveau de l'affaire et communiqua aux merciers la requête des Juifs. Un arrêt contradictoire intervint le

25 juillet 1775, validant les brevets et faisant défense aux merciers de troubler les Juifs dans leur commerce. Les Juifs avaient gagné la seconde manche. Et cependant, ils perdirent la partie. Les Six Corps vinrent à la rescousse et firent tierce opposition à l'arrêt du 25 juillet 1775. Ils poussèrent l'affaire à fond, demandant l'expulsion de tous les Juifs de Paris, selon la législation théoriquement en vigueur (déclaration du 23 avril 1615). Les Juifs n'eurent pas de peine à produire nombre de textes officiels établissant la tolérance pratique dont leurs corréligionnaires jouissaient malgré les termes de la loi. Mais le roi ne jugea pas opportun d'aller au-delà de cette tolérance pratique et de passer outre à l'opposition décidée de tout le haut commerce parisien représenté par les Six Corps. Par arrêt du Conseil, le 7 février 1777, le roi y étant, les Juifs furent déboutés de leur requête, sauf à pouvoir continuer leur commerce pendant deux ans. »

Quant aux mesures générales touchant l'ensemble des Corps, on ne peut en citer qu'une, et encore ne s'agissait-il pas d'une intervention proprement dite ! En 1268, le Prévôt royal : Etienne BOILEAU, prescrit aux Corps professionnels la rédaction de leurs statuts, qui seront enregistrés dans le livre des métiers, au Châtelet. Le pouvoir royal veut éviter la variété trop disparate des règlements et l'inscription permettra de constater des accords permettant certaines unifications. D'autre part, il importe que les statuts, dont beaucoup ne sont que coutumiers et qui sont objets d'incertitude, de contestations et de procès interminables soient fixés. Il y a aussi un but de fiscalité ; il s'agit de dresser, en même temps que la liste des Corps, les redevances royales.

Au XVII^e siècle, un essai d'unification de COLBERT, tou-

chant les draperies et les teintureries, dans le but de provoquer leur essor, ne donne pas les résultats escomptés.

Au ^{xvii}^e siècle, les abus relatifs à la vie intérieure des Corps (notamment au sujet des probations) se sont multipliés; l'administration intérieure et les finances sont en désordre (la fiscalité royale n'y est pas étrangère), la royauté installe une tutelle sur les métiers jurés : « A côté de ces interventions répressives, il faut signaler une tendance plus générale qui s'affirme au ^{xvii}^e siècle. La royauté cherche à exercer une action préventive : prévenir les abus par un contrôle méthodique vaut mieux que d'avoir à les réprimer, un peu au hasard. On peut grouper autour de cette idée centrale un certain nombre de mesures d'autant plus intéressantes que la royauté en prit d'analogues à l'égard des villes et des communautés d'habitants. Ces mesures attestent que la royauté, moins absorbée par sa besogne essentielle de défense du royaume et de maintien de la paix intérieure, peut se livrer à une action suivie, grâce à des auxiliaires compétents.

A Paris, cet auxiliaire est avant tout le procureur du roi au Châtelet, et le lieutenant de police. En province, c'est l'intendant, dont la présence ne manquera pas de stimuler la vigilance des juges de police (1). »

2° Rapports entre les Pouvoirs publics et les Corps de la médecine.

Quelle est la place de ceux-ci dans la société? Quelles sont leurs analogies avec les autres Corps?

(1) Olivier Martin.

VERDIER (1), malgré les particularités d'organisation de chacun des Corps de la médecine, a jugé possible d'en esquisser une théorie juridique et de la rattacher à la théorie générale des Corps. Ils jouissent du « droit de communauté... qui unit plusieurs personnes pour des intérêts qui leur sont communs ». Ce droit « est, en France, un droit entièrement royal, qui doit être conféré par lettres-patentes enregistrées ». Aussi, la communauté a sur ses membres « un droit de police intérieure et une espèce de juridiction, / *sauf réformation des magistrats* ». Elle peut les obliger par des « décrets particuliers », dont le respect est assuré par les chefs qu'elle élit. Elle peut posséder des fonds en commun, fonds provenant de donations, de legs, de rétributions des aspirants, d'amendes, de contributions imposées à ses membres, d'emprunts placés dans le public. Elle a qualité pour s'agréger de nouveaux membres, après des épreuves probatoires, et elle a le monopole de l'exercice de la profession.

« Mais les Corps de la médecine fonctionnent, comme les autres, sous le contrôle des pouvoirs publics. Les honoraires de leurs membres, sans doute, ne sont pas taxés, mais les tribunaux ont le droit de réduire des demandes excessives (2). »

La corporation médicale s'identifie en partie avec la Faculté. C'est celle-ci qui est gardienne du code de Déontologie, qui reçoit du candidat Docteur le serment de respecter les statuts, mais le diplôme doit être enregistré : « L'intervention des juges de police varie selon la nature des

(1) Médecin et juriste (milieu du xvii^e siècle), historien des Corps de la médecine : « Essai sur la jurisprudence de la médecine ».

(2) Olivier Martin.

Corps. Les médecins, membres d'une Faculté de médecine, font reconnaître et protéger leurs droits par leur Faculté seulement : c'est une conséquence des privilèges antiques des Universités et de leurs suppôts. Mais médecins et chirurgiens agrégés à un collège doivent faire enregistrer leurs lettres de degré au greffe du juge de police et lui prêter serment, et c'est le juge de police qui procède à la réception du nouvel apothicaire, sur le vu de ses certificats de capacité (1) . »

Chaque année, une assemblée des Médecins élit le Doyen et les Professeurs.

La juridiction disciplinaire de la Faculté sur ses « suppôts » se prolongeait sur les Médecins, auxquels elle avait donné le diplôme, sauf en ce qui concerne le criminel.

Comme on le sait, l'assistance publique est assurée par des œuvres privées, en général confessionnelles; les Médecins, le plus souvent, y donnent leurs soins gratuitement, c'est une règle corporative, mais souvent ils reçoivent une indemnité. Certaines fondations charitables s'attachent même des Médecins auxquels elles assurent un fixe.

Les pouvoirs publics n'interviennent pas dans la vie du Corps, mais ils surveillent l'exécution des obligations prescrites par les statuts et qui sont d'utilité publique; c'est ainsi que le Parlement, en 1566, dit, dans un arrêt, que les médecins doivent faire en sorte « que les pauvres puissent être secourus en leurs maladies aux prix et frais modérés ». En 1558, le Parlement était intervenu pour une raison toute autre; des discussions et des jalousies publiques entre médecins font scandale, le Parlement rend un arrêt où il

(1) *Idem.*

mande à la Faculté de Médecine de Paris « de se conduire de sorte que Dieu et la République ne soient plus offensés ».

QUANT A LA SANTÉ PUBLIQUE ELLE-MÊME, QUELLE EST L'ATTITUDE DES POUVOIRS PUBLICS?

Le Docteur Paul DELAUNAY, dans sa *Vie médicale aux XVI^e et XVII^e siècles*, a un chapitre intitulé : « Les Médecins fonctionnaires ». Il distingue trois fonctions médicales d'Etat : la *médecine curative*, la *médecine sociale préventive* (hygiène des collectivités), la *médecine judiciaire*.

Nous citerons quelques exemples :

« Pendant longtemps, dit le Docteur DELAUNAY, surtout dans le Nord et l'Est, pays des franchises communales, ainsi qu'en Allemagne, il y eut des médecins municipaux dont les obligations rappellent à la fois celles de nos praticiens agréés par les Mutualités ou les bureaux de bienfaisance, de nos directeurs de bureau d'hygiène et de nos médecins légistes et assermentés. »

« La ville de Bordeaux possède, en 1414, deux « Médecines ordinaires ». Ces dignitaires ne peuvent sortir de la ville sans l'autorisation de la municipalité, du Prévôt ou de quatre Jurats. Ils sont chargés d'inspecter les drogues des Apothicaires, de donner, en temps de peste, des avis diagnostiques aux Chirurgiens, de rendre compte aux Jurats de la santé publique et de leur signaler les cas suspects ; de donner sur réquisition leurs soins gratuits aux pauvres. »

La lutte contre la peste est une des grandes préoccupations des pouvoirs publics.

A Lyon, aux XVI^e et XVII^e siècles, d'après GUIART, un médecin commissaire siège en permanence au bureau de

santé, fournit les drogues aux chirurgiens et vérifie celles distribuées par les apothicaires. Deux fois par semaine, il réunit les chirurgiens et leur donne des conseils; il s'informe aussi de la gravité du fléau et en surveille l'évolution; il va visiter les malades suspects.

Le 15 novembre 1510, le Parlement demande à la Faculté de Paris de désigner six docteurs pour soigner les victimes d'une épidémie. L'Etat n'hésite pas à prendre des mesures dans les cas où il pense que le Corps ne sera pas assez énergique. C'est ainsi que le Parlement de Paris, en 1533, décrète que les quatre médecins de peste « cependant le temps dessus dit et quarante jours après s'abstiendront de voir et de visiter et médicamenter autres personnes que pestiférées, sous peine de punition corporelle, privation de leurs offices et amende arbitrale ».

Mais, vers le XVII^e siècle, c'est le roi qui prend en main la lutte anti-épidémique, il la confie aux intendants : « Pour parfaire l'organisation sanitaire, chaque intendant fit même procéder, vers 1786, sur l'ordre de Calonne, à une vaste enquête sur le personnel médico-chirurgical des villes et campagnes de sa généralité, afin de désigner les praticiens les plus capables par leurs titres ou leur pratique, de rendre service aux contagiés. » (DELAUNAY.)

Les pouvoirs publics ne s'intéressent pas seulement à la prévention contre les épidémies. Henri IV donne au premier médecin le pouvoir de nommer des intendants de capacité requise pour surveiller les « stations thermales ». Ces intendants devront étudier la qualité des sources et ses applications thérapeutiques; ils devront renseigner les médecins qui viennent là, accompagnant « quelque prince, seigneurs de marque ou dame de condition ou venant aux eaux pour leur propre besoin ».

L'intendant surveille la station, il devra écarter les « galleux, escrouelleux et généralement tous infectés de viande, cuir, non seulement contagieux et communicables, mais orribles et odieux à la vue ».

Le pouvoir royal prend des initiatives dans les cas où une intervention sur le plan national est nécessaire pour la santé publique. « Louis XIV, qui se fit vendre pour 1.000 louis par Adrian Helvétius son spécifique patenté contre « les cours de ventre » à base « d'ypécacuana », lui demanda d'autres remèdes spécifiques, qu'il envoya à ses commissaires départis dans les provinces pour les faire distribuer dans les campagnes par les curés, sœurs grises et « autres personnes intelligentes ». Le système fut continué et perfectionné sous Louis XV. Et le roi fut amené à créer, par arrêts du Conseil des 3 juillet et 28 octobre 1728, une Commission royale de médecine pour l'approbation des remèdes spécifiques. Elle était composée du premier médecin et du premier chirurgien du roi, de son premier garde apothicaire, du doyen de la Faculté de Médecine de Paris et de représentants, choisis par le roi, des Corps de médecine, de la chirurgie et des apothicaires. Sur son rapport, le roi expédiait des brevets d'autorisation valables pour trois ans, mais renouvelables si l'expérience était heureuse (1). »

Une intéressante initiative royale doit être citée, car elle montre que, si le roi n'intervient pas dans le Corps, il prétend, cependant, garantir l'intérêt public et créer une liaison entre lui et le Corps médical : « Un arrêt du Conseil du 17 mars 1731 chargea la Commission royale de

(1) Olivier Martin.

signaler les épidémies. Il lui confia, en outre, la mission d'éteindre « les contestations qui pourraient naître par la suite entre trois professions dont l'intelligence et la correspondance sont si nécessaires ». La commission donnera son avis sur toutes les difficultés nées ou à naître « concernant l'exercice, la discipline et les limites de chacune des dites professions, pour, ledit avis vu et apporté, y être pourvu par S. M. (1) ».

LE PREMIER MÉDECIN ET LE PREMIER CHIRURGIEN DU ROI.

Les médecins de la famille du roi échappent à l'incorporation. Ils étaient gradués par leur Faculté ou collège, mais non affiliés à eux. Ils recevaient un brevet du roi.

L'archiâtre (2) a des privilèges honorifiques, mais aussi des fonctions importantes, il est conseiller d'Etat; les autres « officiers de société » lui prêtent serment et il a droit d'inspection sur eux.

VERDIER assure qu'il a une certaine autorité sur « le règlement » de la médecine en général, mais il reconnaît que cette autorité est restreinte par les privilèges des universités. Quant à son pouvoir d'intervention dans le Corps des chirurgiens et des apothicaires, il allait se restreignant à mesure que ces deux Corps obtenaient des privilèges.

Le premier médecin du roi avait un rôle qui s'apparentait à celui des officiers de la couronne, il était en quelque sorte tuteur du Corps, sa tutelle était moins précise, mais

(1) Une autre Commission fut réunie en 1776 pour l'étude des épidémies et épizooties. Cette Commission devra entrer en rapport, est-il dit, avec les médecins de province; au besoin, elle enverra des délégués pour enquêter sur place.

(2) Le premier médecin du roi.

elle subsistait. En effet, il n'est pas question de faire passer, comme pour les autres corporations, la tutelle aux mains du Prévôt du Châtelet.

Nous avons vu que la Commission de 1731, outre des attributions d'hygiène publique et de surveillance sur l'exercice de la profession et l'observance des règles corporatives, devait régler « les contestations qui pourraient naître par la suite entre trois professions dont l'intelligence et la correspondance sont nécessaires ». Ceci est une allusion à la grande lutte entre les trois Corps de médecine, lutte dont le roi ne pouvait se désintéresser, car elle affectait l'intérêt public et compromettait le bon ordre au sein de « la corporation sanitaire », comme l'on dit aujourd'hui, mais cependant l'action du roi se fait sentir sans qu'il s'agisse d'une ingérence brutale, comme en témoigne le programme de la Commission, comme en témoigne aussi l'attitude du roi au cours de cette longue lutte entre les trois professions sanitaires. Nous retiendrons quelques phases caractéristiques de cette lutte, dont certains points intéressent notre sujet.

Il n'y a qu'une Faculté pour médecins, chirurgiens et apothicaires. Ce sont les médecins qui président les examens de ces deux derniers Corps, ce sont eux aussi qui ont juridiction sur les apothicaires, mais non sur les chirurgiens.

La conception de la chirurgie, au moyen âge, est connue : c'est un métier manuel demandant dextérité et force, ce n'est pas un art libéral, le chirurgien est l'instrument du médecin et ne doit agir que sous sa surveillance. Cette conception explique la dépendance dans laquelle les chirurgiens étaient tenus. Petit à petit, ils voulurent s'éman-

ciper et ce fut l'objet de luttes mémorables qui ne cessèrent qu'au xviii^e siècle; les chirurgiens, à ce moment, virent reconnaître leur autonomie.

Etant considérés comme exerçant une profession manuelle, ils avaient, au Châtelet de Paris, deux représentants désignés par le Prévôt. Ce sont les chirurgiens jurés : ils délivrent des licences et Philippe le Bel, en 1311, précise que personne ne pourra pratiquer le métier de chirurgien sans être pourvu de cette licence. Les chirurgiens du Châtelet ont autorité sur le Prévôt de la Confrérie de Saint-Cosme et Saint-Damien dont les statuts furent enregistrés en 1376; ils président les assemblées, assistent aux examens, présentent les aspirants au Prévôt du Châtelet qui reçoit leur serment.

Les membres de la Confrérie de Saint-Cosme et Saint-Damien voudraient faire de celle-ci, simple groupement religieux au début, une véritable Faculté, autonome de la Faculté de Médecine; mais celle-ci, scandalisée, résiste à cette prétention.

Les chirurgiens ont aussi des visées d'un autre côté; ils voudraient avoir le monopole de toutes les interventions; mais le roi tient à ce que les barbiers puissent pratiquer les saignées et scarifications et puissent soigner « toutes manières de clous, de boces, apostumes et plaies ouvertes », afin que les gens peu fortunés ne soient pas obligés de recourir, pour les petites interventions, aux chirurgiens « qui sont gens de grand état et de grand salaire ». Mais les barbiers craignent la puissance croissante du Corps des chirurgiens et se mettent, au xv^e siècle, sous la protection de son grand adversaire : la Faculté de Médecine, qui ouvre des cours pour eux.

Charles VII concède à son premier barbier des fonctions

analogues à celles de son premier médecin et, en plus, la possibilité d'avoir, dans chaque ville, un lieutenant qui le représentera auprès des communautés de barbiers organisées sur le modèle des métiers jurés.

Les barbiers seront des auxiliaires précieux des médecins dans la lutte engagée avec les chirurgiens.

Ceux-ci commencent à organiser un collège à côté de la Confrérie de Saint-Cosme et voudraient bientôt le faire reconnaître par l'Université; celle-ci s'y refuse, puisque les chirurgiens prêtent serment au Châtelet et non devant elle. Les médecins gênent le plus possible le collège de Saint-Cosme (restriction des cadavres, etc.).

Les chirurgiens essayent alors une autre tactique. En 1655, ils réalisent l'union avec les barbiers, il n'y aura plus qu'un seul Corps, le roi confirme cette entente par des lettres patentes. Par ces lettres, il soumet ce Corps à son premier barbier. Le Parlement homologue, mais alors la Faculté de Médecine entend traiter ce Corps comme elle traitait les barbiers, c'est-à-dire en écoliers. Le Parlement donne raison à la Faculté et les effets de la fusion sont désastreux pour les chirurgiens. Ils durent « obéir à la Faculté de Médecine comme écoliers et disciples, à leurs maîtres ». Les chirurgiens doivent abandonner la robe et effacer le mot « collegium » du fronton de leur amphithéâtre.

Jusqu'au règne de Louis XIV, les chirurgiens du roi n'avaient aucune fonction dans la profession, mais Louis XIV donne à son premier chirurgien FÉLIX les droits et privilèges dont jouissait le premier barbier sur la barberie; il prend même rang avant les chirurgiens jurés du Châtelet; il peut aussi se faire représenter en province;

il est officiellement « chef et garde des chartes, statuts et privilèges de la chirurgie ».

En 1699, de nouveaux statuts sont élaborés où « la chirurgie est réputée être un art libéral ».

En 1721, sur l'instigation de MARESCHAL, seigneur de Bièvres, premier chirurgien de Louis XIV, un procès est ouvert au Parlement, qui confirme l'autonomie des chirurgiens. Il n'est plus question que de « porter honneur et respect aux médecins ».

En 1743, des lettres patentes annulent l'union des chirurgiens et barbiers. Les chirurgiens ne sont plus des manuels, ils forment une profession libérale, la Faculté de Médecine ne conservait plus qu'une prééminence honorifique, notamment en ayant un représentant aux examens de chirurgiens dont les collèges sont maintenant reconnus et soutenus financièrement par le roi (1).

Le calme règne alors entre médecins et chirurgiens et ceci, grâce « à une sage dose d'autorité émanant du roi par le canal de son premier chirurgien (2) ».

Le rôle de celui-ci s'est agrandi du fait du succès de son intervention, c'est ainsi que ses représentants en province, ses « lieutenants » collaborent avec les jurés élus pour l'administration des collèges, comme eux ils visitent les chirurgiens de son ressort « pour examiner la bonne tenue de leurs instruments et pour ouïr les plaintes formées contre eux. Ainsi concouraient et l'action purement corporative et l'initiative du lieutenant qui, membre du collège,

(1) Si le premier chirurgien a, sur ses collègues, une autorité que n'a pas le premier médecin sur la Faculté de Médecine, ce n'est pas en vertu d'un principe, mais par le fait du rôle joué par le premier chirurgien en faveur de ces collèges.

(2) Olivier Martin.

était d'autre part mandaté par le premier chirurgien, responsable de la bonne réputation d'une profession qu'il dirigeait selon les vues de bien public du prince (1) ».

Cette organisation, signalons-le, n'empêche pas le recours éventuel aux autorités de police. Comme le dit Olivier MARTIN, la bonne réputation dont jouissaient les chirurgiens en France, à la fin de l'ancien régime, semble déposer en faveur de ce système.

Olivier MARTIN résume d'ailleurs la question en ces termes : « La chirurgie était ainsi, à la fin de l'ancien régime, une profession sérieusement organisée, au sein de laquelle un chef d'une autorité technique et morale incontestée, le premier chirurgien du roi, avait réussi à établir une réglementation à peu près uniforme, dont l'application correcte était poursuivie, contre la malice humaine, par ses lieutenants et par les représentants élus du Corps lui-même. »

LES APOTHICAIRES.

Ceux-ci sont unis aux épiciers, mais si tous les apothicaires ont droit d'être épiciers, la réciproque n'est pas vraie.

En 1353, des statuts particuliers leur sont donnés à Paris ; ils élisent un maître qui, accompagné de deux médecins choisis par la Faculté et de deux apothicaires désignés par le Prévôt de Paris, doivent visiter deux fois par an la boutique des apothicaires. Louis XIII donne à son premier médecin toute autorité sur les apothicaires et ainsi le superpose à la surveillance des maîtres jurés et de la Faculté de Médecine. Les candidats maîtres font leur probation devant le professeur de pharmacie de la Faculté de Médecine.

(1) Olivier Martin.

Peu à peu, le métier s'élève, s'instruit et tend vers l'art libéral, et ceci avec l'appui du roi. C'est ainsi que Louis XVI, en 1777, sépare les apothicaires de Paris des épiciers et les constitue en corps indépendant sous le titre de « collège de pharmacie ». Ce collège donne des cours, mais les rapports de subordination vis-à-vis de la Faculté de Médecine subsistent.



En toute cette matière, nous voyons comment agit le pouvoir central; il recherche la cohésion des Corps en respectant leur hiérarchie; il défend l'intérêt public contre les dangers des privilèges. Nous avons vu comment il donna aux chirurgiens des possibilités de s'affirmer sans qu'il puisse être parlé d'ingérence. Il ne fait que soutenir des gens compétents, des membres du métier dont il pouvait apprécier les manières, puisqu'il les avait constamment auprès de lui.

Nous avons cru devoir insister sur ces faits, dont, en général, il est peu tenu compte par les partisans des corporations, qui veulent chercher dans le passé des arguments pour l'autonomie absolue des corps.

3° L'État et les Corps à la veille de 1789.

Le procès, au sujet de l'état des Corporations à cette époque, a été fait par différents philosophes, par des économistes et par TURCOT dans la justification de son projet de suppression des Corps.

Il est bien certain que ces attaques, si elles étaient exagérées du fait de l'ardent désir de faire triompher « les idées nouvelles », étaient en partie justifiées. De nombreux

abus montrent que les Corps professionnels ne répondent plus à leur vocation; l'égoïsme du Corps, la jalousie des privilèges, la routine, la perte de vue de l'intérêt général s'étendent. Bien des privilèges que le roi avait combattus, bien des abus traqués par les pouvoirs publics, se sont solidement installés, les règles corporatives ne sont plus observées; mais n'y a-t-il pas quelque mauvaise foi de la part des philosophes du XVIII^e siècle et des politiciens du régime précédent à nier la valeur d'institutions qu'ils ne veulent voir que dans une forme statique, à un seul moment, au moment où elles ne fonctionnent plus normalement, car il manque un des éléments de ce fonctionnement?

Nous avons essayé de montrer comment les Corps ne pouvaient remplir leur vocation qu'à cause de cette tutelle du pouvoir royal que nous avons vu intervenir sans cesse pour maintenir les Corps dans le droit chemin. L'histoire des professions et des métiers dans l'ancienne France, ce n'est pas l'histoire des Corporations ou la liste des lois de l'Etat, mais l'histoire des rapports entre le souverain et les Corps.

« Les Compagnies ne se réforment pas elles-mêmes » (CREVIER). Voilà, à notre avis, la cause de la décadence des Corporations à la veille de 1789 : le réformateur naturel n'intervient plus. Le pouvoir royal s'affaiblit, sa position politique n'est plus ferme. Il ne peut être question d'analyser ici cet amenuisement de l'autorité royale.

Mais, d'ailleurs, les Corporations ne sont pas tombées au point que certains ont bien voulu dire, comme en témoignent les remontrances faites par le Parlement, qui se refuse à enregistrer l'Edit royal de février 1776 (1).

(1) Cet édit avait été entièrement rédigé par Turgot.

Ces remontrances soulignent le trait particulier de cet Edit : « Il ne s'agit plus de réformer, mais d'innover, c'est-à-dire de changer de principes. Or, le Parlement, d'accord sur ce point avec la tradition monarchique, considère que l'antiquité d'un système le recommande au respect. Spécialement, les lois sur les communautés étaient « le chef-d'œuvre des ancêtres, l'admiration des étrangers, la base du commerce de Paris ». Sans doute, quelques abus s'y sont glissés, dont beaucoup ont eu leur source, d'ailleurs, dans les « besoins multipliés de l'administration ». On peut y remédier en interdisant les procès et autres dépenses inutiles, en réprimant la tyrannie de quelques communautés. Mais la destruction complète aura des inconvénients bien plus graves. *Elle entraînera la désertion des campagnes par « la séduction d'un petit négoce »*. Elle détruira la sécurité du commerce, car il n'existera plus de garanties contre la fraude ou la cupidité. Qui inspectera les boulangers, les marchands de vins, les épiciers ? Qui surveillera les serruriers, dont le métier est si dangereux (1) ? »

Suivent de nombreuses prophéties du même genre ; l'intervention de SÉQUIER, avocat du roi, n'est pas dépourvue de pathétique : « Tous vos sujets, Sire, sont divisés en autant de corps différents dans le royaume : le clergé, la noblesse, les cours souveraines, les tribunaux inférieurs, les officiers attachés à ces tribunaux, les universités, les académies, les compagnies de finances, les compagnies de commerce, tout présente, et dans toutes les parties de l'Etat, des corps constants qu'on peut regarder comme les anneaux d'une grande chaîne, dont le premier est dans les mains de

(1) Olivier Martin.

Votre Majesté, comme chef et souverain administrateur de tout ce qui constitue le corps de la nation. »

De tous les points de France arrivent des protestations respectueuses contre la décision royale; ce que l'on réclame, ce sont des réformes.

Outre l'incapacité où le roi se trouve d'en faire, il y a « les doctrines nouvelles ». On les connaît. Peu de citations permettent de les juger.

DIDEROT nous dit : « La concurrence fera mieux faire et diminuera le prix de la main-d'œuvre (1). » Qu'en pensent nos démagogues, qui voient dans « les nouvelles idées » la libération du travailleur? TURGOT : « Il est impossible que, dans le commerce abandonné à lui-même, l'intérêt particulier ne concoure pas avec l'intérêt général (2). »

BIGOT DE SAINTE-CROIX, à la dévotion de TURGOT, concluait ainsi un réquisitoire contre les Corporations : « Les agents du commerce et de l'industrie ont le droit de faire comme il leur plaît, sans avoir d'autre loi que leur intérêt et sans que personne ait ce privilège de les y troubler. » — « Rétablissez l'ordre de la nature en rendant la liberté générale, et il n'y aura plus dans le commerce ni fraude, ni contravention, ni survente (3). »

Il n'est parlé ici, dans l'Edit de 1776, que des agents du commerce et de l'industrie, mais, en fait, toutes les Corporations furent supprimées, sauf celles de pharmacie, d'orfèvrerie, d'imprimerie.

On se demande d'ailleurs pourquoi ces exceptions. Ce

(1) Article *privilèges* de l'Encyclopédie.

(2) Eloge de Vincent de Gournay, 1759.

(3) « De la liberté du commerce et des privilèges exclusifs. »

sont des métiers dangereux; la médecine et la chirurgie ne le sont-elles pas aussi? Pour ces deux professions, il faut un diplôme, mais il y en avait un aussi pour celle de pharmacien.

Si, pour ces métiers dangereux, on laisse subsister le Corps, c'est qu'il est vraiment une bonne garantie.

Dans un de ces journaux économiques, organes des idées nouvelles, on soutient que « la concurrence seule réglera les prix à leur juste valeur et limitera les profits énormes des agents de commerce et de l'industrie, et le prix de la main-d'œuvre ». La qualité professionnelle subsistera, car « celui qui aura la témérité d'entreprendre le métier avant de le savoir en sera puni par l'indigence ».

TURGOT, en remettant au roi, pour signature, l'Edit de 1776 supprimant les Corporations, remet aussi un mémoire où l'on peut voir se développer tout au long les grandes théories sur les « droits inaliénables de l'humanité »; le libéralisme ne présente aucun danger : « Ce nombre des marchands et ouvriers de tout genre est toujours proportionné aux besoins, c'est-à-dire à la consommation. » Quant à la qualité : « C'est l'intérêt même des entrepreneurs, qui l'assurera sans qu'il y ait besoin d'apprentissage, de compagnonnage et de chef-d'œuvre. C'est au public de juger si un maître est capable. »

TURGOT conteste même la légitimité des Corps sous saint Louis. Les règlements des Corporations « sont des codes obscurs, rédigés par l'avidité, adoptés sans examen en des temps d'ignorance » et qui ont « le grand tort de décourager les étrangers ».

Evidemment, un roi qui signe de telles choses, qui condamne ainsi toute l'œuvre de ses pères, consacre bien cet affaissement du pouvoir politique.

On dira bien que toutes ces « idées nouvelles » étaient « dans l'air », que c'était une « poussée populaire irrésistible ». Nous pensons qu'il s'agit là d'un processus bien plus subtil, œuvre en grande partie, de forces inavouées; mais la question ne peut être abordée ici. Contentons-nous d'euphémisme, parlons seulement d'un optimisme que les faits n'ont pas confirmé!

4° L'État et les Corps après 1789.

Il est déclaré, dans l'Edit de 1776, qui porte suppression des Corporations, qu'il est interdit « à tous maîtres, compagnons, ouvriers ou apprentis de former aucune association ni assemblée entre eux, sous quelque prétexte que ce puisse être ».

Les Corporations sont rétablies l'année même. Elles disparaissent en 1793 par la loi LE CHAPELIER.

Voici la nouvelle loi : « La liberté consiste à faire tout ce qui ne nuit pas à autrui » (Déclaration des droits de l'homme, article 4). Il est bien entendu qu'il n'est pas permis de tuer, ou de s'introduire dans une maison pour voler; celui qui ferait ces choses serait poursuivi par les agents de l'Etat; mais, en dehors de ces cas de grosse police, vous avez toute liberté de nuire à autrui, pourvu que ce soit indirectement, car il ne faut pas s'y tromper, le mot « nuire », dans la Déclaration des droits de l'homme, est entendu dans un sens extrêmement strict qui a fort peu évolué, malgré les milliers de lois survenues depuis. En voici une preuve : le 21 décembre 1937, la 13^e Chambre correctionnelle de la Seine relaxait le Docteur VIDAL et ses assistants parce qu'au terme de la loi il n'y avait pas escroquerie qualifiée dans leurs agissements, bien que le Docteur

VIDAL « a usé et use encore, dit le jugement, d'une publicité tapageuse et éhontée » et qu'il « a commercialisé la sympathicothérapie et rabaisé, par ces procédés scandaleux, l'art médical au charlatanisme ».

On comprend donc bien que le Professeur Henri DU VERGER ait pu dire en 1923, à l'Assemblée des médecins de la Gironde : « L'expérience nous montre que l'action de la justice est, en un sens, spasmodique, lente à se déclencher ; elle ne devient efficace que quand le mal est à son comble. Il faut aux juges, et cela se conçoit sans peine, des faits bien caractérisés d'escroquerie, car c'est le seul chef pour lequel on puisse vraiment engager des poursuites avec chance de succès. Combien de fautes professionnelles, de malhonnêtetés médicales, pourtant évidentes et déshonorantes au regard de la morale professionnelle, échappent à cette qualification légale ! »

Le résultat de cet état de choses, qui contraste bien avec l'optimisme des tenants des « idées nouvelles », nous est encore montré par le Professeur DU VERGER : « Il y a une vague d'immoralité qui monte dans le Corps médical ; le nombre des mauvais médecins, je veux dire des médecins malhonnêtes qui ont délibérément jeté par-dessus bord toutes les traditions d'honneur professionnel dont nous étions si fiers, qui exploitent sans vergogne le monde des malades, ce nombre tend à s'accroître. »

Nous sommes bien ici en présence d'individus qui « nuisent à autrui ». Peu importe, ils ne nuisent qu'à la profession médicale, qu'à la santé publique!... Une bagatelle!... Tandis que le pauvre hère qui vole un petit pain, celui-là sera saisi et sévèrement puni, car il n'a pas l'art d'escroquer à l'abri d'une profession inorganisée.

Même si l'on voulait agrandir la notion « nuire à autrui »

à ses justes proportions, qui apprécierait, dans le régime créé par 89, la nuisibilité des choses? Qui apprécierait des dangers à long terme puisqu'il n'y a plus de Corps? Qui?... L'Etat « lorsque le mal est à son comble ». Quel Etat?... Un Etat faible; il succombera sous les forces de coalition de fait. Un Etat fort?... Où est sa base d'action? Où prendra-t-il sa compétence? Comment sera-t-il en contact avec les justes intérêts? Comment appréciera-t-il l'intérêt général?

En fait, il ne s'est rien passé de clair, il y a eu un peu de tout. L'Etat a été d'une faiblesse qu'il n'y a plus à démontrer et qui a permis le développement des tares que l'on commence à reconnaître. Il y a eu, d'autre part, des accès d'autoritarisme brouillon que l'on trouve en de nombreuses lois.

Que s'est-il passé?

L'Etat s'occupe de la défense extérieure et de la police au sens le plus strict du terme. En face de lui, chaque individu, rattaché à rien, grain dans la poussière des citoyens, est libre. En face de ceux-ci, une masse de biens, de choses à extraire, à fabriquer, à vendre, de fonctions rémunératrices. Les principes spirituels ont dû céder la place au merveilleux « enrichissez-vous »; en vertu de « la liberté », des éléments d'ethnies profondément différentes de la nôtre ont afflué; les positions sont claires, les jeux sont faits, à chacun de se débrouiller, au plus malin de réussir. Au commandement de « lâchez tout », les machines se déchaînent, les campagnes déversent leurs réservoirs d'hommes vers les centres de trafic, on se lance pêle-mêle à l'assaut des carrières libérales, des places. Peu de temps après le « lâchez tout », les positions du début sont profondément

bouleversées dans le sens logique des choses. Rapidement se sont développés les « monstres », suivant l'expression de Hyacinthe DUBREUIL. Il y a la crise, l'accaparement, l'indigence, le chômage. La société n'est plus un éparpillement d'individus, comme il était prévu, mais le champ d'action de puissances considérables, trusts, cartels, sociétés anonymes géantes. La réaction a été inévitable : syndicats et partis politiques se lancent dans la mêlée.

Et l'urne, qu'est-elle devenue? L'urne n'est plus le réceptacle élégiaque de « l'expression politique du peuple », mais la boîte où l'on va déverser sa rancœur, ses griefs justifiés ou non justifiés, ses revendications sociales et professionnelles les plus légitimes ou les plus égoïstes. Il n'y a plus d'organes professionnels chargés de régler, sous le contrôle de l'Etat, les questions sociales, et celles-ci pèsent indûment sur le politique. Les syndicats, acceptés à contre-cœur par l'Etat, se développent sur un programme de guerre contre les autres forces que les pouvoirs publics ont laissé croître; toutes ces puissances économiques en arrivent à des prétentions politiques. L'Etat, non construit pour tenir tête aux coalitions, est envahi de tous côtés. Tout s'enchevêtre; l'Etat ne peut plus administrer ni les rapports dans la Nation, ni les rapports de la Nation avec l'extérieur. Rien n'est prévu que la mécanique législative.

L'Etat se fait créateur d'organismes artificiels, avec les économies des « classes moyennes » il paye du chômage aux victimes du gros capital; il se fait assureur, soigneur, stockeur; il légifère, légifère; il légifère dans le domaine industriel, social, médical; or, « nous savons ce que sont actuellement (1) les lois telles que nous les livre la procé-

(1) Ecrit avant cette guerre.

ture parlementaire : assemblage monstrueux d'amendements contradictoires, enchevêtrement d'articles, de renvois, de modifications d'articles modifiés. Leurs controverses et leurs incohérences posent aux magistrats des énigmes et laissent filtrer la fraude à travers mille fissures. Souvent inapplicables, toujours mal calculées, à peine promulguées il faut les remettre en chantier, non sans que leurs réactions imprévues aient aggravé le mal qu'elles devaient guérir (1). »

Au total, un Etat faible qui, en présence des « monstres » fruits du libéralisme, essaye de pratiquer, dans une atmosphère de désordre et d'affaires scandaleuses, une thérapeutique symptomatique.

Lorsqu'on pense à la loi LE CHAPELIER et à la Déclaration des droits de l'homme, on ne peut s'empêcher de leur appliquer cette condamnation de TACITE : « Là où ils font le vide, ils prétendent avoir mis l'ordre. »

*
**

« Il n'y a de révolution que dans la tradition » (PROUDHON). C'est pourquoi il nous a paru bon de jeter un regard sur le passé en évoquant, non seulement l'histoire de la profession médicale, mais le cadre général des professions dans l'ancien régime. Nous avons essayé de montrer quels étaient les rapports entre pouvoir royal et Corporations. Celles-ci nous paraissent trop souvent étudiées indépendamment du contrôle et des interventions d'un pouvoir équilibrateur.

(1) Capitant, professeur de droit civil à la Faculté de Droit de Paris.

A un moment où la France est prête à renouer avec les parties les plus saines de sa tradition, il serait important que l'on cherchât à tirer du passé tous les enseignements qu'il peut comporter.

« Ceux qui ont oublié le passé seront condamnés à le recommencer », dit-on dans l'Inde. Tel est l'héritage que nous recevons de nos orgueilleux inventeurs « d'idées nouvelles ».

Il ne s'agit pas naturellement de recopier le passé; il y a même, à ce propos, une dangereuse superstition des formes; il s'agit seulement de retrouver les principes des institutions. Quant au régime politique de l'ancienne France, nous le considérons seulement ici comme l'incarnation de l'Etat, seulement comme « le symbole de la communauté nationale » (1), comme le dépositaire des pouvoirs, mais il n'est en soi que d'un intérêt secondaire. Ce qui importe, ce sont les bases traditionnelles des institutions (2), leur esprit, la répartition des fonctions et les rapports des organismes publics et semi-publics entre eux. Ce n'est que dans ce sens seulement que nous acceptons « de revenir à ce qui, du passé, est éternel (3) ».

(1) Augustin Thierry.

(2) Certains nous objecteront que la question de l'hérédité fait partie des bases traditionnelles. Nous répondrons que l'hérédité ne concerne que la continuité d'un ordre; or, actuellement, il ne s'agit pas de continuité, mais de rétablissement de l'ordre lui-même; le premier roi d'une dynastie est celui qui surgit de la masse pour arracher une collectivité à l'anarchie. La continuité est une question qui ne se pose que très ultérieurement; aucune des révolutions européennes n'en est encore à se la poser.

(3) Berdiaeff.

CHAPITRE II

PRINCIPES DES RAPPORTS ENTRE L'ÉTAT ET L'ORDRE DES MÉDECINS

L'État.

SA NATURE ET SON RÔLE.

« Il y a, dans la société, quelque chose de plus que les individus, ne serait-ce que le lien qui les unit et d'où résulte, au lieu d'une simple addition d'intérêts individuels, l'appartenance de droits et de devoirs nouveaux comme le droit de commander, le droit de punir, qui n'appartiennent pas à l'individu. » [Louis LE FUR (1).]

« Il n'y aura véritablement État, croyons-nous, qu'à partir du moment où l'idée deviendra précise et dominante d'un intérêt commun de l'ensemble qui doit être servi par la force, et c'est l'élément politique, mais par une force qui dirigera et soutiendra la justice, et c'est l'élément juridique et moral. » (BIGNE DE VILLENEUVE.)

« C'est de la communauté nationale que jaillira un jour l'idée de l'organisation d'un gouvernement étatique (2) qui

(1) Professeur à la Faculté de Droit de Paris.

(2) Ne pas entendre ici le mot étatique dans le sens strict où certains l'entendent. Il sera question plus loin de délégation.

exprimera la force de l'union et réalisera les destinées de la nation dont il sera le verbe.

« L'unité de l'Etat ne saurait être réalisée que par une idée, c'est-à-dire par la communion des divers éléments souverains dans une même idée, laquelle sera forcément celle de la chose publique qui est l'entreprise même de l'Etat. Nous voilà rendus au même point que les physiologistes : l'unité de l'Etat est fonctionnelle comme celle des organismes vivants. Mais peut-être sommes-nous mieux placés qu'eux pour voir nettement le rôle des trois appareils essentiels : l'appareil gouvernant, l'appareil syndicaliste et national, et l'appareil fonctionnaire de la chose publique. Surtout nous sentons mieux la réalité de l'idée de la chose publique, qui est l'idée même de l'entreprise de l'Etat.

« Nous sommes en présence de trois éléments très différents déposés ensemble dans le berceau de l'Etat. Le pouvoir du gouvernement central ou puissance publique, élément de coercition ; l'unité spirituelle de la nation, élément consensuel ; l'entreprise de la chose publique, élément idéal, propre à polariser les consentements, aussi bien des organes du gouvernement que des membres de la nation.

« Ces trois éléments sont tellement importants qu'ils constituent l'équilibre fondamental de l'Etat, celui d'où résultent à la fois la qualité de son gouvernement, la qualité de la liberté dont il fait jouir ses sujets, la qualité des buts qu'il poursuit » (HAURIOU) (1).

Telle nous paraît être la genèse intellectuelle, sinon chronologique, de l'Etat. Il existe quelque chose de supérieur aux individus qui se manifeste à eux sous forme de pou-

(1) Doyen honoraire de la Faculté de droit de Toulouse.

voirs. La mission de l'Etat qui détient ces pouvoirs dans l'intérêt de la collectivité est de réaliser la communauté nationale.

L'Etat a pour base une idée qui est partagée par le plus grand nombre et qui consiste en une compréhension commune de la chose publique. Un élément idéal « polarise les consentements ».

Aussi une nation peut réaliser ses destinées et atteindre un ordre qui se juge d'après « la qualité de son gouvernement, la qualité de la liberté dont il fait jouir ses sujets, la qualité des buts poursuivis ».

Comment s'établit un Etat digne de ce nom? D'une façon toute biologique. Il s'agit beaucoup plus d'une légitimité par rapport aux principes que d'une légalité.

Quelle est la contexture de l'Etat pour qu'il puisse répondre à la mission que nous avons cru pouvoir lui donner?

Il ne peut être fondé que sur le principe de l'inégalité. Il est donc hiérarchique. Les critères de la hiérarchie sont : la vocation (et tout ce qu'elle comporte, notamment le désintéressement); la compétence (comportant instruction et éducation adéquates). Les attributs de chaque fonction sont : l'autorité, la responsabilité (en fonction de la qualité d'autorité détenue), la liberté (en fonction de la part de responsabilité assumée).

Un Etat fondé sur de tels principes peut évidemment dévier à la longue par suite de corruptions survenues dans la spiritualité (souvent à la suite d'un apport ethnique étranger). Cependant, ces principes paraissent avoir assuré traditionnellement la grandeur et la fécondité des civilisations passées. Les systèmes tendant à escamoter les principes de base, sous prétexte que le régime s'est corrompu à un mo-

ment, mènent à l'anarchie, ne sont que transitoires et ne peuvent apporter de fécondité que dans l'ordre technique, fécondité qui se retourne d'ailleurs contre la société.

DÉLÉGATION.

« En plus de ses droits propres, il n'y a pas d'individus, de société ou d'association, l'Etat compris, qui n'aient des droits correspondant à sa fin; l'Etat possède celui de limiter les compétences respectives de ses ressortissants, individus ou groupes, c'est-à-dire une certaine « *compétence de la compétence* » pour employer le terme allemand, et il le fait en dernier ressort, ce qui ne veut pas dire arbitrairement. » (LE FUR.)

L'Etat, régulateur des activités, n'assume pas lui-même toutes ces activités. Il ne garde, en gestion directe, que ce qui concerne la politique, et, en général, les activités non rémunérées qui sont, cependant, d'utilité publique. Quant aux autres activités, il en confie l'organisation à des groupements.

Quels sont ces groupements? Ce sont eux qui ont vocation et compétence. L'Etat effectue la répartition des tâches en vertu de ce principe qu'il a la « *compétence de la compétence* ». S'il a les pouvoirs, il doit avoir la possibilité de choisir ceux à qui il les déléguera et qui ne peuvent, sans pouvoir, remplir leur rôle.

La profession organisée n'atteint pas que des volontaires. Ses règlements s'imposent à tous ceux de la profession. D'autre part, il lui faut une juridiction. Dès lors, il ne s'agit plus d'un lien contractuel entre un individu et un groupement libre; du droit privé dans lequel se tient le syndicat, on passe donc dans le domaine du droit public. Il y a des

rapports de souveraineté. Or, d'après le principe d'unicité des pouvoirs, ceux-ci ne peuvent exister, non exercés directement par l'Etat, qu'en vertu d'une délégation.

L'Etat détient le pouvoir *politique*. Il en délègue une partie sous forme de pouvoir d'organisation de certains rapports sociaux à l'intérieur du groupe.

L'Etat détient le pouvoir *législatif*. Il en délègue une partie au groupe professionnel, qui acquiert ainsi un pouvoir réglementaire.

L'Etat détient le pouvoir *judiciaire*; il en délègue une partie au groupe professionnel, qui acquiert ainsi un pouvoir disciplinaire.

L'Etat détient le pouvoir de *percevoir l'impôt* et de *manier* les deniers publics. Il délègue une partie de ces pouvoirs au groupe, qui reçoit ainsi le droit de percevoir une contribution obligatoire sur ses membres et de gérer ces contributions en vue de son administration.

LE CONTRÔLE.

Le fait de la délégation prouve bien que le Corps n'est pas un agent d'exécution, mais un organisme capable d'initiatives.

La délégation est comme une sorte d'autolimitation de l'Etat, autolimitation qui laisse au Corps une quantité de liberté suffisante pour pouvoir assumer les charges que l'Etat lui confie. Mais, ayant reçu une mission et une délégation de pouvoir, le Corps pourrait-il ne pas avoir une responsabilité?

Il a été dit que les « Corporations sont, avant tout, des centres de devoirs et de responsabilités, devoirs envers la nation, responsabilité envers la profession ». Comment cela

est-il possible? Comment la Corporation peut-elle avoir une responsabilité envers la profession? A quoi cela peut-il correspondre?

On peut dire que les représentants du Corps doivent des comptes aux membres de la profession, en ce qui concerne la garde de leurs intérêts. Mais si un Corps a reçu une mission et une délégation de pouvoirs, ce n'est pas vis-à-vis de la profession, mais vis-à-vis du déléguant qu'il a une responsabilité; ainsi l'exige l'ordre dans une société organisée.

Comment pourrait-il y avoir une attribution d'une charge qui intéresse hautement l'intérêt général, comment pourrait-il y avoir une délégation impliquant responsabilité sans qu'il soit question de contrôle? Comment l'Etat pourrait-il assurer l'ordre (au sens large du terme) s'il n'a aucun pouvoir d'intervention sur des organismes semi-publics?

Certains projets concernant l'organisation de la profession médicale, présentés cependant par des hommes de « droite », sont construits comme si l'autorité était une génération spontanée, comme si des groupements se conféraient l'autorité à eux-mêmes.

De telles conceptions nous paraissent faire courir à une société de grands dangers d'anarchie.

On parle de « petites républiques indépendantes, que l'Etat fédère ». On lit ceci : « Nous sommes libres et capables de fixer *définitivement* nos règles professionnelles ; *qu'on veuille bien*, lorsque nous les aurons écrites, consacrer leur caractère légal.

« Mais ce Corps sera un véritable Etat? Parfaitement. Vive la république (sans majuscule) ! » (FRIGAUX.)

Comparant la nation à un bateau, on reconnaît à l'Etat la fonction de gouvernail, on lui refuse celle d'hélice et on ne parle pas du capitaine.

Dans la *Profession médicale* (Docteur Raymond BERNARD, Docteurs BARREL et BRUNIER), on lit ce passage :

« Sans donner plus de sens à une comparaison qu'elle n'en peut avoir, il y a de même, dans une usine, *les individus* (ouvriers, employés de maîtrise et ingénieurs) qui ont leurs devoirs vis-à-vis de la communauté, mais également leurs droits d'hommes, imprescriptibles. Il y a ensuite *l'Entreprise* au service de laquelle sont les individus, qui a aussi des droits — puisqu'elle pourrait périliter et mourir s'ils n'étaient pas respectés — et, vis-à-vis de ses employés, des devoirs. Il y a enfin *l'Administration*, organisme techniquement incompetent, mais organisme fédérateur, évidemment distinct de l'Entreprise, évidemment aussi son premier serviteur. L'Entreprise, c'est la Société, et l'Administration, c'est l'Etat. La Société est prééminente; l'Etat doit en rester distinct et en respecter les lois. »

Mais dans tout cela, où est le chef d'entreprise? Quant à l'administration, ce n'est pas l'Etat, c'est l'Administration tout simplement.

Nous ne pensons pas qu'une société ainsi construite pourrait mieux échapper au désordre que l'entreprise décrite dans ce passage.

Citons encore, dans le même livre, le texte suivant :

« La notion d'Etat est une réalité incontestable, mais elle est une construction des hommes vivant en société. La société, par contre, est un phénomène naturel, une sorte de constatation.

« Il y a l'homme, puis il y a la Société, qui d'ailleurs n'est pas faite d'individus, mais de groupes : les Familles d'abord, premier noyau social, les corps de métiers ensuite, les Cités.

« Puis il y a l'Etat, distinct des groupes et au service de ces groupes, distinct de la Société et au service de cette Société. »

Si l'Etat est le plus haut représentant de la Société, s'il est à son service, comment pourrait-il être au service de groupements particuliers, à qui il délègue ses pouvoirs et qu'il contrôle?

D'ailleurs, ces groupements ont souvent des intérêts divergents; comment pourrait-il imposer son arbitrage (ce qui est admis dans le livre cité) s'il n'occupe pas une situation prééminente?

Disons seulement que l'Etat *met à la disposition des corps* de métiers toute la liberté et les moyens utiles à son développement, mais il n'est pas *à leur service* pour autant.

Il est vrai que, plus loin, les auteurs de la « Profession médicale » admettent que « l'Etat contrôle et rend justice en dernier ressort, mais ne gère pas ». Nous admettons volontiers cette formule; mais ne dément-elle pas ce qui précède, car comment un organisme qui « rend justice en dernier ressort » pourrait-il être comparé à une administration d'entreprise?

Nous ne pouvons étudier ici toutes les conceptions corporatives qui ont été répandues avant cette guerre. Notons que la plupart des projets envisagés procédaient plutôt de préoccupations syndicales. Ils étaient bien éloignés de la définition donnée par *l'Encyclopédie méthodique* reproduite plus haut : « Leur usage (des communautés) est de pourvoir, par le concours et le secours de plusieurs personnes, à quelque bien utile au public, quoiqu'elles soient aussi établies pour le bien commun de ceux qui en sont membres. »

Certains projets n'étaient qu'un retournement de cette formule. Il convient donc de bien préciser que la corporation ne doit pas substituer l'égoïsme du groupement à celui de l'individu, l'orgueil du corps à celui de l'individu, car le mal serait encore plus grand que celui que l'on voulait guérir. La corporation n'est pas une ligue d'intérêts, ce n'est pas un groupement d'égoïsmes individuels qui souvent ne serait d'ailleurs que la consécration des intérêts particuliers de quelques entreprenants.

Ces craintes sont-elles chimériques? Nous ne le pensons pas, l'histoire des corporations de l'ancien régime est là pour nous montrer comment les pouvoirs publics ont dû constamment intervenir au nom de l'intérêt général. D'autre part, certains points de l'histoire des trusts et du syndicalisme sont eux aussi pleins d'enseignement.

Les dangers du corps ont un remède dans l'action de l'Etat qui a confié la mission, a délégué les pouvoirs.

La paix sociale n'est pas possible, croyons-nous, si on ne peut accepter que l'Etat ait en main les moyens de jouer un rôle de créateur de sécurité, de créateur d'ordre, de régulateur des activités.

Or, créateur d'ordre, de sécurité, sont des rôles qui dépassent de beaucoup la conception de l'Etat gendarme. Ceci en tous les temps, et plus particulièrement dans le nôtre.

« Le souverain territorial qui, seul, représente la solidarité nationale, doit donc intervenir à son tour pour maintenir l'intervention de la souveraineté du groupe dans ses limites légitimes. En agissant ainsi, il remplit une de ses attributions essentielles, une attribution par laquelle le définissent certains théoriciens allemands en disant qu'il a « la compétence de la compétence ». Mais c'est ce qui se passe dans les rapports de l'Etat et des groupements profession-

nels. L'Etat intervient pour fixer les grandes lignes de leur constitution, limiter d'avance leur souveraineté, *déterminer quelles sortes de rapports pourraient s'établir entre eux et les individus.*

« L'Etat intervient pour imposer aux groupements des garanties de publicité.

« L'Etat intervient encore pour maintenir d'avance l'exercice de la souveraineté dans les limites de la communauté professionnelle et empêcher qu'elle ne s'étende abusivement à des individus étrangers à cette communauté, ou même qu'elle n'apporte un trouble grave dans l'ordre public.

« C'est ainsi que l'Etat peut légitimement s'interposer dans la lutte entre deux souverainetés (1). » (BONNECASSE.)

L'Etat exerce donc un arbitrage, juge en dernier ressort, contrôle. Ceci est dans sa nature et fait partie des exigences de l'ordre. Ce rôle de l'Etat aide le corps à se maintenir dans l'esprit de haut service qui justifie la délégation et qui est la meilleure garantie de sa perpétuation. Le Corps, ayant un objectif limité, ne se haussant que difficilement à envisager l'intérêt général, il devra exister entre lui et l'Etat des échanges constants par :

LA NÉGOCIATION.

« Le roi impose peu et négocie beaucoup (2). »

La négociation avait déjà réapparu officieusement :

« Il est certain que, depuis la guerre (3), les gouvernements successifs ont *consulté très largement les différents groupements professionnels* : ils ont ainsi rendu hommage

(1) « Le droit disciplinaire dans la profession médicale. »

(2) Olivier Martin.

(3) Ecrit en 1938.

au *fait corporatif*. Nous avons constaté historiquement que les vrais Corps ont eu un rôle consultatif très large auprès de l'ancien gouvernement. On est revenu à ces pratiques instinctivement, car certes la tradition n'a pas été maintenue, sauf peut-être en ce qui concerne les Chambres de commerce. D'ailleurs, les groupements professionnels, conscients de la légitimité de leur action, ont été les premiers à accentuer leurs doléances et à rechercher le contact avec les pouvoirs publics. Ces derniers ne se sont pas dérochés et ainsi, sur les anciennes procédures législatives ou réglementaires, se sont greffées des pratiques nouvelles. Tantôt les groupements corporatifs ont eux-mêmes soumis des projets établis par le gouvernement ou dus à l'initiative parlementaire; dans tous les cas, de longues négociations se sont instaurées.

« Parfois, même, les délégués des *groupements professionnels* ont été entendus par les commissions parlementaires.

« Quand les projets intéressent plusieurs groupements professionnels, on tâche de les amener à un compromis, les pouvoirs publics prononçant en dernier ressort. Quand les projets sont ainsi acceptés par les divers groupements qui se sont fait des concessions mutuelles, on les présente aux Chambres, qui n'ont plus qu'à les voter, sans y toucher, pour leur conférer l'autorité formelle de la loi (1). »

Mais quelques conditions manquaient pour que ces négociations aboutissent à de bons résultats.

D'abord, ces groupements professionnels n'étaient que partiellement représentatifs de la profession. D'autre part,

(1) Olivier Martin.

ils obéissaient souvent à des préoccupations politiques plutôt que professionnelles.

Et du côté de l'Etat? Nous ne voulons pas discuter la question de savoir si les négociateurs étaient vraiment qualifiés, ni s'ils étaient vraiment animés du parfait esprit public; nous voulons seulement souligner qu'en définitive c'était le Parlement qui décidait, et ceci pose tout le problème de la législation parlementaire. En tout cas, si les projets sont présentés « aux Chambres qui n'ont plus qu'à les voter sans y toucher pour leur conférer l'autorité formelle de la loi », ce ne fut pas toujours ce qui se passa en pratique. Les médecins en savent quelque chose! Le projet d'Ordre de la Confédération des syndicats médicaux avait bien été étudié et discuté entre les représentants de la Confédération et les bureaux du ministère de la Santé publique. Or on sait ce que devint, livré en 1935 à la dispute des partis politiques de la Chambre, le projet confédéral.

Mais enfin le principe de la négociation entre les Corps et l'Etat était de nouveau rentré en faveur comme nécessité vitale, après un abandon regrettable. Ce principe doit maintenant pouvoir, étant donné le principe de la structure de l'Etat nouveau et les organismes qu'il a créés, devenir une fonction normale.

L'Ordre des Médecins.

L'ACTE MÉDICAL.

Posons tout d'abord que *l'acte médical est chose individuelle*, un « colloque singulier », un « combat singulier » (DUHAMEL).

Ceci n'est pas à démontrer. D'une part, nombre d'affections ont des rapports de similitude, tels qu'il peut leur être donné un nom commun, mais, même en ce cas, les variétés individuelles sont considérables : « Il n'y a pas de maladies, il y a des malades. »

D'autre part, la doctrine thérapeutique n'est qu'un des éléments avec lesquels le médecin aborde son malade ; il n'y a pas une thérapeutique, mais des modes infinis d'appliquer la thérapeutique.

Ajoutons à cela qu'aucun examen de laboratoire, si précis soit-il, ne peut se passer d'une interprétation.

Le caractère individuel de l'acte médical se renforce de ce fait que le malade réagit aussi différemment au contact de la personnalité du médecin qu'à celui du médicament.

Le libre choix, le secret professionnel, la liberté de thérapeutique doivent donc être aussi bien respectés par l'Etat que par le groupement professionnel. Notons à ce sujet qu'un tribunal disciplinaire mal conçu pourrait être une aussi grande menace contre la liberté de thérapeutique que l'étatisme est une menace contre le libre choix.

L'acte médical constitue donc bien un tête-à-tête qui devra être respecté. Le médecin, en vertu de sa vocation et de sa compétence, a autorité et responsabilité ; il doit donc être garanti d'indépendance. Mais, comme le fait remarquer GUÉRIN, les médecins ont confondu indépendance et individualisme : « L'indépendance de la fonction, en se fondant avec l'isolement individualiste, se muait en une anarchie cellulaire », puis il cite LANOS : « Chaque individu devient à soi-même un tout, un dieu toujours insatisfait, toujours plus exigeant, et le souci du bien commun, perdant

toute valeur, cesse même d'être pris en considération devant le souci de la satisfaction individuelle. »

Il ne fait plus de doute maintenant que l'individualisme doit être endigué par la discipline professionnelle, mais l'indépendance doit être sauvegardée contre toute ingérence abusive dans le tête-à-tête.

Parfois il pourrait être difficile de déterminer en quelle mesure une intervention extérieure atteint ou n'atteint pas l'indépendance du médecin. Nous ne craignons pas de répéter qu'à ce sujet le groupe professionnel n'offre pas une sécurité illimitée.

LE CORPS MÉDICAL.

Il y a bien un corps médical, les faits se chargent de donner un complet démenti à la loi LE CHAPELIER. Une simple observation le prouve déjà suffisamment.

Dès qu'un malade croit avoir à se plaindre d'un médecin ou de deux médecins, il est bien rare que sa suspicion ne s'étende à tous les médecins, et même à la médecine. Quel praticien, si individualiste soit-il, n'a pas, au fond de lui, un sursaut lorsqu'il constate ou lorsqu'on lui indique une faute d'un confrère? Il existe donc une *responsabilité latente* du corps médical. De plus, lorsque le développement de la vie ouvrière a montré la nécessité d'adopter de nouvelles formes d'acquiescement des honoraires, des dispositions ont été prises par la loi vis-à-vis des médecins; une *solidarité professionnelle*, latente jusque-là, n'a pas tardé à se faire sentir.

Honneur professionnel, intérêts professionnels ont révélé à lui-même l'existence du corps médical et ont provoqué,

par une réaction d'ordre général d'ailleurs, la création des syndicats médicaux.

LES SYNDICATS MÉDICAUX.

Pour ce qui est du fonctionnement des syndicats médicaux, nous ne pouvons faire nôtres toutes les attaques qui leur ont été adressées, car nous n'avons pu ni les observer, ni participer à leur vie.

Certaines critiques cependant tendraient à montrer comment, dans un groupement, pourtant libre et basé sur un régime électif, certaines difficultés peuvent intervenir qui, sur le plan de l'organisation générale de la profession, nécessiteraient un contrôle de l'extérieur. Néanmoins, nous sommes persuadés du désintéressement de certains efforts, et nous pouvons constater les résultats importants qu'ils ont déjà obtenus.

Tout en reconnaissant qu'il n'était guère possible de faire mieux sous le régime précédent, nous constaterons son insuffisance en face des tâches à réaliser.

Le syndicat lutte pour l'honneur et l'intérêt de la profession; son arme est le conseil de famille, mais qu'est une juridiction à laquelle on peut échapper en ne s'inscrivant pas au groupement ou en démissionnant? « A la moindre affaire, il (le conseil de famille) s'affaisse, les délinquants s'égaillent et le corps médical se trouve un peu plus désuni » (Docteur AVERSENG). Dans la mesure où la juridiction syndicale était devenue obligatoire, elle préparait la venue de l'Ordre, comme cela sera montré au chapitre V.

Le syndicat lutte aussi pour ne pas laisser imposer aux médecins des règles venues arbitrairement de l'extérieur;

ses armes sont la délibération et les démarches de ses représentants.

Le rôle de défense est le rôle principal du syndicat, celui qu'il a joué le mieux possible, semble-t-il, son action étant limitée du fait qu'il ne représente qu'incomplètement le corps médical.

« Le syndicat tend de plus en plus à gouverner la profession, mais sa constitution lui interdit de se hausser à ce rôle, dont l'utilité est cependant démontrée après l'expérience du régime de la liberté économique absolue du XIX^e siècle. » (BRETHER DE LA GRESSAYE.)

Les conseils de famille ont reçu compétence obligatoire pour les questions d'assurances sociales; les syndicats médicaux ont lutté pour le respect du tête-à-tête (secret professionnel, libre choix, entente directe); ils ont mis sur pied des œuvres d'entr'aide, ils ont familiarisé les médecins avec l'idée de groupement. Tous ces éléments ont pu faire dire à l'un des pionniers du syndicalisme médical : « Les syndicats médicaux tout particulièrement se sont attachés de plus en plus à réaliser dans leur sein une maquette de l'Ordre à venir. » Le mot « maquette » ne nous paraît pas être le terme exact, car constitutionnellement il manquait un élément essentiel : « Le syndicat ne représente jamais l'intérêt de la profession; il ne représente que celui de ses membres. Il groupe les intérêts individuels pour les défendre, il n'incarne pas *l'intérêt public de la profession*, l'intérêt général des gens de métier. » (BRETHER DE LA GRESSAYE.)

« Le syndicat n'a pas la responsabilité de la santé publique » (la profession médicale); d'ailleurs, le législateur de 1884 ne le lui aurait pas permis, puisqu'il n'accorde aux syndicats que l'unique but de la défense des intérêts professionnels, et encore entendus dans un sens plutôt matériel.

Malgré cela, la Confédération générale des syndicats médicaux avait une tendance nettement corporative, comme en témoigne l'article IV des statuts :

« La Confédération a pour but :

« 1° D'être l'intermédiaire entre les pouvoirs publics et les collectivités nationales, et le corps médical organisé pris dans son ensemble;

« 2° Pour tout ce qui regarde les questions d'ordre national, d'être, à l'exclusion de tout autre, l'organisme unique parlant au nom du corps médical français. »

Certains membres de la Confédération ont même été très loin dans la conception corporative, comme en témoigne cette lettre du Docteur CIBBIE du 12 juin 1936, adressée au ministre de la Santé publique :

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la suite de l'audience que vous avez bien voulu nous accorder, j'ai l'honneur, au nom de la Confédération des Syndicats Médicaux Français, de vous confirmer que nous sommes à votre disposition pour reprendre, avec vous-même ou vos services, dans l'espoir d'une collaboration utile, l'étude, en premier lieu, des points suivants :

1° *L'organisation des centres de santé* pour le développement de l'hygiène générale, la prophylaxie des maladies, le dépistage des maladies sociales, la protection maternelle et infantile, et les examens devant accompagner la pratique de l'éducation physique et des sports.

2° *La normalisation du fonctionnement des Dispensaires*, dont le système actuel est anarchique et constitue souvent une simple entreprise commerciale.

3° *La lutte contre le charlatanisme* médico-pharmaceutique, lequel constitue un attentat permanent à la santé publique.

4° *La réforme indispensable de la loi de 1851 sur l'assistance publique.*

5° *L'organisation effective de la lutte contre l'alcoolisme et le taudis.*

6° *La réorganisation d'une surveillance efficace et sévère sur les produits destinés à l'alimentation courante : pain, viande, lait, beurre, etc... et question des étalages.*

Je me permets de vous signaler au passage, Monsieur le Ministre, que le Service des Fraudes trouverait plus logiquement sa place à la Santé Publique qu'à l'Agriculture, ainsi que le contrôle des médicaments.

Pour toutes ces questions graves et pour d'autres qui font l'objet de nos études syndicales, nous nous déclarons être prêts à une collaboration active et sociale, de même que nous sommes prêts à envisager par contrat collectif, dont nous possédons d'ailleurs des schémas depuis des années déjà, la prise en charge du fonctionnement technique, par des syndicats médicaux, des organisations prophylactiques que nous désignons provisoirement sous le titre de *Centres de santé*.

Le Secrétaire général.

Mais cette œuvre corporative proposée ne pouvait pas être accomplie sous le régime précédent. D'abord, elle allait contre l'esprit de la loi de 1884 sur les syndicats. D'autre part, elle aurait nécessité une cohésion complète des médecins et un contrôle effectif sur eux. Il fallait qu'un organisme puisse avoir la responsabilité de la tenue de l'ensemble du corps médical avant de pouvoir assurer la responsabilité de la santé publique. Mais maintenant que le corps médical est organisé de façon à ce que sa responsabilité et son dévouement soient garantis, saura-t-on lui donner, de façon correspondante, une part dans la responsabilité de la santé publique? Il n'est pas encore question de cela,

mais nous espérons que l'Etat saura, par étapes, poursuivre son œuvre.

Quoi qu'il en soit, si les syndicats n'ont pu réaliser, au sens propre de ce terme, « une maquette de l'ordre », on peut cependant dire qu'ils l'ont préparé, comparables, en ceci, aux Guildes d'avant le ^xⁱ siècle, organes spontanés de défense qui ont été le point de départ des corporations.

L'ORDRE.

N. B. — *Il n'est pas de notre sujet de le justifier, ni de décrire sa structure interne; nous ne l'étudierons que dans ses rapports avec la collectivité et avec l'Etat.*

Si le médecin a une vocation et une compétence individuelles, l'ensemble du corps médical a une vocation et une compétence collectives.

L'expérience d'un médecin profite au malade, l'expérience des médecins doit profiter à la collectivité.

Jusqu'ici, l'Ordre des Médecins n'avait jamais été proposé que comme un tribunal qui aurait été en dehors du syndicat. Un tribunal atteignant tous les médecins, le code de déontologie, l'inscription au tableau, voici les trois uniques préoccupations des projets d'ordre, et pas une de plus. Ceci, qu'il s'agisse du texte voté en 1845 par la Chambre des Pairs et qui ne fut jamais appliqué, qu'il s'agisse du projet approuvé par la Confédération des syndicats médicaux le 2 juin 1929, qu'il s'agisse de la résolution de l'Académie de Médecine dans sa séance du 11 juin 1929, ou encore du texte LIÈUVILLE adopté par la Société de Médecine légale le 10 février 1930.

Ainsi compris, qu'est donc l'ordre? Le Professeur BAL-

THAZARD le définit dans son exposé à l'Académie de Médecine, le 9 avril 1929 :

« L'Ordre des Médecins sera, au point de vue moral, l'amplification du syndicat médical. » Le Docteur BOUDIN ne se résout que contraint et forcé à l'idée d'un Ordre, et dit « qu'il ne doit être qu'un conseil de discipline imposé par l'Etat à tout médecin ».

Le rapport GADAUD, du 6 juillet 1933, ne parle guère que de prérogatives, de défense et de juridiction. D'autres projets d'organisation professionnelle étaient nettement corporatifs, mais aucun ne lui donnait un caractère de service public.

Le livre de *La Profession médicale* des Docteurs Raymond BERNARD, F. BARRET, J.-B. BRUNIER, paru en 1940, est, à notre connaissance, le seul ouvrage qui traite de l'ensemble de la profession, et qui donne une valeur aussi complète à l'organisation corporative.

Voici ce qui est dit au chapitre : « Charges de la corporation médicale » :

« Les charges de la corporation médicale constituent le service public qu'elle serait chargée d'assumer.

« Il se résume en trois simples propositions : fournir aux malades, pour un prix en rapport avec leur situation matérielle, les soins dont ils ont besoin sous la forme la plus parfaite possible, assumer la responsabilité de la santé publique, enfin sauvegarder les intérêts des membres de la corporation.

« La corporation est une institution qui reçoit de l'Etat une mission importante, une délégation de pouvoirs dans le domaine où elle est compétente, et la prescription de devoirs qui engagent la responsabilité de ses membres devant

la collectivité. On le voit sous le couvert de la permanence; c'est introduire, du même coup, les notions de compétence, d'autorité et de responsabilité (1). »

Alors que le syndicat, comme la Guilde, est, par essence, une réaction de défense caractéristique d'une société inorganisée où le mal tend à prédominer, la corporation bien construite, en rapports normaux avec le pouvoir politique, traduit une société qui peut prétendre à l'équilibre. En effet, dans cette société, il y a une répartition des fonctions, une attribution des grandes tâches; il y a une hiérarchie d'autorités, et de responsabilités qui forment les cadres de l'ordre social.

Il convient ici de nous expliquer au sujet de la terminologie.

Nous envisageons l'organisation de la profession médicale sous son aspect le plus compréhensif, mais nous lui donnerions volontiers le nom d'« *Ordre* »; l'organisme disciplinaire étant proprement la *juridiction médicale* (2), réservant le mot de « corporation » pour l'ensemble des médecins et leurs collaborateurs, les auxiliaires médicaux et même les dentistes sous le nom de « corporation sanitaire », les différents groupements d'auxiliaires médicaux (infirmiers, sages-femmes, masseurs) et les dentistes portant les noms de *corporation des sages-femmes, des masseurs, etc.*

Le terme « conseil de famille » évoque plutôt la conciliation que la juridiction; aussi le réservons-nous à la juri-

(1) Cette acception est d'ailleurs plus conforme à la définition du terme que celle qui consiste à l'identifier à un tribunal. Nous lisons, dans le Larousse, au mot : *Ordre* : « Disposition des choses d'une façon utile et harmonieuse ».

(2) Ou « juridiction disciplinaire » si on ne lui reconnaît pas la compétence d'un tribunal d'exception.

diction disciplinaire lorsqu'elle agirait sous la forme de la procédure d'arbitrage.

Nous entendrons donc ici le mot « Ordre » dans le sens de l'organisation générale des médecins.

Précisons que, si nous croyons que, pour tous genres d'activités, un plan corporatif peut être envisagé, différentes modalités d'application de ce plan sont nécessaires. Le degré d'autonomie du corps dépend essentiellement de sa nature. Il y a, à ce propos, un enseignement à tirer de la souplesse des rapports entre l'Etat et les corps sous l'ancien régime, taxé cependant d' « absolutisme ». En tout cas, il convient de rompre avec le libéralisme, même dans sa forme corporative. Une simple juxtaposition de l'Etat et des corps ne suffit pas à assurer l'équilibre d'une société. C'est l'Etat le répartiteur des grandes tâches qui intéressent la communauté nationale. Si ces tâches échoient à des groupements professionnels, ceux-ci remplissent une fonction semi-publique assortie de prérogatives et de pouvoirs, mais en aucun cas la délégation ne saurait être assimilée à une autonomie quasi absolue.

Après avoir examiné le principe des rapports entre l'Etat et l'Ordre, nous étudierons les éléments sur lesquels portent ces rapports.

CHAPITRE III

RESPONSABILITÉ DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Si l'Ordre a une responsabilité vis-à-vis de la communauté, et donc de l'Etat qui la représente, ce n'est pas une responsabilité uniforme; elle diffère selon les matières, selon les différentes fonctions. On peut distinguer :

Une fonction *externe* ou de surveillance de la vie sociale;

Une fonction *interne* visant à réaliser les conditions d'une bonne médecine.

Ce chapitre sera réservé à la fonction *externe* de l'Ordre.

Par cette fonction, l'Ordre des Médecins fait tout ce qui est en son pouvoir pour préserver la santé publique des dangers qui la menacent. La faculté de nuisance des techniques de la vie actuelle est considérable. Les fléaux modernes sont nombreux.

L'article 2 de l'Ordonnance du 20 décembre 1820, portant création de l'Académie de Médecine, est ainsi libellé :

« Cette Académie sera spécialement instituée pour répondre aux demandes du Gouvernement pour tout ce qui intéresse la santé publique, et principalement sur les épidémies, les maladies particulières à certains pays : épizooties, etc... »

Le règlement de l'Académie de Médecine, approuvé le 3 avril 1903, précise dans son article 83 au titre VII :

« L'Académie désigne, au scrutin secret, sur la demande du Gouvernement, des commissaires choisis par ses membres, pour être envoyés dans tous les lieux où des épidémies, des épizooties, les établissements d'eau minérale ou d'utilité publique, etc., etc., pouvaient rendre leur présence nécessaire. »

Un tel procédé nous paraît parfaitement insuffisant dans une société qui se prétend organisée. Il faut une institution compétente, *constamment en éveil*, qui puisse, non seulement enrayer le mal, mais le prévenir.

Un Gouvernement s'émouvant quand le mal est à son comble et demandant une consultation à une compagnie (si docte soit-elle), appartient à la conception de l'Etat gendarme qui, maintenant, a montré son insuffisance.

On nous répondra que l'Etat s'est maintenant organisé et qu'il a créé les services nécessaires à la surveillance de la santé publique. Ceci est exact, mais nous pensons que la santé publique ne pourra être efficacement protégée que par une collaboration entre l'Etat et l'Ordre des Médecins. L'un sans l'autre nous paraît devoir mener à une action incomplète, même en admettant que l'Etat décide, en dernier ressort, les mesures à prendre. En effet, nous avons dit que si l'expérience d'un médecin profite à un malade, l'expérience du Corps Médical doit profiter à la collectivité; mais, en matière de santé publique, les questions soulevées font que l'Ordre n'a pas une pleine compétence. S'il dispose de pouvoirs à l'intérieur du corps, il ne peut disposer, à l'extérieur, de pouvoirs suffisants; sa compétence étant limitée en cette matière, ses pouvoirs le sont aussi, et sa responsabilité est partagée.

Il n'en est pas de même pour la fonction interne, que nous examinerons dans le chapitre suivant et pour laquelle l'Ordre a pleine compétence, a délégation de pouvoirs et donc responsabilité complète (ce qui n'exclut pas, comme il a été dit, le contrôle) ; en effet, par cette fonction interne, l'Ordre doit assurer la meilleure médecine possible.

Il ne s'agit donc pas ici d'une initiative pleine, d'une action propre ; il s'agit d'une collaboration. Il y a tout de même responsabilité, puisque, comme nous le verrons, l'Ordre fournit la base technique de l'action de l'Etat.

Il s'agit d'établir quels seront les rapports pratiques qui existeront entre l'Etat et l'Ordre au sujet de la santé publique.

On ne peut avoir la prétention de fixer, dans le détail, par des paragraphes de règlement, tout ce qui, une fois les principes établis, résultera de l'échange entre les hommes. Le cadre des institutions, la doctrine sont le moyen indispensable pour l'efficiencia des personnalités, mais une fois qu'ils sont acquis, la valeur des personnes entre en jeu.

*
**

La responsabilité de l'Ordre en ce qui concerne la santé publique se divise en *fonctions de surveillance générale* et de *surveillance particulière*.

1° La surveillance générale de la santé publique.

Il s'agit des calamités publiques, qu'elles soient générales ou locales, des grands fléaux sociaux permanents, des dangers nouveaux sortis de l'esprit inventif de l'homme mo-

derne, dont les techniques menacent de plus en plus la santé publique. C'est tout le domaine de l'hygiène dans son sens le plus large. Les questions sont multiples : tuberculose, alimentation, boisson, travail des étudiants, nocivité des gaz dégagés sur la voie publique par les carburants de véhicules, etc., etc.

Pour toutes ces questions, ce sont les médecins qui constatent, ce sont eux qui peuvent étudier convenablement et dire quel serait l'état de choses souhaitable.

Donc, si l'Etat prend les mesures en dernier ressort, et s'il a parfois l'initiative, le rôle technique du Corps Médical n'en reste pas moins considérable.

Il faut d'abord examiner quels sont, du côté de l'Etat et du côté de l'Ordre, les organismes qui entreront en rapport.

A. — ORGANISMES DE L'ETAT.

Un secrétariat général à la Santé publique constitue comme une sorte de sous-ministère rattaché au ministère de l'Intérieur qui, en définitive, rend exécutoires les mesures d'ordre général.

Il serait à souhaiter que le ministère de l'Intérieur fasse, pour la santé, la plus large confiance possible au secrétariat ; en effet, pour cette matière, une compétence spéciale est requise, et les décisions soumises au ministère de l'Intérieur auront été préparées minutieusement par le secrétariat, en collaboration avec l'Ordre.

Le secrétariat à la Santé est donc pratiquement l'organisme supérieur de l'action de l'Etat. La création de fonctions de directeurs régionaux à la Famille et à la Santé est le complément indispensable de l'organisme central. Sans eux, en effet, les mesures d'ordre général ne peuvent rece-

voir qu'une application locale imparfaite ou beaucoup trop rigide. Le directeur régional, outre les mesures particulières qu'il prendra sur place, pourra adapter, en les surveillant, les mesures générales. Il se trouve être ainsi un très bon organe de conseil pour l'organisme central.

Les trois Inspecteurs généraux dont les fonctions ont été créées par la loi du 18 septembre 1940 exercent le contrôle, surveillent la coordination des services et les rapports entre services d'Etat et organismes de l'Ordre; ils créent un lien et conseillent le Secrétaire général à la Santé.

Il faut citer ici le texte de la loi du 15 octobre 1940 fixant les attributions des directeurs régionaux à la Famille et à la Santé :

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le Conseil des Ministres entendu,
décrétons :

Art. 1. — A titre transitoire et jusqu'aux nouvelles décisions à intervenir concernant la réorganisation administrative du territoire, le directeur général de la Famille et de la Santé, placé sous l'autorité directe du ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, exerce en son nom et par délégation immédiate, les attributions fixées ainsi que suit :

Art. 2. — Il est le chef des services d'hygiène publique et sociale, des services d'assistance, des services de protection de l'enfance et d'aide à la famille, des départements qui composent sa région.

Il a qualité pour réclamer l'imputation au budget d'un département de sa région, des crédits nécessaires au fonctionnement de ces services.

Art. 3. — Il est chargé de l'établissement et de la réalisation d'un plan d'équipement sanitaire et hospitalier pour l'ensemble de la région.

A cet effet, il propose, après avis des préfets, toute mesure administrative ou financière nécessaire à cette réalisation.

Art. 4. — Il est le chef de l'organisation hospitalière, de la région.

A ce titre, il contrôle les établissements hospitaliers publics, tels qu'hôpitaux et hospices départementaux, communaux et intercommunaux, hôpitaux psychiatriques, sanatoria, préventoria, maisons maternelles, maternités, pouponnières, crèches dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Les nominations et révocations des directeurs, des médecins, chirurgiens et spécialistes des hôpitaux et hospices départementaux, communaux et intercommunaux, sont faites sur sa proposition.

Il a, de même, qualité pour provoquer le remplacement des membres des commissions administratives des hôpitaux et hospices.

Dans les établissements de caractère privé, de même nature que ceux énumérés au présent article, les directeurs, les médecins, chirurgiens et spécialistes, ne peuvent exercer leurs fonctions que si leur nomination a été agréée par lui.

Les établissements créés par des personnes, des sociétés ou des institutions privées en vue du traitement médical, chirurgical, obstétrical, neuro-psychiatrique, ainsi que de la prévention et de la convalescence, sont placés sous son contrôle, qui s'exercera dans les conditions fixées par les lois et règlements en vigueur.

Art. 5. — Il est le chef des services médicaux-sociaux de la région.

Les nominations et révocations des médecins et des chefs administratifs des dispensaires, consultations et services de même nature, de caractère public, qui concourent à la lutte contre la tuberculose, les maladies vénériennes, la mortalité infantile, l'alcoolisme, le cancer, et toute autre maladie sociale, ne peuvent intervenir que sur sa proposition.

Aucun organisme de même nature, à caractère privé, ne peut être créé et fonctionner sans son autorisation. La nomination des chefs administratifs et techniques responsables du fonctionne-

ment de ces organismes doit être soumise à son agrément préalable.

Art. 6. — Il est le chef des services d'assistance sociale de la région.

Les infirmières visiteuses et assistantes sociales, qu'elles appartiennent aux services publics d'hygiène et d'assistance et qui relèvent à ce titre de son autorité directe, qu'elles appartiennent à d'autres services publics, ou à des institutions privées, quelle qu'en soit la nature, et qui relèvent à ce titre de son contrôle, participent obligatoirement à l'organisation régionale du service social, et au fonctionnement de ce service, qui est réglementé par ses soins.

Art. 7. — Pour la stricte application des lois et règlements concernant l'exercice de la médecine, de la pharmacie, de l'herboristerie, de l'art dentaire et, d'une manière générale, de toute profession qui se rattache à toute activité médicale et paramédicale, il institue une liaison active et permanente avec les organismes corporatifs de ces diverses professions.

Art. 8. — Il est assisté d'un personnel d'inspection et de contrôle, placé sous son autorité directe et qui comprend :

1° un ou plusieurs médecins-inspecteurs de la santé et un ou plusieurs médecins-inspecteurs adjoints à la santé;

2° un ou plusieurs médecins-inspecteurs administratifs et inspecteurs administratifs adjoints à l'assistance;

3° un ou plusieurs inspecteurs ou inspecteurs adjoints de l'enfance;

4° un ou plusieurs délégués régionaux à la famille.

Il répartit les services entre ces fonctionnaires, dans la limite des attributions fixées pour chacun d'eux par les règlements les concernant.

Art. 9. — Le présent décret sera publié au *Journal Officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 15 octobre 1940.

Ph. PÉTAÏN.

Comme on le voit, cette loi a pour but d'éviter un trop grand compartimentage entre des questions aussi connexes que celles de l'enfance, de la famille et de la santé. Nous ne nous intéressons qu'aux fonctions concernant la santé, tout en marquant que, dans son rôle d'action, l'Etat dispose d'organismes qui lui permettent de prendre des mesures cohérentes.

En face du secrétariat et des directeurs régionaux à la Famille et à la Santé, quels sont les organismes de l'Ordre?

B. — ORGANISMES DE L'ORDRE.

Il nous faut citer ici la loi du 7 octobre 1940 (1) :

TITRE I

SECTION I. — *Du Conseil supérieur.*

Art. 2. — Il est créé, auprès du ministre, secrétaire d'Etat à l'Intérieur, un Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins.

Art. 3. — Ce Conseil est composé de douze docteurs en médecine, nommés par décret, parmi lesquels sera choisi le président de qui, en cas d'égalité de suffrages, la voix sera toujours prépondérante.

Un membre du Conseil d'Etat exerce, auprès d'eux, les fonctions de conseiller juridique.

Le Conseil est renouvelable par tiers tous les deux ans.

Art. 4. — Le Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins se réunit au moins une fois par trimestre.

Il maintient la discipline intérieure et générale de l'Ordre. Il assure le respect des lois et règlements qui le régissent. Il a la garde de son honneur, de sa morale, et de ses intérêts. Il fait

(1) Parue au *Journal officiel* le 26 octobre 1940.

tous règlements d'ordre intérieur nécessaires pour atteindre ses buts.

Il délibère sur les affaires soumises à son examen.

Il est l'interprète des médecins auprès des pouvoirs publics.

SECTION II. — *Des Conseils départementaux.*

Art. 5. — Il est établi, au chef-lieu de chaque département, un conseil de l'Ordre des Médecins.

Art. 6. — Les membres de ce Conseil, au nombre de cinq à quinze, sont nommés par le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, sur la proposition du Conseil supérieur de l'Ordre des médecins.

Ils sont renouvelables par tiers tous les deux ans.

Ils sont choisis parmi les docteurs en médecine qui exercent leur art sur le territoire du département.

Le bâtonnier de l'Ordre exercera, auprès d'eux, les fonctions de conseiller juridique.

Il pourra, par un acte exprès, déléguer ses fonctions à l'un de ses confrères.

Art. 7. — Sur toute l'étendue de son ressort, le Conseil de l'Ordre des Médecins surveille l'exercice de la médecine.

Il examine les problèmes qui s'y rapportent et peut en saisir le Conseil supérieur de l'Ordre.

Nous ne citons pas les textes relatifs au tableau ou à la fonction disciplinaire de l'Ordre; ces questions seront traitées ultérieurement.

On voit, à la lecture de ce texte, que la loi ne comprend pas l'Ordre comme étant un organisme chargé de veiller à la santé publique. Au chapitre du conseil supérieur, on ne lit que deux alinéas ayant trait à ce sujet :

« Il délibère sur les affaires soumises à son examen.

« Il est l'interprète des médecins auprès des pouvoirs publics. »

Il faudrait savoir comment l'on comprendra ces deux

alinéas ; mais nous avons l'impression que ce que nous avons appelé la fonction externe de l'Ordre est fort peu de chose ; un fait confirme notre impression. Un seul organisme est prévu dans l'Ordre, aussi bien à l'échelon national qu'à l'échelon régional. De cette façon, le pouvoir réglementaire et le pouvoir judiciaire sont confondus dans le Conseil de l'Ordre, de même que la fonction administrative et ce qui serait la fonction technique de défense de la santé publique.

Nous considérons, au contraire, qu'un organisme à chaque échelon doit rester purement disciplinaire ; un autre organisme est réglementaire, administratif (défense des intérêts, organisation professionnelle) ; cet organisme s'occupe donc, en général, de tout ce qui concerne le cadre de l'exercice de la médecine ; il réglerait aussi l'étude des problèmes concernant la santé publique.

Reprenons ce dernier point qui, seul, nous intéresse ici.

Les décisions prises par l'Etat (quelle que soit l'origine de l'initiative) devront reposer, pour avoir une base solide, sur une sérieuse étude technique. Ce n'est pas plus l'Etat que le Conseil de l'Ordre, tel qu'il est conçu, qui peut fournir cette base des décisions.

Le Docteur DUPAS, dans une réunion d'information pour les membres du Conseil d'administration de la Fédération des syndicats médicaux de la Seine, dissous le 7 novembre 1940, a dit qu'il estimait que « si les associations professionnelles pouvaient plus tard exister, elles devront limiter leurs activités à l'étude des questions dans le but de documenter et d'informer les nouveaux organismes directeurs, cette condition étant essentielle ».

Selon nous, le Conseil régional de l'Ordre, saisi par lui-même ou par le Conseil national d'une question concernant la santé publique, devrait avoir à sa disposition, pour ren-

dre un avis autorisé, une organisation prévue comprenant des commissions, soit permanentes pour les questions stables, notamment les grands fléaux, soit éphémères pour les questions à régler définitivement. Ces organismes existeraient dans chaque région, et leurs avis seraient transmis à l'organisme technique dépendant du Conseil national de l'Ordre qui entrerait en rapport avec le secrétariat à la Santé.

Certaines questions d'intérêt purement local, mises à l'étude par le Conseil régional dans ses commissions régionales, pourraient être traitées (1) directement entre le Conseil régional et la direction à la Famille et à la Santé.

On nous répondra que si l'Ordre n'est pas conçu sur cette base, le nouveau législateur a prévu des organismes consultatifs auprès des autorités publiques.

En effet, la loi du 15 octobre 1940 a créé, auprès du secrétariat général à la Famille et à la Santé, un comité consultatif de la Famille et un comité consultatif de l'Hygiène de France. Nous ne nous occuperons que de ce dernier.

Voici le texte :

Art. 2. — Il est institué, auprès du ministère de l'Intérieur (secrétariat général à la Santé et à la Famille), un Comité consultatif d'Hygiène de France.

Le Comité délibère sur toutes les questions intéressant la protection de la santé qui lui sont soumises par le gouvernement.

Il est nécessairement consulté dans tous les cas où la législation antérieure prévoyait le recours obligatoire aux avis du Conseil supérieur d'Hygiène.

Art. 3. — Le Comité comprend :

(1) Après consultation, pour certains cas, des organismes techniques de l'échelon national.

a) des membres de droit :

Le directeur de la santé au secrétariat général à la Famille et à la Santé;

Le directeur de la Famille au secrétariat général à la Famille et à la Santé;

Les inspecteurs généraux de la Santé;

Le directeur de l'administration départementale et communale du ministère de l'Intérieur;

Un inspecteur général des services administratifs désigné par le ministre;

Un inspecteur général des Ponts et Chaussées;

Un inspecteur général du Génie rural;

Un inspecteur général des Mines
désignés par leur ministre.

Le doyen de la Faculté de Médecine de Paris;

Le directeur du service de santé de l'Armée;

Le directeur du service de la Marine;

Le directeur du service de santé des Colonies;

Le directeur de l'Institut Pasteur;

Un membre du Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins.

Le doyen de la Faculté de Pharmacie de Paris;

Le directeur de l'école vétérinaire d'Alfort ou son représentant;

Les professeurs d'hygiène des Facultés de Médecine de Paris, Lyon, Bordeaux, Lille, Nancy, Toulouse, Montpellier, Strasbourg, Marseille et Alger et des écoles de médecine de plein exercice de Nantes, Rennes, Clermont-Ferrand, Tours;

Les professeurs d'hygiène et d'épidémiologie des écoles d'application du service militaire et du service de santé de la Marine;

Le directeur de l'administration générale de l'Assistance publique de Paris;

L'inspecteur général, chef du service technique des eaux et de l'assainissement de la Ville de Paris;

Le délégué général au Tourisme.

b) Des membres nommés pour trois ans par le ministre, sur la proposition du secrétaire général à la Famille et à la Santé,

parmi les savants (médecins, ingénieurs, chimistes, légistes, etc.), de compétence éprouvée.

Ces membres seront répartis entre les sections dont l'énumération est donnée ci-après. Leur mandat est renouvelable.

La présidence du Comité consultatif appartient de droit au secrétaire général à la Famille et à la Santé. Il peut la déléguer à un des vice-présidents.

Le ministre nomme, chaque année, deux vice-présidents et un secrétaire.

Art. 4. — Toute question soumise à l'avis du Comité consultatif est confiée par le président, pour étude, à l'une des sections ci-après :

- Section de l'enfance,
- Section de la tuberculose,
- Section des maladies vénériennes,
- Section du cancer,
- Section de l'alcoolisme et des toxicomanies,
- Section des laboratoires, sérums et vaccins,
- Section des eaux, de l'assainissement, de l'urbanisme et de l'hygiène rurale,
- Section des stations hydrominérales, climatiques et uvaes,
- Section de l'alimentation,
- Section de l'épidémiologie,
- Section de la propagande et de l'éducation sanitaires.

Les problèmes d'hygiène ne ressortissant pas directement à l'une de ces sections seront soumis à une commission nommée à cet effet par le président, parmi les membres du Comité consultatif.

Les sections peuvent convoquer, pour avis, toute personnalité compétente, étrangère au Comité consultatif.

Nous nous permettons de croire que, malgré la haute compétence de chacun de ses membres dans sa partie, ce comité consultatif, en définitive, ne sera pas compétent.

Tout d'abord, l'expérience du praticien n'est pas utilisée. Ensuite, on constate qu'il va être débattu et décidé des me-

sures qui influenceront très profondément sur l'exercice de la médecine, alors que le comité consultatif ne contient qu'un seul représentant du Corps Médical, et ce représentant étant un membre du Conseil national de l'Ordre, il n'est pas certain que ce sera un praticien.

Les membres du comité, tels qu'ils sont désignés par la loi, ne nous paraissent pas devoir présenter, dans les sections spécialisées, les compétences voulues; tout au plus pourrait-il se trouver un membre vraiment compétent, et encore un savant ne nous paraît pas pouvoir toujours donner, seul, un avis qualifié.

D'autre part, nous ne pensons pas qu'un seul des membres de la liste indiquée ne soit un homme déjà débordé de travail par ses fonctions ordinaires. Comment donc, dans ces conditions, espérer un travail sérieux?

Pour toutes ces raisons, nous ne pensons pas que le Conseil consultatif d'hygiène puisse donner des avis réellement autorisés (1). Que l'Etat ne veuille pas se fier uniquement à l'avis de l'Ordre et veuille avoir un conseil en dehors du Corps Médical organisé, soit!

L'Etat pourrait très bien, avant de prendre sa décision, s'adresser au comité consultatif en question.

On nous dira que, de cette manière, la machine sera extrêmement lourde et lente. A part certains cas d'urgence pour lesquels interviendrait une procédure spéciale, nous

(1) Nous n'en dirons pas autant du Comité scientifique du ravitaillement. Le Comité créé récemment auprès du secrétaire d'Etat au ravitaillement a pour mission de présenter à celui-ci « toutes les suggestions correspondant aux nécessités actuelles du ravitaillement, compte tenu des besoins de la population et de la conservation de la santé » (article premier). Il s'agissait d'une question urgente et l'Ordre était encore trop jeune pour assurer une telle fonction.

pensons que toutes les questions relatives à la santé publique doivent surtout être bien étudiées, qu'un petit retard est préférable si la question doit être examinée plus à fond. D'ailleurs, la rapidité est surtout fonction de l'activité des hommes chargés des transmissions; et une affaire pourra être étudiée plus rapidement par deux organismes bien ordonnés que par un seul dont les membres, comme c'est le cas d'après la loi, sont chargés déjà par ailleurs d'une besogne écrasante.

Voici le schéma qui pourrait être envisagé.

Le Conseil régional proprement dit, bien distinct du Conseil disciplinaire indépendant, est saisi, par des médecins de son ressort ou par la direction régionale de la Santé, ou par le Conseil national de l'Ordre, d'une question ou d'un projet. Si une étude technique lui paraît nécessaire, il fait appel à une commission permanente compétente en la matière, ou à un groupement de spécialistes, ou à une commission temporaire. En effet, le corps médical organisé est toujours en éveil; le Conseil régional tient constamment à jour une documentation précise où figure la nomenclature des sociétés scientifiques, des laboratoires; dans cette documentation figurent aussi des statistiques, des rapports de praticiens et de savants. L'examen d'une question qui lui sera soumise ne traînera donc pas en longueur. Le Conseil régional transmettrait sa réponse au Conseil national. Celui-ci examine les rapports, au besoin les transmet à une de ses commissions nationales, compétente (permanente ou temporaire), qui fera les études techniques, les enquêtes à l'étranger qui lui paraissent nécessaires; le Conseil national de l'Ordre transmet alors le dossier au secrétariat à la Santé. Celui-ci pourra alors le soumettre au comité consultatif d'hygiène de France.

Cette dernière étude pourra être, dans ce cas, utile, car l'apport des praticiens est acquis et le dossier soumis au comité est déjà complet, il ne reste qu'à l'examiner.

Si tous ces examens aboutissent à une concordance sur les points essentiels, la décision prise en dernier ressort par l'Etat doit être considérée comme sérieuse; l'expérience et la compétence de chacun auront été utilisées au maximum. En cas de divergences profondes, le secrétariat à la Santé pourrait, par l'entremise des inspecteurs généraux ou des directeurs régionaux, pratiquer une enquête personnelle; il pourrait aussi faire appel à l'Académie si une question particulière, purement technique, avait été l'objet de divergences importantes.

L'Ordre a donc joué son rôle de responsable technique de la santé publique, et l'Etat joue son rôle en agissant dans le domaine législatif ou réglementaire en ce qui concerne l'intérêt public.

Notons aussi que ce système présente la caractéristique, à notre sens importante, de faire appel à la compétence du praticien qui vit au contact des réalités. Le rôle du savant ou du grand administrateur public n'est pas négligé pour autant.

2° Surveillance particulière.

A côté des fléaux et des dangers qui menacent toute la collectivité, il y a des dangers qui pèsent sur certains groupes d'individus. Il s'agit de la médecine sociale.

Tout d'abord, la médecine d'usine.

Elle tend de plus en plus à se développer; à ce sujet, la France accuse un grand retard, et l'Ordre des Médecins a ici une tâche importante à remplir.

Nous empruntons au Docteur BARTHE⁽¹⁾ le résumé des fonctions du médecin d'usine. « Le médecin n'entre pas dans le cadre de l'industrie, disait-on autrefois. Aujourd'hui il s'intègre si complètement dans le travail industriel, que celui-ci ne peut pas résoudre les problèmes de sécurité, de prévention et d'hygiène que pose l'usine ou la mine, sans la collaboration du médecin. Dans la plupart des cas, les conflits d'adaptation réciproque qui surgissent entre l'homme et la machine ou le rendement, ne trouveront leur solution qu'avec notre aide.

« Biologiquement, enfin, l'usine est pour le travailleur un milieu nouveau, à considérer en physiologiste et en psychologue. »

Le médecin d'usine a un rôle médical proprement dit à jouer, un rôle d'organisation physiologique du travail, un rôle social.

Son rôle médical consiste à assurer les secours d'urgence, les examens d'embauchage, la médecine préventive (surtout dépistage précoce des affections professionnelles), la tenue des fiches, des graphiques et statistiques; il préside à la sélection et à l'orientation professionnelle; mais il ne pratique aucune médecine de soins.

La médecine d'usine s'occupe de l'organisation physiologique du travail; elle est particulièrement attachée à ce que l'on nomme « le facteur humain » : l'hygiène, la sobriété, les conditions du travail, les horaires, etc... (2).

(1) Article paru dans les *Cahiers Laënnec*, janvier-mars 1938.

(2) Le médecin d'usine a un précurseur dans ce domaine. Villemé qui, au nom de la médecine, attira, le 1^{er} mars 1850, l'attention du public sur les conditions déplorables d'existence des travailleurs de l'industrie et provoqua ainsi l'éclosion de quelques lois d'élémentaire humanité.

Il y a aussi un rôle social d'éducation des ouvriers.

Le Docteur MILLOT (1) a réclamé un statut du médecin d'usine, dont un projet a été donné par Roger DE VÉRICOURT. Il s'agit de bien délimiter son rôle et, notamment, d'en exclure toute médecine de soins; il s'agit aussi de régler les conditions d'application du secret professionnel.

Le Docteur Charles BOURSAT (2) a montré le rôle moral important de celui qu'il appelle : « le médecin ingénieur ».

Nous pensons qu'une section devrait être créée au sein de l'Ordre pour grouper tous les médecins du travail.

Cette section comprendrait un organisme technique pourvu de laboratoires, qui se tiendrait en liaison avec toutes les branches du travail pour en connaître les exigences médicales. Cet organisme serait chargé de la formation des médecins d'usine, accorderait les diplômes. Un organisme administratif dresserait le tableau des *postes* à occuper, d'après les demandes des corps de l'industrie. Il assurerait aussi un lien constant de documentation entre les médecins d'usine et l'organisme technique.

Quels seraient les rapports du médecin d'usine et de l'Etat?

Là encore, la collaboration est indispensable. En effet, si le médecin d'usine doit travailler efficacement en collaboration directe avec la direction de l'entreprise pour une quantité de questions, des questions d'ordre plus général ne pourraient être réglées par lui. Il pourra d'abord avoir des rapports avec l'inspecteur du travail. Il ne peut s'agir

(1) *Siècle médical*, janvier 1941. *Défense du médecin*, octobre 1940.

(2) *L'Atelier*, 21 janvier 1941.

ici que de rapports d'études : par exemple, l'inspecteur du travail pourra demander au médecin d'étudier une question, mais là se borneront leurs rapports; il n'y a ni inspection ni même avis réciproques. L'étude que le médecin aurait pu faire d'une question sur l'invitation de l'inspecteur du travail ne serait même pas remise à lui. Le rapport serait envoyé en double exemplaire au bureau technique de la section de médecine sociale de l'Ordre, et l'autre au médecin inspecteur de la Santé.

Avec celui-ci, les rapports du médecin d'usine sont plus importants. Le médecin inspecteur peut contrôler les conditions d'hygiène de l'usine, les services sociaux; c'est à lui que sont faits les rapports sur l'état sanitaire de l'usine.

Si une divergence de vues s'élève entre le médecin inspecteur et le médecin d'usine, celui-ci saisirait, selon le cas, le bureau technique, ou le bureau administratif de la section de médecine sociale, qui traiterait avec la direction régionale de la Santé. En effet, la médecine d'usine n'aurait d'ordre à recevoir que de la section de médecine sociale.

Une organisation semblable existerait en ce qui concerne la médecine scolaire et sportive.

Il s'agit donc encore ici pour l'Ordre d'une responsabilité partagée. Il a responsabilité car, par ses organismes compétents, il forme les médecins d'usine, leur accorde des diplômes, les affecte, leur donne des indications techniques et administratives. Mais cette responsabilité n'est pas entière, puisqu'il y a le contrôle de l'inspecteur d'hygiène et puisque, en cas de désaccord, les organismes d'Etat décident en dernier ressort des applications pratiques qu'il con-

vient de faire des données techniques fournies par la section de médecine sociale.

Ces conceptions nous paraîtraient d'ailleurs devoir être celles de l'Etat. N'est-ce pas, en effet, ce partage des responsabilités qui devrait expliquer l'article 2 de la loi portant création de l'Ordre des Médecins?

« Il est créé, *auprès du ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur*, un Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins. »

Cet article, en fait, ne correspond à aucune collaboration régulière entre l'Ordre et l'Etat, au sujet de la santé publique.

L'Ordre, dans ces conditions, n'est conçu que comme une organisation professionnelle réglant uniquement ses affaires intérieures.

3° L'éducation du public.

L'éducation du public fait aussi partie de la fonction externe de l'Ordre.

A la suite d'une entente avec le secrétariat de la Santé, il pourra entreprendre un enseignement de l'hygiène, des éléments de physiologie et des notions pouvant amener à une meilleure compréhension de l'acte médical.

Ceci ferait pendant à la suppression des livres et journaux dits « de vulgarisation ». L'Etat mettra tous les moyens à la disposition de l'Ordre (presse, T. S. F., conférences dans les écoles).

Aucune campagne dans le public, sans autorisation de l'Etat, ne pourrait être faite par l'Ordre.



Il est certain que l'Etat, sous le régime précédent, malgré son manque de conceptions générales et le tiraillement perpétuel dont il était l'objet, était en voie de prendre à sa charge nombre d'activités qui doivent, normalement, faire l'objet d'une délégation. Pendant ce temps, le désordre s'installait, et toutes choses, gens et métiers, inorganisés, perdaient petit à petit leur qualité. C'est ainsi que, tout en se chargeant de multiples besognes, l'Etat ne remplissait pas sa haute mission.

« Depuis que la démocratie, ou soi-disant telle, s'est perfectionnée, l'Etat a cessé de s'occuper de ce qui le concerne pour embrasser, et embrasser mal, une quantité de tâches pour lesquelles il est inapte totalement.

« La III^e République est morte parce que le pouvoir politique défaillant s'est éparpillé dans les fonctions auxquelles rien ne le préparait. » (Paul BONARDI.)

« Ainsi qu'il est plus frappé des intérêts particuliers que de l'intérêt synthétique de la Nation, l'Etat moderne, par les mêmes raisons d'origine et de pouvoir précaire, est aussi plus sensible aux intérêts immédiats et présents qu'à un intérêt plus grand, mais différé ou lointain. En cela, il est en contradiction avec une des plus importantes missions de l'Etat, qui est de préserver l'avenir, même l'avenir fort éloigné. » (LEROY-BEAULIEU.)

Par voie de conséquence, une perte de confiance, vis-à-vis de l'Etat, gagna d'abord tous les individus et les groupements, puis il s'ensuivit une défiance généralisée qui atteignit, non seulement l'Etat, tel qu'il était, mais encore le principe même de l'Etat. C'est alors que l'on vit fleurir des systèmes, des grandes théories qui tendaient plus ou moins

à le remplacer; ou bien c'était une confiance aveugle dans l'individu ou dans des groupements parfaitement autonomes se dirigeant tout seuls et même, au besoin, administrant les pouvoirs. Tous ces essais ont fait leurs preuves; il n'est que grand temps d'en venir à une conception normale de l'Etat.

Il doit avoir une continuité assez grande pour assurer son rôle de créateur de l'ordre dans lequel se meuvent les activités organisées, et son rôle de gardien de la permanence des Corps, entre lesquels il a réparti des fonctions de nature publique; supérieur à eux, il surveille leurs activités, et maintient la cohésion et le dynamisme national.

CHAPITRE IV

L'ORDRE DOIT ASSURER LA MEILLEURE MÉDECINE POSSIBLE

Telle est la fonction interne de l'Ordre.

C'est pour l'accomplir qu'il a reçu délégation des pouvoirs. Il a une responsabilité directe.

Il est maintenant bien reconnu que la sélection de la qualité par le jeu de la concurrence est parfaitement illusoire. On ne peut plus dire que la bonne marchandise chasse la mauvaise. Quant à la médecine, il est encore plus illusoire et dangereux d'en laisser l'appréciation unique au malade.

Pour assurer une bonne médecine, l'Ordre doit pouvoir régler les éléments qui la déterminent.

« Le premier devoir de la corporation médicale doit être de garantir la formation d'un Corps Médical compétent et honorable : par conséquent, de s'occuper des études médicales, d'empêcher la pléthore, mauvaise conseillère, d'assurer la répression de l'exercice illégal, de fournir aux médecins un enseignement complémentaire, etc...

« Actuellement, certaines de ces tâches sont assumées par l'Etat, et personne ne s'occupe des autres. » (*La Profession médicale.*)

Les études médicales.

La première condition à remplir pour que la médecine soit bonne, c'est que les médecins aient été bien formés; l'enseignement est donc fait par l'Ordre, puisque c'est lui qui est responsable et compétent.

Il s'agit ici d'un problème d'organisation intérieure de la profession qui ne concerne pas notre sujet. Nous venons d'apprendre que la 4^e session (1^{er} au 7 février 1941) du Conseil national de l'Ordre des Médecins a envisagé un projet de réforme de l'enseignement médical, ainsi qu'un programme d'enseignement et d'épreuves au sujet des spécialités.

Signalons seulement qu'il a été proposé que l'enseignement médical, dans ses premières années, revête la forme de scolarité proprement dite comportant des écoles. (*La Profession médicale.*) De cette façon, le nouvel étudiant ne serait pas, immédiatement à sa sortie du collège, lancé dans la vie libre de la Faculté sans avoir acquis une méthode de travail et de solides notions de base. Il pourrait aborder ensuite avec profit l'instruction plus libre, plus personnelle qui surviendrait dans la seconde partie des études.

Dans beaucoup de pays, il y a même des pensionnats.

Quant au corps enseignant, nous ne pensons pas que les leçons données à l'hôpital par le professeur de clinique ou même de Faculté puissent être profitables indistinctement aux étudiants de toutes années qui suivent le service et les cours. Un certain niveau nous paraît devoir être acquis avant que soient abordées les grandes leçons.

Mais ce travail de dégrossissement ne peut être demandé

à des hommes de science; c'est pourquoi on pourrait proposer la formation d'un corps enseignant spécial et normalement constitué, qui pourrait suivre et surveiller de près les étudiants dans leurs débuts (fusion et organisation de l'enseignement clinique et de ce qui est actuellement la préparation aux concours), ce qui n'exclut pas des visites *préparées* dans les hôpitaux.

Mais il y a autre chose, nous semble-t-il, qui doit intervenir et trancher sur l'enseignement anonyme de l'Etat. Nous n'avons jamais entendu, au cours de nos études, un seul mot ayant trait aux devoirs moraux du médecin, aux éléments utiles de psychologie, à la place du médecin dans la vie sociale actuelle.

« La Faculté ne se charge d'assurer ni formation philosophique, ni esprit critique, ni doctrine de l'homme et de la vie. » (*La Profession médicale.*)

L'enseignement « poste graduante », qui nécessite un plan comprenant des programmes bien préparés et un service de remplacement, incombe naturellement à l'Ordre.

La Faculté est donc dans les mains de l'Ordre, mais une difficulté subsiste au sujet de la nomination des professeurs. Des objections qui ne sont pas négligeables ont été soulevées à ce propos. Nous pensons que la nomination pourrait être faite par l'Etat sur présentation, par l'Ordre, de trois candidats par poste vacant.

Quant à l'hygiène, nous pensons que la chaire pourvue d'un titulaire qui serait un agrégé de la Faculté, pourrait comprendre une sorte de sous-chaire qui serait occupée par un médecin inspecteur de la Santé (1) qui apporterait, aux

(1) Il pourrait être prévu un roulement parmi les médecins inspecteurs.

étudiants en médecine et à ceux qui prépareraient une carrière d'Etat, un enseignement vivant et pratique. Quant aux matières purement administratives et juridiques que comporte cette carrière, elles seraient réglées par l'Etat.

L'ordre des médecins assure la respectabilité du Corps Médical.

Il élabore des règlements, il sélectionne et corrige ses membres. Il dispose donc de trois moyens : le *Code de Déontologie*, l'*Inscription au tableau* et la *Juridiction disciplinaire*.

LE CODE DE DÉONTOLOGIE.

Nous empruntons à BONNECASSE la justification de ce code :

« Loin de nuire à la répression pénale, la répression disciplinaire la complète au contraire dans la plupart des cas.

« La législation pénale ne saurait prévoir toutes les infractions; elle ne statue que sur les plus graves, et généralement sur celles que peut commettre tout citoyen. De là découle la nécessité de toutes ces législations spéciales qui ont vu le jour depuis la promulgation du Code pénal, à mesure que se reformaient les groupements sociaux détruits par la Révolution.

« De même qu'on ne peut pas faire de musique avec une seule note, on ne saurait régler tous les rapports des individus appartenant à des groupes différents et ayant des obligations spéciales avec un seul code.

« Il est des citoyens dont les fonctions sociales ont une telle importance, qu'à leur regard les dispositions du Code pénal deviennent tout à fait insuffisantes et qu'il est indis-

pensable de leur imposer une discipline plus étroite et plus sévère.

« Telle faute peut être indifférente à la société, et peut cependant justifier la destitution d'un officier ministériel dont les clients n'ont pas les connaissances nécessaires pour juger de la régularité de sa gestion. Dans tous les cas de cette nature, il est nécessaire qu'une législation spéciale plus étroite et mieux adaptée aux besoins de la répression qu'elle se propose, vienne s'ajouter au droit commun du Code pénal, qui ne répond qu'à des besoins généraux (1). »

NÉZARD (2) disait dans sa thèse : « La discipline est l'ensemble des règles qui régissent un groupement social, qui assujettissent chacun de ses membres à des obligations spéciales distinctes des obligations publiques de tout citoyen, afin de maintenir la considération de ce corps et de lui assurer, dans l'intérêt social de sa fonction, la confiance publique. »

Le Code de Déontologie est élaboré par l'Ordre au nom de la délégation qu'il a reçue de l'Etat d'une partie de son pouvoir réglementaire.

Le Code de Déontologie ne peut recevoir une force qui le rende applicable à tous, ou ne peut recevoir de modifications qu'après approbation de l'Etat. En effet, non seulement un règlement particulier ne peut aller contre les lois générales, mais encore l'Etat ne peut laisser imposer à un groupement obligatoire des règles qu'il n'a pas contrôlées.

Ceci est d'autant plus important que ce code vient d'en haut et est préparé par les membres du Conseil national.

(1) *Le Droit disciplinaire de la profession médicale* (Bonne-casse, professeur de Droit à la Faculté de Bordeaux).

(2) Doyen de la Faculté de Droit de Caen. *Les principes généraux du Droit disciplinaire*.

L'INSCRIPTION AU TABLEAU DE L'ORDRE.

L'inscription et le maintien au tableau sont une sorte de garantie offerte à la société par le Corps.

Tout refus d'inscription au tableau, en dehors des cas prévus par la loi, doit faire l'objet d'un appel. Cet appel serait porté devant le Conseil supérieur de la juridiction disciplinaire. Celui-ci, quelle que soit sa composition ordinaire, devrait être obligatoirement composé de médecins et de magistrats, ces derniers ayant la prépondérance.

En effet, ayant achevé ses études médicales, la personne qui se voit refuser l'accès de la profession, retombe dans la société et y devient un élément très particulier qui peut présenter un danger spécial.

Du point de vue individuel, la perte, dans ce cas, des droits acquis est chose fort grave.

Nous entendons bien qu'un mauvais médecin est un élément dont il est normal qu'on veuille se débarrasser. « Assez de tolstoïsme et d'apologie à la Dumas fils; notre génération est lasse de ces expériences dangereuses, et nous avons hâte de nous occuper des honnêtes gens. Quant au sort du médecin interdit, je vous avoue qu'il me touche moins que celui de ses victimes. » (OKINCZYC.)

Nous ne sacrifions pas plus au cosmopolitisme qu'au tolstoïsme.

S'il a été quelquefois contesté à l'Ordre le droit de refuser l'inscription au tableau, dans la crainte d'une élimination des médecins étrangers ou d'une ethnologie différente de la nôtre, cette crainte ne se justifie plus, puisque ces cas sont maintenant prévus par la loi (1).

(1) Peut-être pas de façon satisfaisante, mais en tout cas le principe de l'initiative de l'Etat en cette matière existe.

Nous craignons seulement, avec certains auteurs, que les médecins sous-estiment les autres sanctions qu'ils ont à leur disposition, ainsi que l'efficacité du contrôle de l'Ordre. D'autre part, cette suprême sanction doit se fonder sur des imputations graves dont la compréhension est accessible aux profanes.

La solution adoptée par la loi n'est pas celle-ci; voici le texte :

TITRE II

DU TABLEAU ET DE LA DISCIPLINE

Art. 8. — Dans chaque département, le Conseil de l'Ordre des Médecins dresse un tableau public des personnes qui, remplissant les conditions imposées par les lois et règlements concernant l'exercice de la médecine, sont admises par lui à pratiquer leur art.

L'inscription au tableau est prononcée par le Conseil, après vérification des titres du demandeur.

Elle peut être refusée par décision motivée, si les conditions requises de la moralité n'apparaissent point réunies.

Appel de cette décision pourra être porté devant le Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins. *Le recours pour excès de pouvoir sera ouvert devant le Conseil d'Etat*, contre la décision du Conseil supérieur.

Le refus d'inscription au tableau ne sera donc jugée que par des médecins en ce qui concerne le fait. En effet, le recours, pour excès de pouvoir, au Conseil d'Etat peut se faire d'après quatre chefs : incompétence, vice de forme, détournement de pouvoir, violation de la loi. Or, le Conseil d'Etat, juridiction administrative, se refuse déjà à prononcer, en

matière administrative, sur le fait; elle ne juge que sur le droit; elle se refusera davantage à considérer les recours en matière d'inscription au tableau d'après le fait, et, dans la majorité des cas, il sera bien difficile à un médecin rejeté de l'Ordre d'établir l'incompétence, le détournement de pouvoir, la violation de la loi. Quant au vice de forme, la chose sera peut-être fréquente puisque aucun magistrat ne siège en appel, mais cela ne résout pas la question de fond.

D'autre part, la loi ne dit pas quelle sera l'issue du recours pour excès de pouvoir. Les choses se passeront-elles comme en Cassation? Donc, si le jugement d'appel du Conseil national de l'Ordre est infirmé, renverra-t-on l'affaire devant un autre tribunal de la même juridiction?

Ceci est possible en droit commun, car la Cour de Cassation peut renvoyer devant une autre Cour d'appel; mais ici, il n'y a qu'un seul tribunal d'appel, puisqu'il n'y a qu'un seul Conseil national. On aboutira donc à faire réviser une décision d'un tribunal d'appel par un tribunal de degré inférieur, ce qui est inadmissible.

LA JURIDICTION MÉDICALE.

a) La juridiction disciplinaire.

Dans sa thèse de droit, Robert CORDIER dit de la juridiction disciplinaire qu'« elle est instituée pour sauvegarder la dignité de certains Corps dont les membres doivent être à l'abri de tout soupçon, en raison de l'importance des fonctions qu'ils exercent ou des intérêts qui leur sont conférés ».

L'Ordre des Médecins ayant une mission, et l'importance des fonctions qu'il exerce nécessitant une grande dignité,

reçoit de l'Etat une délégation du pouvoir de juridiction sur ses membres.

Pratiquement, d'ailleurs, son rôle sera surtout de prévention. Le doyen NÉZARD donne bien le caractère de ce tribunal professionnel : « Tout groupement d'hommes, groupement politique comme l'Etat, groupement social comme une corporation, repose sur des intérêts qu'il doit protéger ou sur un but qu'il a pour mission de réaliser. Son existence et son fonctionnement, qui exigent l'ordre et la coopération de ses membres, sont assurés par des règles de droit qui fixent les devoirs de chacun et punissent les actes nuisibles à la vie du groupe, à la régularité de ses fonctions, aux intérêts dont la protection constitue sa raison d'être. »

Dans les groupements politiques, ces règles de droit qui déterminent les devoirs et les sanctions de ces devoirs constituent le droit pénal. Dans les groupements sociaux organisés, elles forment la discipline et le droit disciplinaire. »

La juridiction disciplinaire s'étend donc à toutes les infractions aux règlements de l'Ordre, commises par ceux qui en font partie. Cela ne fait aucun doute, et la loi du 7 octobre 1940 dit, dans son article 12 :

« Le Conseil départemental appellera à sa barre les médecins qui auraient manqué aux devoirs de leur charge. »

Il est à noter que les sanctions que pourra prendre le Conseil ont un caractère platonique; elles ne sont assorties d'aucune sanction pénale.

b) La juridiction d'exception.

La juridiction de l'Ordre peut-elle être considérée comme une juridiction d'exception, appelée à se prononcer sur tous les cas où un médecin est en cause?

En ce qui concerne le pénal (1), il n'y a pas de difficulté, car la seule juridiction compétente est celle de droit commun.

Mais la difficulté est grande en ce qui concerne, soit les affaires entre médecins (par exemple : concurrence déloyale), soit les affaires concernant un médecin et un malade. Il s'agira surtout des cas de responsabilité.

Le Docteur DOUBLE disait, dans son rapport à l'Académie de Médecine (2) :

« L'Académie croit de son devoir de protester contre l'interprétation forcée et abusive, dans certains cas, des articles 1382 et 1383 (3) du Code civil. Nul doute que les médecins ne demeurent légalement responsables des dommages qu'ils causent à autrui par coupable application des moyens de l'art et dans les perfides desseins ou de criminelles intentions, mais la responsabilité des médecins, dans l'exercice

(1) « L'action pénale est celle qui, exercée par le ministère public au nom de la société, a pour but l'application des peines prévues par la loi pour la répression des crimes, délits et contraventions qui apportent un trouble à l'ordre public.

Elle s'exerce devant les tribunaux répressifs.

L'action civile se distingue de l'action pénale en ce qu'elle n'a pas pour but l'intérêt général de la société, mais l'intérêt privé d'un individu. Elle tend à procurer à un tiers la réparation du préjudice qui lui a été injustement causé par autrui. Le Tribunal civil, devant lequel elle sera exercée, ne prononcera pas une condamnation pénale dans l'intérêt de la société, mais des dommages-intérêts correspondant à l'étendue du préjudice subi par la partie qui les réclame. » — (BONNECASSE.)

(2) Trébutien : *Jurisprudence de la médecine*. Palais-Rep. gén. de 1791 à 1850.

(3) Art. 1382 : Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui, par la faute duquel il est arrivé, à le réparer.

Art. 1383 : Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

conscientieux de leur profession, ne saurait être justiciable de la loi; les erreurs involontaires, les fautes hors de prévoyance, ne doivent relever que de l'opinion publique; si l'on veut qu'il en soit autrement, c'en est fait de la médecine... C'est un mandat illimité qu'il faut après du malade.

« Les médecins, non plus que les juges, ne sauraient devenir légalement passibles des erreurs qu'ils peuvent commettre de bonne foi dans l'exercice de leur profession. »

Un fait et un plaidoyer célèbre illustrent ce passage. Un malade ayant succombé au cours d'une anesthésie, les opérateurs furent poursuivis et condamnés à 50 frs d'amende. En appel, ils furent acquittés, grâce à cette déclaration de VELPEAU aux juges : « Vous tenez entre vos mains l'avenir de la chirurgie; la question intéresse le public plus que le médecin. Si vous condamnez le chirurgien qui a employé le chloroforme, aucun de nous ne consentira à l'employer désormais.

« C'est à vous de maintenir l'abolition de la douleur ou à la réinventer. »

Comment résoudre ce problème de la responsabilité du médecin? L'Académie de Médecine, consultée en 1834, propose d'insérer, dans un projet de loi, l'article suivant :

« Les médecins et chirurgiens ne sont pas responsables des erreurs qu'ils pourraient commettre de bonne foi dans l'exercice conscientieux de leur art. Les articles 1382 et 1383 ne leur sont pas applicables dans ce cas. »

Ce texte laisse subsister toute la difficulté : en effet, si la *bonne foi* est, en général, facile à établir dans les cas qui nous intéressent, il sera toujours très difficile d'apprécier « l'exercice conscientieux de l'art » ou l'audace justifiée.

Le Procureur général DUPRIN, dans l'affaire Thouret-

Noroy déclare : « Il ne s'agit pas de savoir si tel traitement a été ordonné à propos ou mal à propos, si telle opération était indispensable, s'il y a eu imprudence ou non à la pratiquer, si avec tel ou tel traitement, tel ou tel procédé, elle n'aurait pas mieux réussi; ce sont là des questions scientifiques à débattre entre docteurs et qui ne peuvent pas constituer des cas de responsabilité civile, et tomber dans l'examen des tribunaux (1). »

D'une part, cette attitude n'est pas générale; et, d'autre part, laissera-t-on passer les négligences ou les fautes techniques dites « impardonnables »?

Il y a l'expertise, mais elle n'est pas obligatoire, pas plus que ses conclusions.

En fait, l'expertise est toujours demandée. Mais si le tribunal n'est pas obligé de s'en remettre à ses conclusions, le juge est toujours laissé dans une certaine incompétence technique pour sa décision. Si les conclusions de l'expertise sont obligatoires, comme cela a été proposé, on aboutit au *judex unus*; et, dans ce cas, ne vaudrait-il pas mieux un tribunal d'exception composé de plusieurs juges?

En effet, si les conclusions de l'expertise sont obligatoires, il y a infraction grave au principe de notre droit en vertu duquel toute affaire peut venir devant une juridiction d'appel. Si, en appel, les conclusions de l'expertise restent obligatoires, cela revient à dire que l'expert de première instance juge en dernier ressort. Si le tribunal d'appel peut recourir à une autre expertise, au nom de quoi (à part le vice de forme) la Cour d'appel déclarera-t-elle suspecte l'expertise qui s'imposait au tribunal de première instance?

(1) Professeur Lereboullet. *Revue du Droit public*, 1903.

Quant à l'expertise contradictoire obligatoire dans ses conclusions, cela revient presque à la solution du tribunal d'exception.

En tout cas, la loi du 7 octobre 1940 ne donne aucune solution à ces problèmes. D'après cette loi, le tribunal médical concerne uniquement les infractions disciplinaires.

Quant au reste, rien n'est modifié.

Mais, même en acceptant comme définitif l'état de choses ainsi créé, deux questions se posent :

1° Celle de l'unicité du Conseil de l'Ordre.

Un seul organisme, aussi bien à l'échelon régional que national, assume toutes les fonctions : juridiction, rapports avec les tiers payants, rapports avec l'Etat, questions d'administration et d'entr'aide professionnelle. Même en se plaçant en dehors de la question de principe, nous ne pensons pas qu'il puisse être obtenu ainsi un fonctionnement satisfaisant. En effet, les membres du Conseil sont des personnes exerçant une profession fort absorbante; ils se trouveront accablés de tâches diverses au Conseil; c'est pourquoi une dissociation et une répartition des fonctions nous paraissent nécessaires.

Cette remarque vaudrait, à plus forte raison, si l'on adoptait la conception de l'Ordre des Médecins, conseiller normal et permanent de l'Etat et jouant un rôle actif dans la défense de la santé publique. Nous pensons donc que la fonction de juridiction de l'Ordre doit être isolée des autres fonctions et doit former un véritable tribunal indépendant de l'organisme administratif et technique. Ceci n'empêche

d'ailleurs pas que ses membres soient élus par tous les médecins, mais par un vote spécial (1).

2° La question du recours au Conseil d'Etat; nous rappelons l'article 14 de la loi du 7 octobre 1940 :

« Appel de ces décisions pourra être porté devant le Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins, qui statuera, sauf recours pour excès de pouvoir devant le Conseil d'Etat. »

Cette solution avait été préconisée par Raoul MESTRE dans sa thèse de médecine de 1939.

La question se pose comme pour le refus d'inscription au tableau.

Quant à nous, nous considérons que la juridiction médicale doit constituer un tribunal d'exception qui serait appelé à se prononcer pour toutes les affaires dans lesquelles un médecin serait impliqué.

Toute question pénale serait naturellement jugée en définitive par la juridiction de droit commun, même si le Tribunal de l'Ordre avait été appelé à se prononcer sur le fait.

En ce qui concerne la responsabilité civile, les affaires entre les médecins et les dommages-intérêts, il est bien certain que la juridiction médicale, telle qu'elle est établie actuellement, est parfaitement inapte à jouer ce rôle.

La présence de magistrats en appel pourrait peut-être donner droit à cette juridiction de se prononcer sur le fait en dernier ressort, mais il ne pourrait en être de même en ce qui concerne la fixation des dommages-intérêts si les magistrats n'ont pas la prépondérance.

(1) Il pourrait arriver qu'un membre de la juridiction, à la fin de son mandat, soit élu à l'organe administratif et réglementaire, ou vice versa. Ce renouvellement donnerait peut-être d'heureux résultats.

S'ils ne l'ont pas, l'affaire est renvoyée au tribunal civil pour fixation des dommages-intérêts (1).

La prépondérance des magistrats, dans le tribunal disciplinaire d'appel, serait la consécration du tribunal médical d'exception; on se rapprocherait ainsi de la solution adoptée en matière de commerce, avec cette différence que l'appel reste en partie professionnel, tandis que c'est la Cour d'appel qui est compétente en matière commerciale.

Notons, à ce sujet, en faveur du tribunal d'exception, que le nombre des jugements des tribunaux de commerce réformés par la Cour d'appel n'est pas supérieur à la moyenne générale des jugements des juridictions de première instance réformés par les mêmes Cours d'appel.

Le système proposé (déjà envisagé avant la guerre) permettrait une justice plus rapide.

Cependant le non-médecin, jugé en appel par le tribunal semi-professionnel, aurait une garantie par la prépondérance des magistrats, et le médecin aurait une garantie supérieure à celle de la simple expertise.

Le recours en cassation serait naturellement possible avec renvoi devant le tribunal national, dont la composition serait différente quant aux personnes.

Le projet étudié par le Docteur MIRVEAUX dans sa thèse de 1902 vise le même but. Il demande qu'« un jury spécial de médecins fût adjoint aux juges, non seulement en Cour d'assises, mais aussi lorsqu'il s'agit de demandes en dommages-intérêts ou de poursuites correctionnelles. Ce jury

(1) Une affaire jugée en première instance par le tribunal régional et n'ayant pas fait l'objet d'un appel serait, cependant, renvoyée au tribunal national, si les magistrats dominent, pour la fixation des dommages.

spécial siégerait à côté des magistrats, statuant avec eux sur le fait et sur le droit. »

Le tribunal national comportant prédominance de magistrats pourrait être composé différemment lorsqu'il s'agirait de questions disciplinaires, la prépondérance, dans ce cas, revenant aux médecins.

Quant au droit de poursuite, il appartient dans tous les cas à l'Ordre en ce qui concerne les questions disciplinaires. C'est le bureau administratif qui pourrait saisir l'organisme de juridiction; il jouerait ainsi le rôle de ministère public de la profession.

Le pénal serait saisi par l'Ordre après que celui-ci se serait prononcé sur le fait. Au cas où le pénal serait saisi par le Parquet, un renvoi aurait lieu afin que l'Ordre puisse d'abord se prononcer sur le fait; ceci uniquement en ce qui concerne les cas où un médecin est poursuivi pour des actes afférents à l'exercice de sa profession.

Le Tribunal de l'Ordre serait aussi saisi, selon notre conception, des différends entre médecins, ou entre malades et médecins; il ne se prononcera, rappelons-le, sur les dommages-intérêts que si, en appel, les magistrats ont la prépondérance, sinon il y a renvoi aux tribunaux civils.

Ce qui serait indispensable, les choses étant ce qu'elles sont, d'après la loi du 7 octobre, c'est que tout médecin condamné au pénal ou au civil soit automatiquement déféré au Tribunal de l'Ordre afin qu'une peine disciplinaire correspondante soit appliquée. Ceci, aussi bien dans le cas où les tribunaux de droit commun auraient été saisis par l'Ordre que dans le cas où ils auraient été saisis par des tiers ou par le ministère public.

Il ne peut en être autrement si l'Ordre est responsable de

l'honorabilité du Corps. C'est la « plainte secondaire des Parquets déférant au Conseil des Médecins déjà condamnés par les tribunaux répressifs pour délits de droit commun (1). »

Cela ne nous paraît pas suffisant. En effet, une grave négligence qui n'aura naturellement pas entraîné une poursuite au pénal aura pu donner lieu à une action civile. Une action disciplinaire doit pouvoir s'ensuivre.

Or, rien n'est prévu, actuellement, à ce sujet. Cependant, cette concordance entre droit commun et droit disciplinaire, sans être fixée comme il conviendrait, pourrait découler de la loi du 7 octobre puisque l'article 12 porte ceci : « L'action au tribunal disciplinaire sera intentée, soit à la requête de l'un des membres du conseil siégeant en comité secret, soit sur l'injonction du Ministre Secrétaire d'Etat à l'Intérieur, le Conseil supérieur de l'Ordre entendu. »

Mais le fait que l'Ordre jugera au disciplinaire après un jugement d'un tribunal de droit commun sans y avoir pris part, pourra aboutir à de curieux résultats. Il pourra arriver qu'un médecin condamné, par exemple, à payer des dommages-intérêts à un client, serait jugé exempt de faute par le tribunal disciplinaire et non puni. Ceci est courant en matière de droit commun en vertu des articles 1382 et 1383, mais il est reconnu qu'en ce qui concerne l'acte médical, seule la « faute grave », la « négligence impardonnable » peuvent donner lieu à des dommages-intérêts, et ceci est logique. Donc, si la juridiction disciplinaire ne retient pas les chefs du tribunal civil, la condamnation pro-

(1) Professeur Henri Verger. Conférence à l'Assemblée générale des médecins de la Gironde (1923).

noncée par ce tribunal n'est pas équitable, et représente un grand danger pour la santé publique (1).

Ceci serait évidemment évité si une seule juridiction était compétente, dans tous les cas où un médecin est impliqué. Il y aurait forcément concordance entre le jugement du fait, l'attribution des dommages-intérêts et la peine disciplinaire.

Deux dangers menacent les décisions du tribunal professionnel. On a parlé de la jalousie qui pourrait influencer les décisions des juges médecins. A ce propos, il nous paraît indispensable que des cas de récusation soient prévus. Souhaitons que le règlement d'administration public qui viendra donner son assise à la loi du 7 octobre 1940 tienne compte de cette nécessité.

Un des cas de récusation qui vient tout de suite à l'esprit est la proximité du lieu d'exercice de l'un des médecins-juge et du lieu d'exercice du médecin appelé à la barre.

D'autre part, il ne nous paraît pas normal que le médecin-rapporteur devant le Tribunal de l'Ordre ait voix de délibération. C'est cependant dans le sens affirmatif que la question sera sans doute tranchée.

On craint aussi que le juge-médecin ne commette quelque ingérence dans le domaine thérapeutique, ne s'érige en juge des techniques et apporte à cela un esprit de parti-pris. Ce danger fait pendant à celui de l'incompétence des magistrats, il serait minime au cas où le Tribunal de l'Ordre serait purement disciplinaire, plus important s'il fonctionnait comme juridiction d'exception.

Dans ce cas, on pourrait prévoir un certain « pana-

(1) Cf. la déposition de Velpeau dans l'espèce citée plus haut.

chage » dans la composition du tribunal qui comprendrait, à l'instar de certains conseils des métiers jurés d'autrefois, une proportion fixe de praticiens de long exercice (« maîtres anciens ») et de praticiens plus jeunes (« maîtres modernes »).

Très importante nous paraît la question des illégaux.

Nous étudierons cette question dans le chapitre de la juridiction parce que ce sera le plus souvent l'Ordre qui saisira le tribunal correctionnel à leur sujet. D'autre part, il ne serait pas impossible que l'Ordre en arrive à appeler devant sa juridiction et à punir des médecins qui auraient fait appel à la collaboration de gens réputés *illégaux*.

Le monopole de l'exercice de la médecine par les Docteurs diplômés et inscrits au tableau de l'Ordre ne peut faire l'objet d'aucune critique, mais un danger existe.

Toutes les branches des techniques (physique, chimie, etc...) ont prouvé qu'elles pouvaient être de précieux auxiliaires de la médecine. Toute application d'une technique extra-médicale doit être faite en coordination avec des médecins; ce principe ne peut être discuté, mais des exemples célèbres pourraient montrer que des réticences très fortes pouvaient venir de la part du Corps Médical et constituer un frein sérieux même au temps de l'inorganisation des médecins. La constitution d'un bloc de la médecine, sans fissure et sans petites portes, est un fait qui doit être pris en considération.

Il en est de même pour les méthodes et pratiques de diagnostic ou de thérapeutique qui émaneraient de non-médecins, dont les aptitudes pourraient être réelles, sans qu'il leur soit possible d'entrer dans le Corps Médical.

Les éléments indosés dans la biodynamie des corps ani-

més ou inanimés sont trop considérables pour qu'on puisse traiter avec une égale brutalité toutes les tentatives.

Un jour où nous nous entretenions de ces questions avec un de nos maîtres, homme de laboratoire, docteur en médecine, docteur ès science, il me fut répondu : « Présentez-moi n'importe lequel de ces faits que l'on attribue à des éléments encore inconnus et je pourrai toujours vous les expliquer par des phénomènes déjà connus. »

Il nous paraît y avoir là un orgueil qui, au sein d'un Corps trop bien fermé et trop bien défendu, pourrait présenter un réel danger (1).

Nous reconnaissons bien que l'éviction du charlatan fait partie de la mission de l'Ordre; nous reconnaissons également qu'un certain degré d'ostracisme, disons même de persécution, peut avoir une grande utilité pour la décantation et le perfectionnement d'une technique nouvelle, mais il faut, pensons-nous, parer à l'imperméabilité du Corps professionnel.

L'intervention de l'Etat nous paraît ici nécessaire : l'Etat va-t-il trancher dans les questions biologiques ou physiologiques? Va-t-il imposer au Corps Médical des balbutiements de conceptions nouvelles plus ou moins justes? Evidemment non!

(1) Au point de vue de la pensée, il y a, dans cette attitude, un exemple de ce terrible abus du rationalisme sous sa forme de criticisme qui, ici, va jusqu'à nier l'intuition sensible, attitude particulièrement incohérente puisqu'elle arrive même à barrer la route au « progrès » sur lequel elle s'appuie cependant. En effet, qui n'admettra le rôle de l'intuition dans la découverte et la valeur possible de pratiques empiriques dont l'explication n'a pas encore été trouvée?

Il agira seulement de façon à ce que tout soit étudié, de telle sorte qu'une discrimination puisse être faite entre le charlatanisme et de justes initiatives. Le but étant, d'une part, de permettre à celles-ci de faire leurs preuves et de trouver une place dans l'arsenal de la pratique médicale; et, d'autre part, de donner à l'Etat les sécurités nécessaires lorsqu'il prête main-forte à l'Ordre pour poursuivre les authentiques charlatans. C'est ici que nous rejetons la théorie de l'Etat au service des Corps pour adopter celle de la mise au service d'un Corps, dans l'intérêt général, du pouvoir de répression de l'Etat. Dans ce cas, des garanties d'équité devront avoir été prises. L'Etat ne peut donc prêter son concours de façon aveugle sans s'assurer que ceux qu'il va poursuivre ont été condamnés après une étude suffisante.

En vertu du pouvoir qu'il aurait d'examiner les dossiers des jugements concernant les illégaux, l'Etat pourrait s'apercevoir de la quantité plus ou moins grande des condamnations d'illégaux de même nature. Il ne reformera pas les jugements, bien entendu, mais il pourra exiger de l'Ordre des Médecins qu'il prescrive toute enquête, toute étude de laboratoire qui permettraient d'arriver à des conclusions qui, pour être provisoires, n'en donneraient pas moins sécurité pour un certain temps. L'Etat veillerait à ce que les illégaux aient toute possibilité de s'expliquer et tous modes d'étude pourraient être prescrits. L'Etat pourrait déléguer à une commission compétente un pouvoir d'arbitrage en dernier ressort.

Le résultat serait, ou bien une poursuite sévère des illégaux, ou bien l'organisation d'études plus approfondies, ou bien la rentrée des illégaux dans la légalité, par exemple dans un corps d'auxiliaires de la médecine; mais, de toutes

manières, la situation serait claire et toujours susceptible d'évolution.

Il ne s'agit pas, dans notre idée, d'ouvrir les portes toutes grandes aux « inventions » ou aux « découvertes » (1) ; mais *d'organiser la persécution* (2).

Ici, nous voyons l'application du rôle de contrôle de l'Etat, rôle reconnu par un grand nombre de corporatistes, mais qui hésitent trop souvent à examiner le domaine de ce contrôle.

L'Ordre des Médecins participe à l'organisation de la médecine.

Le cadre de l'exercice de la médecine importe à sa qualité ; l'Ordre, responsable, ne peut pas être tenu en dehors de l'élaboration de ce cadre.

LES POSTES MÉDICAUX.

Il a été bien prouvé que la mauvaise répartition actuelle, dont souffraient également le médecin et les malades, était due au manque d'organisation du Corps Médical. Il y a des endroits où les malades, soit qu'il y ait trop de médecins, soit qu'il n'y en ait pas assez, ne doivent pas apprécier le grand principe du libéralisme qui, paraît-il, assure la meilleure répartition des produits et des hommes.

Nous pensons que la carte des postes médicaux doit être

(1) Notons qu'il s'agit, le plus souvent, de *redécouvertes* ou d'un emploi rationnel de techniques fort anciennes, pratiquées empiriquement.

(2) Nous avons vu, par exemple, comment l'Etat n'a pas été inutile dans le développement de la chirurgie, bien que son action ait été exempte de brutalité et de précipitation.

élaborée par les représentants de l'Ordre et ceux de l'Etat (1).

Ajoutons que cette carte concerne aussi toutes les colonies et qu'une publicité suffisante devra être faite pour ces postes d'outre-mer.

Une fois la carte dressée, c'est l'Ordre qui est chargé de pourvoir aux vacances en laissant la plus grande liberté possible aux candidats. Des mutations seraient d'ailleurs possibles au moment de ces vacances. Le libre choix serait respecté et les malades pourraient voir n'importe quel médecin, ce qui est possible, l'Ordre ayant le moyen de réprimer « la concurrence déloyale ».

C'est l'Ordre qui est responsable de l'occupation de ces postes. Sans vouloir nous appesantir sur les cruelles déceptions que les populations ont éprouvées devant l'attitude de leurs médecins dans les circonstances tragiques que nous avons traversées, nous devons remarquer qu'il y a là un fait éclatant en faveur de l'Ordre des Médecins. S'il y en avait eu un au moment de la guerre, il est certain que de telles choses ne se seraient pas passées. Nous devons constater qu'un grand nombre de médecins n'ont pas, par leur conduite, justifié leur confiance illimitée dans l'individualisme, et que, par contre, ils ont failli justifier une ingérence que l'Etat aurait pu se permettre au nom du plus strict intérêt général.

LES HAUTES FONCTIONS.

Une tâche urgente de l'Ordre nous paraît être d'organiser certaines fonctions de façon à ce qu'elles puissent être effectivement occupées.

(1) Les directeurs régionaux à la santé.

C'est ainsi qu'il ne nous paraît pas possible qu'un médecin ou un chirurgien soit à la fois membre de l'Académie de Médecine, professeur à la Faculté, chargé d'un service hospitalier, chargé de l'enseignement des étudiants dans ce service, pourvu d'une clientèle, membre de sociétés diverses, de commissions variées, et qu'il puisse, en même temps, se livrer aux recherches scientifiques, être en rapport avec l'étranger, accomplir des missions particulières en France, aux colonies et à l'étranger. Il ne nous paraît pas possible que cet immense travail puisse être accompli, même avec des collaborations, par un seul homme, dans l'atmosphère de détente indispensable au travail intellectuel et au rôle d'éducateur (1).

LES SPÉCIALITÉS.

Quant à la création de nouvelles formes d'applications de certaines branches de la médecine, elle peut être suggérée par les représentants qualifiés de l'Etat, mais elle incombe à l'Ordre des Médecins. Nous voulons parler principalement de la création éventuelle de centres spécialisés.

Le Docteur LUTEMBACHER (2) les préconise au nom d'une expérience déjà longue dans un centre de cardiologie qu'il dirige. Il montre notamment comment, par cette solution, l'avenir de la maladie de Bouillaud serait complètement transformé; il tient compte d'un obstacle possible : « Etablir le traitement rigoureux des malades, en respectant les *justes droits* du médecin de famille, doit être l'essentielle préoccupation de ceux qui organisent la médecine de de-

(1) Cf. Lutembacher. *Archives hospitalières*, 1940, n° 18.

(2) *Archives hospitalières* du 4 octobre 1940.

main. » Le Docteur DELORT a, de son côté, préconisé les centres de gastro-entérologie avec la même réserve.

Pour les spécialités nécessitant de grandes installations, des auxiliaires spécialement entraînés, un traitement étroitement suivi, il nous paraît indispensable que l'Ordre prenne des mesures adéquates : centres régionaux, système spécial de financement des installations particulières, etc... La collaboration avec l'Etat pourra être une aide précieuse.

Les questions relatives à la natalité feront, de même, l'objet d'une coordination entre l'Etat et l'Ordre. Au sein de celui-ci, les accoucheurs formeraient un groupement homogène où toutes les questions d'organisation (notamment les maternités) seraient étudiées avec les représentants qualifiés de l'Etat. Ceux-ci auraient un pouvoir d'organisation et exerceraient une surveillance très attentive sur le fonctionnement général des organismes ayant trait à la maternité. Mais les conditions d'exercice de leur art, fixées par les accoucheurs, devraient être la base de toute organisation.

A notre avis, ce qui concerne la maternité devrait être désolidarisé de la médecine de soins. C'est une branche qui réclame la spécialisation, une adaptation d'horaires qui est peu compatible avec la vie d'un praticien. L'accouchement est souvent « une perte de temps » que le médecin rattrape difficilement, qui nuit à son repos et souvent à ses malades ; l'acte obstétrical en pâtit parfois. Fréquemment, les auxiliaires de cet art ne sont pas assez surveillées et dirigées.

La répartition des accoucheurs, leurs moyens pratiques d'exercer seraient, comme pour les autres spécialités, fixés par l'Ordre, en accord avec l'Etat.

L'HOSPITALISATION.

Nous ne pouvons envisager ici qu'une participation des médecins à l'administration hospitalière. En effet, nous ne partageons pas le point de vue donné dans « la Profession médicale », selon lequel le rôle de la corporation médicale serait prépondérant dans l'administration hospitalière.

Seul, l'Etat a le moyen de préparer et d'exécuter le plan d'ensemble, travail pour lequel il a prévu sa compétence puisqu'il dispose maintenant d'organismes composés de techniciens qui sont, en grande partie, des fonctionnaires à la fois médecins et administrateurs. On dira bien que c'est l'Ordre qui aurait pu disposer de ce personnel, nous ne le pensons pas, car il faut considérer à quoi serait attaché ce personnel. Au Conseil national de l'Ordre pour ce qui est du plan général d'hospitalisation de la France et des colonies? Le Conseil national, composé de personnes qui vivent encore une vie médicale active et qui sont donc très occupées, sera déjà accablé de préoccupations; il n'est pas préparé pour prendre ces décisions importantes qui s'imposent à l'administration publique. Le Conseil devrait alors être un organisme siégeant en permanence, dont chaque membre serait entièrement consacré à sa tâche corporative. Ce ne seront donc plus des praticiens ou des hommes de science, et alors le but de l'Ordre ne serait plus rempli. De plus, le Conseil, une fois équipé, devenu compétent, comment envisager de le remplacer constamment; il deviendra fixe, il ne s'agira plus de représentants du Corps Médical, mais d'une sorte de directoire administratif. Quant à la solution qui consisterait à créer, au sein du Corps, des organismes compétents, non sujets à l'élection, sortes de fonctionnariat de l'Ordre, cela nous paraîtrait détestable;

ces organismes prépareraient des solutions, des décisions que le Conseil de l'Ordre, vu son incompétence, entérinerait automatiquement. Pour l'exécution des décisions, c'est le Conseil qui entrerait en rapports avec les autorités publiques et ceci sur un plan qui est peu familier à des médecins. On en arriverait à la direction de la corporation par les bureaux.

Il faut arriver, pensons-nous, à une répartition rationnelle des fonctions. L'Etat, par des fonctionnaires qui connaissent les problèmes médicaux tout en étant administrateurs, fait le cadre de l'hospitalisation qui est un service public, mais les médecins doivent pouvoir être entendus pour poser les conditions de la meilleure médecine qu'ils doivent assurer. Tel est d'ailleurs le sens de la loi du 15 octobre 1940.

L'hospitalisation doit donc être l'objet d'une répartition des tâches : les médecins soignent les hospitalisés, l'organisation revient à ceux qui ont la vocation et la compétence de constituer les cadres administratifs des services publics. Etant bien entendu que ce cadre doit être fait pour réaliser le but à atteindre qui est d'assurer une bonne médecine. Le Corps Médical doit être assez bien organisé pour exprimer clairement les conditions d'un bon exercice de leur art, l'Etat doit être assez compétent pour comprendre ces conditions, assez bien organisé pour coordonner tous les intérêts et agir avec souplesse, assez fort pour faire régner l'ordre.

Les praticiens doivent donc être représentés dans tous les organismes d'administration, devant tous les organismes de direction générale ou régionale dont le rôle est d'assurer un bon fonctionnement de l'hospitalisation. L'Ordre des Médecins doit donc avoir des délégués dans les commissions

administratives; les Conseils régionaux de l'Ordre sont les conseillers du directeur régional à la Santé.

Le Conseil national discute avec l'Etat du plan général et des questions régionales qui n'auraient pu être réglées localement. Ce sont les négociations qui doivent préparer les décisions prises par ceux qui ont le pouvoir de décider en dernier ressort.

La représentation des médecins doit être spécialement bien réalisée pour le cas où il s'agit de centres hospitaliers cantonaux mixtes dans les lieux où il ne peut y avoir de cliniques privées à côté des hôpitaux.

Ajoutons que si une solution hypercorporative devait être envisagée pour l'hospitalisation, nous préférierions voir l'administration hospitalière aux mains des Corps de métiers avec participation de chacun d'eux dans les endroits où plusieurs hôpitaux ne pourraient être créés. Cette solution nous paraîtrait meilleure que celle qui tendrait à mettre tous les hôpitaux dans les mains de la corporation médicale.

CHAPITRE V

RAPPORTS AVEC LES ORGANISMES EXTÉRIEURS

Rapports avec les auxiliaires médicaux.

Considérons tout d'abord les rapports de l'Ordre avec les autres groupes de la corporation sanitaire.

Ceux-ci auraient des organismes indépendants de délibération mais, en fait, l'Ordre interviendrait fréquemment dans leur vie, notamment leurs statuts devraient être acceptés par le Conseil national de l'Ordre des Médecins.

D'autre part, les auxiliaires médicaux et les dentistes relèveraient de la juridiction disciplinaire médicale.

En effet, leurs fautes sont très préjudiciables à l'acte médical et engagent la responsabilité du médecin. La composition du tribunal disciplinaire serait différente lorsque celui-ci aura à connaître d'une affaire concernant un auxiliaire médical ou un dentiste. Dans ce cas, des auxiliaires ou des dentistes siègeraient avec les médecins, la majorité des voix restant à ceux-ci.

En appel, ils pourraient siéger en nombre égal à celui des médecins; ceci tout au moins lorsqu'il s'agit d'une exclusion.

Il y aurait, naturellement, des magistrats dans ce tribunal d'appel comme dans les cas concernant des médecins.

Pour ce qui concerne les délibérations importantes des groupements d'auxiliaires, elles seraient soumises à l'Etat avec un avis de l'Ordre. Dans la loi actuelle, rien n'est prévu à ce sujet.

Rapports avec les professions les plus voisines.

Des conflits pourront naître entre l'Ordre des Médecins et les organisations des professions apparentées à la médecine (pharmaciens, orthopédistes, fabricants de matériel médical, laboratoires, etc...). L'Etat jugera en dernier ressort, non sans avoir, comme dans le cas précédent, épuisé toutes les possibilités d'arbitrage.

Quant aux publications dites de vulgarisation et aux réclames médicales dans les journaux ou sur la voie publique, l'Ordre en demandera certainement la suppression d'ici peu de temps. Il lui sera facile d'étayer sa demande à l'Etat, de même qu'il sera facile à celui-ci de justifier sa décision s'il était besoin :

Si une personne se fait une entorse par la faute d'un pavé qui n'est pas en place sur la voie publique, l'administration est responsable, mais nous pensons que si un hernieux ne se fait pas opérer et que sa hernie s'étrangle pour avoir suivi les conseils d'une affiche, il a subi, du fait de la voie publique, un préjudice bien plus grave. Si on ne veut pas en rester à une conception superficielle de la responsabilité et du rôle d'assureur de sécurité que doit tenir l'Etat, on doit dire que sa responsabilité est engagée dans tous les cas où un préjudice a été causé du fait de la voie

publique, c'est d'ailleurs ce qui se passe en matière de publications pornographiques. Si l'Etat doit assurer la sécurité publique, il ne peut laisser quelques individus nuire à des gens sans défense du fait de l'emploi de moyens de pression purement commerciaux pour des matières où se jouent leur santé.

Rapports avec les collectivités payantes.

En l'état actuel des choses, le problème des rapports entre les médecins et les organismes payants est un des plus importants.

Nous pensons qu'il peut être assaini par la création de l'Ordre. En effet, la question de la confiance est primordiale. Il est souvent arrivé que des collectivités (1) ne veuillent traiter qu'avec des médecins syndiqués. La garantie que peut offrir un groupement professionnel s'étendrait maintenant à tout le Corps Médical. Tout contrat entre une collectivité et des médecins devra se faire sur une base qui aura été fixée à l'avance par l'Ordre avec l'assentiment de l'Etat : tout contrat local devra être autorisé par l'Ordre. Là encore, l'Etat jouera le rôle d'arbitre en cas de conflit. C'est dans ce sens que s'orientent les choses, pensons-nous, car nous croyons savoir que le Conseil national de l'Ordre vient d'interdire tout nouveau contrat individuel de ce genre et compte réviser ceux existant.

D'autre part, il est bien certain que les collectivités ne pourront plus s'adresser à un médecin que par le canal de

(1) Paul Guérin, dans sa thèse, cite le cas de la « société artésienne de force et de lumière ». Il y en eut bien d'autres depuis.

l'Ordre, aussi espérons-nous qu'un médecin ne recevra plus d'avis d'un caissier lui enjoignant de modérer ses ordonnances, ses prescriptions étant en moyenne de 23 fr. 40 plus chères que la moyenne départementale pour les soins aux blessés de guerre (1).

La question des collectivités payantes ou du « tiers payant » pose deux problèmes : celui des prestations et celui du contrôle.

LES PRESTATIONS.

Une remarque d'ordre général concernant les honoraires nous paraît s'imposer.

L'honoraire n'est pas un juste prix; il n'est pas un terme d'échange entre le médecin et le malade. L'acte médical est un service rendu qui n'est pas estimable, qui n'est pas payable. Ce qui paye vraiment le médecin, c'est la constatation, par lui, du résultat obtenu; c'est aussi la reconnaissance du malade et de sa famille; c'est la disposition des cœurs lorsqu'il arrive et lorsqu'il s'en va; c'est la confiance respectueuse qui lui est témoignée; mais le médecin doit vivre dans un degré de sécurité matérielle qui lui assure une tranquillité intellectuelle correspondante à sa haute fonction, à ses obligations scientifiques et morales.

S'il en est de même, par exemple, pour les carrières artistiques, il n'en est pas ainsi des professions économiques où le rendement est, ici, un facteur licite puisque l'objet est en rapport direct avec une matière épuisable qui comporte donc un prix (2).

(1) Cité par Paul Guérin.

(2) Ce qui ne veut pas dire que la conception libérale du profit, que la conception du travail pris comme marchandise, soient saines en régime capitaliste.

Il n'a pas été possible, à notre civilisation, de trouver un moyen qui permettra au médecin de vivre sans que l'acte médical soit relié directement à la contre-partie pécuniaire; si bien qu'il s'est créé une interposition fâcheuse entre le médecin et celui qui a besoin de lui, interposition plus grave en elle-même que l'interposition de collectivités payantes vilipendées par tant de médecins. La notion de profit, ou, tout simplement, de sécurité, s'est glissée consciemment ou inconsciemment dans l'esprit du médecin, la question du prix est venue apporter un supplément matériel au trouble, déjà grand, du malade. Voilà, au fond, la grande interposition plus rarement dénoncée que celle des collectivités payantes.

Nous pensons, au contraire, que l'interposition convenable de celles-ci pourrait neutraliser l'interposition pécuniaire.

Leur éclosion, sous la pression évidente des faits, eut lieu dans une société inorganisée et qui avait perdu la notion des valeurs; de grands inconvénients se sont fait jour, auxquels l'Ordre, pensons-nous, pourrait apporter des remèdes.

Il n'y a vraiment interposition financière entre le malade aisé et le médecin qu'en tant que celui-ci aurait l'esprit de convoitise. Dans ce cas, le triage, l'épuration, l'éducation morale des médecins réussiraient à remettre l'honoraire à sa simple place de contre-partie et non de profit.

Quant au malade indigent (dont le nombre doit être très faible dans une société organisée) et aux malades ayant des revenus « moyens » (leur nombre, déjà grand, augmentera encore), l'intervention d'un tiers payant leur permet de bénéficier d'une médecine complète qui, il faut le remarquer, est devenue ruineuse.

L'intervention du tiers payant ne serait pas une interposition, mais, au contraire, une levée de l'interposition créée entre le malade et le médecin par la question pécuniaire. Le médecin doit trouver, par le tiers payant, une plus grande liberté thérapeutique.

Cette question doit être étudiée de près, car il n'est plus question de crise. Les choses se passeront de telle sorte que le nombre des malades à revenus moyens grandira, en même temps que grandira la cherté de la médecine. Il ne faut donc pas espérer la mort du tiers payant, il faut envisager, au contraire, son extension et ses possibilités, de plus en plus grandes, de bienfaisance.

L'intervention du tiers payant doit donc lever un obstacle et non se substituer à celui de l'argent dans le « tête-à-tête » de l'acte médical. Elle doit donc être invisible, absente du « combat singulier ». Pour que le résultat escompté puisse être obtenu, quatre conditions nous paraissent devoir être réalisées.

A) L'éducation du public doit être faite.

Il faut que la médecine reprenne le rang auquel elle a droit. La fonction médicale doit être comprise de tous, et moins les malades honoreront directement l'acte médical, plus ils devront en connaître le vrai prix. L'éducation de la confiance, de la reconnaissance se fera non seulement par la manière d'être du Corps Médical, mais aussi par tous les moyens adéquats, notamment par l'école.

B) L'Ordre des Médecins, par son action de sélection, son pouvoir de répression, son rôle d'éducation morale du Corps Médical, parviendra à rendre à celui-ci une honorabilité parfaite, justifiant toute la confiance qu'il réclame et qui lui est due.

C) L'Ordre règlera de façon autorisée avec les collectivités payantes, sous l'arbitrage éventuel de l'Etat, les questions matérielles des rapports entre le tiers payant et le médecin, les questions administratives et pécuniaires, le Conseil national établissant avec la caisse la convention-type.

D) Pas de rapports entre le médecin et le tiers payant. Ils doivent s'ignorer aussi bien pour les questions de règlement des frais de prestations que pour le contrôle.

Pratiquement, il s'agira d'honoraires versés par le malade et dont il sera remboursé, mais il pourrait s'agir aussi d'une solution telle que celle proposée par le Docteur CIBRIE (1) :

L'assuré ayant acheté, par exemple, 15 francs un carnet de chèques de 100 francs, remet l'un de ceux-ci à son médecin, à chaque acte médical, en plus de la différence que le médecin pourrait demander. Le médecin désigne, sur le chèque, l'acte médical dont il s'agit (suivant le mode des feuilles des Assurances Sociales), le médecin remettrait ses chèques au bureau administratif de l'organisme représentant l'Ordre dans sa région et c'est ce bureau qui effectuerait les versements.

LE CONTRÔLE.

Il pourrait se faire sur le mode suivant, partiellement en vigueur actuellement : en dehors de la confiance morale que le tiers payant aurait dans le médecin par la garantie de l'Ordre, il s'établirait une confiance dans le contrôle de l'Ordre sur ses membres.

(1) *Siècle médical*, 20 juillet 1928.

Si le tiers payant conservait près de lui des médecins inspecteurs, ceux-ci n'auraient de rapports qu'avec les malades; leurs conclusions seraient transmises à l'Ordre qui effectuerait le contrôle et prendrait les dispositions nécessaires (enquête (1), avis, citation en juridiction disciplinaire). Le contrôle par l'Ordre serait effectué par des médecins dont la charge ne serait naturellement pas élective.

Là encore, le représentant qualifié de l'Etat pourrait être appelé à arbitrer, par exemple, dans le cas où le tiers payant constaterait une trop grande indulgence de l'Ordre vis-à-vis des médecins.

Nous pensons que, de la sorte, le tiers payant donnerait au médecin et au malade une sécurité matérielle qui assainirait l'atmosphère de l'acte médical sans, cependant, être « *en tiers* » dans le tête-à-tête. L'Ordre jouerait un rôle d'intermédiaire et de contrôle dont l'efficacité serait garantie par l'arbitrage éventuel de l'Etat.

Pratiquement, il suffirait d'adapter et de généraliser les applications du décret-loi du 28 octobre 1935 :

Art. 8, § 1. — *La caisse exerce un contrôle général sur l'ensemble des services, les administrations hospitalières sur leurs établissements. Dans le cas où existe une convention avec la caisse, les syndicats professionnels contrôlent eux-mêmes, soit sur la demande de la caisse, soit sur leur initiative, la façon dont les services techniques sont assurés.*

Le règlement d'administration public du 19 mars 1936 donne des précisions qui doivent être citées :

Art. 16, § 1. — *Le contrôle technique exercé sur les services médicaux et pharmaceutiques est, en ce qui concerne les malades*

(1) Pour l'enquête ou la convocation pour explications, le tribunal disciplinaire se nommerait *conseil de famille*.

soignés à domicile ou chez le praticien, confié par les Caisses aux Syndicats professionnels de praticiens avec lesquels elles ont passé une convention et dans les conditions qui y sont fixées, sous réserve du contrôle général appartenant à la Caisse et qui ne peut être délégué par elle.

Le syndicat professionnel s'engage, dans la convention, à exercer ce contrôle technique de sa propre initiative et sous sa propre responsabilité, de manière à en assurer la pleine efficacité, ainsi qu'à déférer aux demandes spéciales d'intervention que la Caisse lui adresserait.

Les syndicats de praticiens ne peuvent, sous peine de retrait de l'habilitation, se soustraire à l'obligation d'exercer ce contrôle. En cas de carence de leur part, la Commission tripartite, prévue à l'article 8, § 4 du décret-loi du 28 octobre 1935, prend toute mesure nécessaire pour y parer.

§ 2. — Le contrôle technique a essentiellement pour objet la recherche et le redressement de tout abus professionnel.

En ce qui concerne les soins, il porte notamment sur le nombre des visites, l'exactitude des certificats, la régularité des ordonnances, l'économie dans la prescription du traitement, et, d'une manière générale, sur la façon dont les prestations sont dispensées par les praticiens.

En ce qui concerne les fournitures de médicaments ou d'appareils, il porte, indépendamment de l'application éventuelle de la législation sur les fraudes, sur la nature et la quantité des prestations fournies et sur l'exactitude des tarifs appliqués par le praticien.

L'exercice de ce contrôle ne peut, en aucun cas, entraver ou retarder l'administration des soins ou la fourniture des médicaments, ni avoir pour effet de substituer à la responsabilité du médecin traitant, celle d'autres praticiens.

§ 3. — Sans préjudice du droit qui appartient aux syndicats professionnels de poursuivre, dans les conditions prévues par leurs statuts, la répression des abus qu'ils constatent, ils portent à la connaissance de la Caisse ces abus, en vue de la défense, par celle-ci, de ses intérêts propres.

Telle est la juridiction de premier degré; un premier appel peut être fait devant le Conseil de Famille national.

Art. 2. — *Le Conseil de Famille national est compétent pour juger, en appel en matière d'Assurances sociales, les décisions rendues par les Conseils de Famille départementaux, à l'occasion de l'application du décret-loi du 28 octobre 1935 sur les assurés du Commerce et de l'Industrie, et du décret-loi du 30 octobre 1935 sur les assurés de l'Agriculture, ainsi que de toutes les dispositions législatives sur les Assurances sociales.*

Art. 3. — *Tout médecin condamné par un Conseil de Famille départemental a le droit de faire appel devant le Conseil de Famille national. La Caisse et le Syndicat intéressés ont le droit de faire appel à minima.*

Un deuxième appel peut avoir lieu devant la *Commission de contrôle* créée par le décret-loi du 28 octobre 1935. L'article 10 du règlement du Conseil de Famille est ainsi conçu :

Les décisions du Conseil de Famille national peuvent être déférées à la Commission supérieure de contrôle prévu à l'article 8, § 5, du décret-loi du 28 octobre 1935, laquelle statue en dernier ressort.

§ 5. — Les difficultés auxquelles donnent lieu l'exécution du contrôle du service technique, tel qu'il est prévu par le paragraphe ci-dessus, sont soumises à une Commission supérieure de contrôle. Cette Commission est composée d'un conseiller d'Etat qui exerce de droit la présidence, d'un représentant des Caisses et d'un représentant des groupements de médecins, de chirurgiens-dentistes, de sages-femmes ou de pharmaciens, suivant que le litige met en cause, un médecin, un chirurgien-dentiste, une sage-femme ou un pharmacien. Le conseiller d'Etat est désigné, chaque année, par le Conseil d'Etat. Le représentant des Caisses et les représentants des groupements professionnels des praticiens

sont élus chaque année par le Conseil supérieur des Assurances sociales et choisis dans son sein.

La Commission statue en premier et en dernier ressort sur les litiges qui, en raison de l'absence de convention passée dans les conditions de l'art. 6, § 5, n'ont pas été préalablement soumis aux Groupements professionnels nationaux de praticiens. Elle connaît *en appel et en dernier ressort* des décisions prises conformément à leurs statuts par les groupements professionnels nationaux de praticiens. La Commission est saisie, soit par les groupements professionnels de praticiens, soit par le praticien ou les caisses intéressées. Le recours est suspensif.

Sur un point, nous ne pouvons suivre le législateur ; nous reconnaissons à la caisse le droit d'être plaignante, le droit de faire appel, mais non le droit d'être juge, même en deuxième appel. Celui-ci devrait, à notre avis, être porté devant le tribunal disciplinaire de l'Ordre composé comme il a été indiqué plus haut. La prépondérance des magistrats nous paraît une garantie suffisante pour les caisses. Quant au médecin, il n'aurait pas une moins bonne garantie puisqu'à la Commission supérieure de Contrôle il a, en face de lui, sur trois juges : un conseiller d'Etat avec voix prépondérante et un représentant des caisses (1).

(1) Cf. Annexe I.

CHAPITRE VI

L'ENTR'AIDE

La retraite des médecins, les bourses pour les étudiants, etc., seraient administrées par l'Ordre et financées au moyen de perceptions qu'il effectue, de donations qu'il reçoit. Ces ressources serviraient aussi à couvrir les frais des services administratifs.

Les perceptions faites par l'Ordre s'imposent à tous ceux qui exercent la profession médicale, le principe est donc la délégation par l'Etat de son pouvoir de lever l'impôt.

Cette fonction, purement intérieure de l'Ordre, n'est pas de notre sujet. Signalons seulement ce point : si la plus grande liberté doit être laissée au corps dans ce domaine, un représentant de l'Etat, un inspecteur des finances, examinerait annuellement les comptes de gestion avant leur approbation par les assemblées de l'Ordre.

Ce contrôle résulte :

1° Du fait qu'il y a délégation;

2° Du fait que si la gestion était mauvaise, l'équilibre d'un corps semi-public se trouverait ainsi gravement atteint; la sécurité de ses membres serait menacée et l'Etat se verrait très probablement sollicité de combler le déficit.

CHAPITRE VII

PRINCIPES ET ÉVOLUTIONS DES FORMES

« Une société peut être grande et prospère malgré des erreurs, même graves, dans l'ordre des sciences physiques; on a cru pendant longtemps, par exemple, que le soleil tourne autour de la terre et cela n'a pas empêché l'humanité d'avoir de glorieuses annales. Au contraire, qu'une erreur égare un pays dans l'ordre moral (1) ou politique, c'en est fait de lui. Les peuples qui n'acceptent pas la discipline des principes subissent tôt ou tard la discipline de la force (2). »

Certaines de nos erreurs crèvent les yeux, mais nous ne liquiderons ce lourd passé qu'en nous attaquant aux grandes déviations intellectuelles, car ce sont elles qui nous avaient amenés à des institutions artificielles, inventées de toutes pièces, et qui ne correspondaient ni à la nature des hommes, ni à la réalité constante des choses. Sous tous les grands mots tels qu'« *individu* », « *progrès* », il y avait seulement un grand orgueil. L'erreur était bien dans l'esprit, dans les conceptions politiques, c'est pourquoi nous en

(1) Nous aurions préféré le terme : *métaphysique*.

(2) Ch. Beudant, *Le droit individuel et l'Etat*.

sommes arrivés là; tout péril n'est d'ailleurs pas encore écarté.

Le retour aux corporations était souhaitable, mais celles-ci ne peuvent être étudiées *in abstracto* comme cela avait été fait trop souvent. Elles doivent être replacées dans l'ensemble de la vie politique de la collectivité.

La création de l'Ordre des Médecins, comme celle de tout autre Corps, n'est qu'une tentative locale destinée à ajuster la profession médicale avec l'ordre social.

« L'ordre social est une organisation de la société *sur certaines bases* en vue d'assurer au mieux la subsistance du groupe, de faire l'entreprise d'une civilisation et aussi en vue d'obtenir, par des équilibres appropriés, le mouvement lent et uniforme de l'ensemble des situations et relations sociales. » HAURIU, qui nous donne cette définition, précise ensuite l'expression « l'entreprise d'une civilisation », c'est « le développement d'une société susceptible de réaliser, dans toutes ses conséquences, le type humain le plus haut ».

HAURIU donne ensuite le cadre de l'ordre social : « Il y a une forme plus objective de la vie propre et autonome de l'ordre, ce sont les institutions et surtout les institutions corporatives. Tout le secret de l'ordre constitutionnel est dans la création d'institutions vivantes. Les lois constitutionnelles ne signifient rien en tant que règles, elles n'ont de signification qu'en tant que statuts organiques d'institutions. »

Mais les institutions corporatives elles-mêmes ne concernent que des points particuliers, aussi n'ont-elles, en elles-mêmes, qu'une valeur relative si on ne les fixe pas dans un cadre général; « force individuelle et force corporative peuvent parfaitement se concilier, à une condition : c'est qu'au-dessus des libertés individuelles qu'opposent nos in-

térêts et nos tendances personnelles, au-dessus du syndicalisme qui risque, s'il est sans frein, d'aboutir aux pires tyrannies, il y ait une autorité souveraine qui domine, au nom de l'intérêt général réalisé dans un gouvernement qui ait le courage de gouverner (1). »

Pour que l'équilibre des Corps puisse assurer l'harmonie, il paraît indispensable de reconnaître que « l'Etat est, par essence, le définisseur des droits et des responsabilités juridiques (2) ».

L'Etat maintient les Corps dans leur vocation, les maintient dans l'application de leurs règles, veille à la correspondance entre leur action et l'intérêt général. L'Etat maintient aussi le Corps en éveil, l'empêchant de *s'installer* dans des privilèges, de s'endormir dans la sécurité de quelqu'un qui se sent à l'intérieur d'impénétrables barrières. La possibilité, pour l'Etat, de contraindre le Corps à une réformation lui fera une obligation de ne pas négliger sa fonction publique.

Le Corps, solidement constitué, animé d'une volonté cohérente, d'une compréhension claire de son rôle, est une force qui saurait faire échec à une manière despotique que pourrait prendre l'Etat. L'arbitraire ne serait guère possible, car les moyens arbitraires de pression s'épuiserait vite dans une société corporative. La place des institutions, dans un pays ordonné, dépend surtout de leur valeur interne. Mais si c'est l'effort des hommes, à l'intérieur de chaque institution, qui compte, il n'en est pas moins vrai que c'est la hiérarchie qui existe entre elles qui assure l'ordre général.

(1) Mestre, professeur à la Faculté de Droit de Paris, dans un discours sur « l'Etat moderne » (avril 1936).

(2) Leroy-Beaulieu.



Comme tout autre corps professionnel, l'Ordre des Médecins est donc un organisme possédant des caractères d'intérêt public et d'intérêt privé, mais, tout n'étant qu'inégalité, la proportion des deux caractères est inégale dans les différentes professions.

Dans les professions commerciales, il convient de restaurer la notion d'utilité publique, mais l'intérêt particulier, s'il ne doit plus être une fin en soi, reste une norme. Même si la notion de profit passe au second plan dans une entreprise, la question du prix de revient, du prix tout court, restera capitale. La médecine, au contraire, est, en principe, dans le domaine impayable de l'intellectualité et les services rendus devraient être inconditionnés.

Donc, si l'on considère l'essence de la médecine, nous avons eu grand tort de la placer, même d'une façon spéciale, dans le cadre général de l'organisation professionnelle. Dans une société idéale, le Corps des Médecins devrait, non seulement échapper à tout contrôle d'organismes financiers (tiers payants), mais encore il devrait être absolument indépendant de l'Etat. Il devrait former une caste fermée se sélectionnant, s'instruisant sans aucun contrôle, vivant sans aucune préoccupation d'ordre matériel, dépositaire de valeurs essentiellement intellectuelles; autrement dit, un Corps quasi sacerdotal.

Par suite de la nouvelle forme des exigences matérielles, par suite aussi d'évolutions, nous dirions volontiers de régressions internes et externes, la médecine n'est pas, et ne peut pas être, du jour au lendemain, ce qu'elle devrait être. Ainsi, tout en lui donnant une place spéciale, il n'est pas

possible de la faire échapper au cadre général de l'organisation sociale.

Si on voulait poursuivre d'emblée cet affranchissement de la médecine, on parviendrait, nous semble-t-il, à un degré d'anarchie plus grand encore que celui où tentait de nous amener l'individualisme. Des étapes sont nécessaires au reclassement des valeurs. La première de ces étapes : tutelle de l'Etat sur la profession organisée, révolte, d'une part, les individualistes impénitents, et, d'autre part, les corporatistes intransigeants, mais elle paraît cependant indispensable.

L'essentiel était d'arriver à la réalisation du Corps. Celui-ci existe maintenant. Une lente évolution le mènera peut-être, d'ici un ou deux siècles, à une plus grande conformité avec l'idéal.

Mais notons bien que si nous parlons d'une évolution possible des institutions, ce n'est pas au point de vue du « progrès » que nous nous plaçons, mais seulement au point de vue de la modification des formes qui tendraient, en même temps qu'à s'adapter aux contingences, à se rapprocher de plus en plus de la meilleure application possible des principes.

CONCLUSION

L'organisation de la médecine entre dans une phase nouvelle. Mais, pour l'instant, il n'y a encore eu dans la profession médicale qu'une révolution de principe; on ne peut pas dire que soit entamée la grande régénération de ce Corps. L'instrument indispensable est là, comment sera-t-il utilisé?

La nouvelle législation a compris la nécessité d'organiser une tutelle de l'Etat sur le Corps par le canal de services réellement compétents. Ainsi se trouvent ruinées les conceptions plus ou moins anarchiques tendant à l'omnipotence et à l'autonomie absolue des groupements professionnels.

Mais si nous reconnaissons que l'Etat doit se réserver tout le domaine des décisions administratives que, seul, il peut prendre en faveur de la santé publique, si nous lui reconnaissons un certain droit de contrôle sur l'organisation professionnelle et une participation à la juridiction du Corps, nous devons reconnaître aussi que la nouvelle loi ne laisse pas à l'Ordre une responsabilité suffisante dans la préservation de la santé publique, elle lui donne des attributions juridictionnelles trop restreintes, elle ne lui donne aucune attribution sur les professions connexes de la médecine. De la sorte, on peut craindre que l'Ordre ne soit pas

cet organisme vivant, sans cesse en alerte, techniquement responsable de la santé publique, responsable de la valeur des médecins et de leurs auxiliaires.

S'il y a maintenant en présence un état nouveau et de nouvelles institutions semi-publiques, il nous reste à souhaiter que les rapports entre eux évoluent vers un meilleur équilibre.

Vu :

Le Président,

LAINEL-LAVASTINE.

Vu :

Le Doyen,

M. BAUDOUIN.

Vu et permis d'imprimer,

*Le Doyen de la Faculté des Sciences
chargé des fonctions de*

Recteur de l'Académie de Paris :

MAURAIN.

ANNEXE I

SCHEMA DE LA COMPETENCE DE LA JURIDICTION MEDICALE CONSIDEREE COMME JURIDICTION D'EXCEPTION

Le Tribunal régional juge en première instance :

1. — L'inscription au tableau.
2. — Les affaires disciplinaires.
3. — Les affaires entre médecins.
4. — Les affaires entre un médecin et un malade (avec renvoi pour fixation des dommages-intérêts devant le Tribunal civil ou le 3^e degré de juridiction proposé ici).
5. — Les affaires concernant les auxiliaires médicaux (avec composition spéciale du Tribunal).
6. — Les affaires concernant un médecin et un tiers payant.

*Le Tribunal national
avec prédominance des médecins, juge :*

1. — Les affaires disciplinaires en dernier ressort.
2. — Les affaires concernant deux médecins avec recours possible à la Cours de cassation.
3. — Les affaires concernant un médecin et un tiers payant en premier appel.

*Le Tribunal national
avec prédominance des Magistrats, juge :*

1. — Les cas de refus d'inscription au tableau, et les cas où un médecin a été rayé.
2. — Les affaires concernant un médecin et un malade en dernier ressort, sauf recours en Cassation.
3. — Les affaires disciplinaires concernant les auxiliaires médicaux en dernier ressort.
4. — Les affaires concernant un médecin et un tiers payant en dernier ressort.

ANNEXE II

Parfois, mais rarement, ceux qui parlent de la révolution nationale, essayent d'en rechercher les bases profondes, les principes. Une conception se fait jour, peu à peu, qui comporte, à notre avis, un immense danger; elle ne fait, d'ailleurs, que procéder d'erreurs anciennes, sa base restant matérialiste bien que la forme proposée ne soit plus l'individualisme. Cette conception touche tellement à notre sujet que nous ne pouvons la passer sous silence.

« Dans un pays comme le nôtre, nous dit un représentant de cette tendance, voire d'ailleurs dans toutes les collectivités civilisées, l'autorité, pour être sainement exercée, doit venir « d'en bas... »

Nous ignorons ce qu'on entend ici par « société civilisée ». Nous ne savons pas si l'auteur fait sien l'orgueil de l'homme moderne qui, malgré le chaos où il vivait hier, croyait avoir trouvé la lumière.

L'auteur cité a d'ailleurs une manière toute moderne d'étudier l'histoire; nous pensons que, comme tant d'autres, il ne se réfère aux institutions qu'en fonction des dégénérescences qu'elles ont subies au bout de plusieurs siècles, sous la pression d'*idées nouvelles*. Il dit, en effet :

« En vérité, si l'on cherche à pénétrer la signification philosophique des trois derniers siècles de notre histoire nationale (1), on constate que la démocratie politique n'a pas été autre chose qu'une réaction salutaire contre l'autocratie politique. Monarchie autoritaire, république parlementaire ont été les deux faces opposées d'une même médaille; celle d'un Etat n'intervenant que dans la vie politique de la nation et laissant à l'initiative privée le soin de régler la vie économique; pas plus que la monar-

(1) Ce qui nous paraît une recherche bien superficielle.

chie autoritaire, la république parlementaire est outillée pour s'occuper utilement des professions, de la production, des échanges et de la distribution des produits. »

Evidemment, en ne remontant pas trop loin, en ne remontant pas au-delà de l'époque où le pouvoir monarchique ne correspondait plus à sa définition, on peut démontrer ce que l'on veut, mais alors, il ne faut pas prononcer les mots de monarchie autoritaire si on étudie celle-ci seulement à l'époque où, justement, elle n'était plus elle-même. Or, nous avons vu au chapitre historique que loin « de laisser à l'initiative privée le soin de régler la vie économique » la monarchie (1) s'appliquait à ce que l'ordre règne en ce domaine : le politique supérieur à l'économique, avait sur lui un pouvoir équilibrateur et confiait à des organismes compétents (sans la leur abandonner), la production, domaine dans lequel il ne se reconnaissait pas un pouvoir de gestion.

Laissons la question historique, voyons les idées; on nous dit que l'autorité doit venir « d'en bas ». Nous reconnaissons que d'en bas, doit toujours pouvoir monter vers le haut une expression de consentement ou de non-consentement.

L'excellence des principes politiques, dont la compréhension profonde restera toujours inaccessible pour certains, doit se traduire par un ordre pratique, sensible à tous jusque dans les intérêts les plus particuliers, si bien que les réactions « d'en bas » montrent à ceux qui sont en haut si l'application qu'ils font des principes est bonne ou mauvaise.

Nous ne pouvons étudier ici la question de l'expression populaire, sa forme, le degré de pureté que doit avoir le peuple pour ne pas être entraîné par des éléments aberrants. En tout cas, nous y insistons, nous reconnaissons que le consentement ou le non-consentement, sainement exprimés, règlent, non pas les principes, mais l'application qui en est faite par ceux qui dirigent. Cette expression populaire concourt au maintien des

(1) Nous répétons que lorsque nous cherchons un exemple dans l'ancienne monarchie, c'est uniquement aux principes que nous nous attachons et non au régime qui n'est qu'une forme d'adaptation des principes pour une époque donnée.

institutions et des chefs dans leur vocation, mais il nous paraît y avoir abus de mot en disant que « l'autorité vient d'en bas ».

D'ailleurs, comment cela se pourrait-il? Nous rejoindrions l'erreur de la démocratie parlementaire puisque l'essence de celle-ci est bien de croire qu'une masse a quelqu'autorité.

Mais l'auteur en question paraît ne pas tomber dans cette erreur; il est partisan des élections corporatives :

« Faites voter le citoyen dans le cadre des partis et en faveur de tel ou tel système politico-philosophique : il votera soit avec passion, soit avec insouciance, car d'une part il n'a généralement pas eu le moyen de juger son candidat à l'œuvre, et d'autre part il n'a pas l'impression que son vote puisse avoir des conséquences directes et immédiates sur son portefeuille ou sur sa liberté professionnelle d'action. Il votera donc mal et se repentira généralement de son vote, lequel se sera d'ailleurs exprimé dans un cadre beaucoup trop large. D'où des changements d'opinions, d'où des contradictions multiples, dont la moindre, depuis le début du siècle, n'a pas été celle qui se traduisait par la fameuse constatation : « Le cœur des Français est à gauche mais leur bourse est à droite... » Faites au contraire voter le producteur ou le professionnel pour les chefs de sa corporation : il y regardera à deux fois avant de choisir entre les deux candidats qu'il connaît, qu'ils a vus travailler à côté de lui ou dans la maison d'en face et qui, une fois élus, auront à veiller, en même temps qu'à l'intérêt de la corporation, à l'intérêt de chacun de ses membres... Et il en sera ainsi du bas en haut de l'échelle hiérarchique corporative. »

Pour notre part, nous souscrivons pleinement à cette idée, est-il besoin de le dire, puisque les préoccupations collectives les plus importantes, concernant la santé publique, nous en confions l'étude aux échelons de l'ordre qui sont les plus près de l'élection primaire.

Après avoir dit que l'autorité devait venir d'en bas, l'auteur tient à se disculper de certaines insinuations : « Nous n'avons nullement voulu faire une plaidoirie déguisée en faveur du régime démocratique parlementaire, la formule de la démocratie politique est morte et nul, à part peut-être quelques jardiniers

de l'illusion, n'a envie de la ressusciter. » Mais ce jardin-là a de tels parfums « de revenez-y » qu'on ne peut s'empêcher de nous y ramener. En effet, voici la conception de l'Etat corporatif qui nous est proposée :

« Bon nombre d'esprits clairvoyants, au cours de ces dernières années, s'en allaient répétant qu'après avoir organisé la démocratie politique, le régime républicain se devait d'organiser la démocratie économique. Mais leur clairvoyance n'allait pas jusqu'à comprendre et à affirmer que la politique ne pouvant plus être qu'une sorte d'inspiration philosophique générale orientatrice de l'activité nationale, il fallait non pas doubler la démocratie économique mais remplacer la démocratie politique par la démocratie économique.

« Aujourd'hui, si la France veut réellement faire une Révolution nationale, elle doit s'ordonner sur des bases professionnelles et non sur des bases individualistes. Et si l'autorité venant d'en bas veut être à la fois solide et légitime, il faut qu'elle émane, degré par degré, de l'individu considéré en tant que producteur.

En réalité, il n'appartient pas à l'Etat actuel, qui est d'essence politique, de présider à l'organisation et à l'activité des professions. Il appartient, au contraire, aux professions de s'organiser elles-mêmes sur la base des réalités et, par une série d'ajustements mutuels, *de constituer elles-mêmes l'Etat*. En d'autres termes, l'Etat actuel n'a pas à légiférer pour créer les corporations. C'est aux corporations à définir leurs formes, leurs règles, leurs frontières et leurs rapports intercorporatifs pour arriver à composer l'Etat nouveau. Tout au plus peut-on admettre que l'Etat, tel qu'il existe encore, intervienne provisoirement pour trancher les différends qui pourraient s'élever entre les corporations.

« Encore convient-il de prévoir le jour où le régime corporatif aura établi ses propres tribunaux d'arbitrage. Il va de soi, on devine notre pensée, que les chefs des corporations doivent être désignés par leurs pairs, qui se connaissent les uns les autres et qui, surmontant leurs rivalités ou leurs inimitiés personnelles, ont tout intérêt à choisir les meilleurs, puisque de leur choix

peut dépendre leur plus ou moins grande prospérité particulière. »

Elections professionnelles? D'accord, mais, que deviendront-elles dans le système proposé?

Ce sont les corporations qui régleront « leurs rapports inter-corporatifs pour arriver à composer l'Etat nouveau ». Les corporations, c'est là une abstraction; il faut entendre : les chefs de la corporation. Ceux-ci « désignés par leurs pairs » auront une fonction bien plus que professionnelle. Les gens du métier, dans ces conditions, se cantonneront-ils dans un vote purement professionnel, seul domaine où ils ont été reconnus compétents?

Comment fera-t-on pour que l'électeur ne juge le candidat que sur sa compétence professionnelle, alors que le dit candidat aura à traiter ou à influencer des affaires diplomatiques, militaires, coloniales, des affaires de jeunesse, etc...?

Mais, même en ce qui concerne les problèmes intercorporatifs l'électeur sera-t-il vraiment compétent. Comment, d'autre part, les chefs des corporations, ayant des fonctions si étendues pourront-ils rester vraiment des gens de métier, leur rôle professionnel passera forcément au second plan, or ils sont désignés par leurs pairs, ne sommes-nous pas alors ramenés au système parlementaire?

Il y a plus grave.

Quels seront les chefs de ces puissantes corporations, décidant de toutes les choses de l'Etat en dernier ressort, qui dominera? Les patrons? Est-ce là que l'on veut nous mener?

Les ouvriers? Etant donné l'ampleur du rôle inter et extra corporatif, auront-ils la compétence? S'ils l'ont, c'est par erreur qu'ils étaient ouvriers, car, dans une société bien organisée, ils devraient être au moins patrons. En tout cas, resteront-ils longtemps ouvriers? Certes non! Alors, représenteront-ils vraiment « leurs pairs »?

Il n'y aura pas de prépondérance, mais égalité des ouvriers et des patrons. Est-ce possible sans un organisme supérieur? Si c'est possible, ne sera-ce pas la foire et la paralysie? Et les corporations elles-mêmes, comment parer à la disproportion démesurée de leurs forces? On aura recours aux coalitions,

aux grèves, à l'arbitrage d'autres corporations, incompetentes en cette matiere, trop faibles pour s'imposer ou trop fortes pour ne pas faire entrer en ligne de compte leurs propres interets. D'autre part, ne seraient-elles pas trop absorbees par leurs affaires pour pouvoir s'interesser à celles des autres?

Ce sont, malheureusement, les seuls resultats que nous envisageons pour ces « ajustements mutuels ».

A l'interieur du corps, qui surveillera l'equilibre entre les differentes sortes de producteurs? « Il va de soi, on devine notre pensee, que les chefs des corporations doivent etre designes par leurs pairs qui se reconnaissent les uns les autres et qui, surmontant leurs rivalites ou leurs inimities personnelles, ont tout interet à choisir les meilleurs, puisque, de leur choix, peut dependre leur plus ou moins grande prosperite particuliere. »

Encore cette idyllique concordance entre l'interet personnel et la moralite sociale qui permet d'echapper à la transcendence!

Mise à part la question doctrinale, ne peut-on pas affirmer que « le jardin des illusions » possede vraiment des fleurs au parfum dangereusement capiteux?

Ce qui frappe aussi, c'est la ressemblance de la conception commentee ici avec la conception critiquee dans le deuxieme chapitre et qui emanait d'hommes dont les tendances generales sont diametralement opposees à celle de l'auteur cite ici.

Mais nous ne pensons pas que cette rencontre particuliere puisse faire avancer en quoi que ce soit la vraie unite; il n'y a là, à notre avis, qu'un temoin des tendances anarchiques qui se font jour, dès que l'on s'ecarte des principes traditionnels.

Anarchie dans les realisations, materialisme dans les idees. En effet, une societe, fondee sur une telle vue des choses sera purement economique, materialiste; les personnes seront soumises à toutes les regles qu'exigera le progres technique. Tout sera apprecie, en fonction de la productivite, car, au nom de quelle idee, et par quels organismes perme'tra-t-on à l'homme de dominer la machine, si les chefs supremes sont des producteurs?

Il y a, d'ailleurs, de curieuses contradictions.

Dans un texte publie par le meme auteur quatre jours apres celui que nous venons d'analyser, on peut lire ceci :

« La collaboration franco-allemande sera profonde et totale, ou ne sera pas. Pour qu'elle soit telle, il faut qu'une certaine identité s'établisse entre les structures économiques et sociales des deux pays, entre les directions générales de la politique des deux États. Sinon, un jour viendra fatalement où les deux systèmes, s'ils sont construits en opposition et s'ils sont d'orientation divergente, s'opposeront de nouveau. »

Mais, voudrait-on nous faire croire que la formule proposée, tendant à la suppression de l'État, fait vraiment partie « des directions générales de la politique » allemande ?

Nous admirons la hardiesse d'imagination de ceux qui, gênés par un problème, le suppriment purement et simplement. Car il s'agit de rien moins que de la suppression du politique. Evidemment, les questions, de la sorte, sont simplifiées.

Si le « savant » dans son laboratoire doit compter avec les grandes lois physiques, le « penseur », lui, se sent vraiment à l'aise pour créer, imaginer, inventer, supprimer.

On supprime le politique, on supprime l'État comme on a cru pouvoir supprimer la métaphysique.

Lorsqu'on en sera arrivé à construire une société uniquement en vue de la fonction économique de l'homme, évidemment on ne pourra guère aller plus loin dans les simplifications, mais, est-ce bien là, la lumière promise ?

Nous ne pouvons que répéter, en terminant, que les éléments du problème, à nous posé actuellement, existent, qu'il s'agit seulement de les retrouver, de les remettre en place et de les coordonner.

Si l'un des éléments, comme c'est le cas aujourd'hui pour l'économique, se trouve hypertrophié, du fait des circonstances il ne doit pas, pour autant, changer de place dans le cadre général.

L'économique, quelle que soit l'ampleur de son développement, ne peut prétendre à se substituer à d'autres éléments de la hiérarchie, il ne peut empiéter sur d'autres domaines, il ne peut que s'étaler en largeur, le rapport des valeurs et des forces demeurant constant.



BIBLIOGRAPHIE

- APPLETON (Paul) et BOUDIN. — Le Droit médical.
- AVERSENQ. — *Bulletin médical*, 1926.
- BALTHAZARD. — Rapport à l'Académie de Médecine, 9 avril 1929.
- BERNARD (Raymond), BARRET, BRUNIER. — *La Profession médicale*, Paris, 1940.
- BEUDANT (Charles). — Le droit individuel et l'Etat.
- BIGNE DE VILLENEUVE. — La fin de la séparation des pouvoirs.
— Traité général de l'Etat.
- BONNECASSE (Julien). — Le droit disciplinaire dans la profession médicale.
- BOUDIN (Paul). — Syndicalisme médical. (Thèse 1919.)
- BOUVIER (Njam). — La doctrine corporative. (Sirey, 1937.)
- BRETHER DE LA GRESSAYE. — Le syndicalisme et l'Etat.
- CARRÈRE (Gilbert). — Tableau de la profession médicale. (Thèse 1939.)
- CAYLA. — La question de l'Ordre des Médecins.
- CIBRIE (P.). — L'Ordre des Médecins.
- CORDIER (Robert). — L'Ordre des Médecins. (Thèse 1930.)
- DELAUNAY (Paul). — La vie médicale aux XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles.
- DEMANGEAT. — De la nécessité d'un Ordre des Médecins. (Thèse 1926.)
- DUBREUIL (Yacinthe). — La fin des monstres.
- DUCPÉTIAUX. — Mission de l'Etat, ses règles, ses limites.
- DUTOIR (Rémy). — Déontologie médicale.
- FAGNIEZ. — Corporations et syndicats.
- GADAUD. — Rapport au Sénat, 6 juillet 1938-7 mars 1934.
- GORET. — Les syndicats médicaux. (Thèse 1964.)
- GUÉRIN (Paul). — L'Etat contre le médecin. (Thèse 1928.)
- HAURIOU. — Théorie de l'institution et de la fondation.
— Mélanges (1929).

HAURIU. — La science sociale traditionnelle.

HEYKING. — La conception de l'Etat et l'idée de cohésion ethnique.

J. O. — Déb. Parl. Sénat. Séance du 25 janvier 1934.

Journal de Médecine de Bordeaux et du Sud-Ouest. — Numéro spécial, 30 avril 1933.

JOUVENEL (Robert de). — Feu l'Etat.

QUERRIOUX (Fernand). — La médecine et les Juifs.

LACORCE. — Evolution des syndicats professionnels.

LECACHEUX. — Rapport à la Chambre des Députés, 1934.

LE FUR (Louis). — L'Etat, la souveraineté et le droit.

LEPAGE. — Un cas de déontologie.

LEROY-BEAULIEU. — L'Etat moderne et ses fonctions.

MARTIN-SAINT-LÉON. — Histoire des corporations de métiers.

MESTRE (Raoul). — Vers un Ordre des Médecins. (Thèse 1939.)

MESTRE (Joseph). — L'Etat moderne. (Discours, avril 1936.)

MONZIE (Anatole). — Le destin de l'Etat. (Tome X, encyclopédie française.)

OLIVIER-MARTIN. — L'organisation corporative de la France d'ancien régime.

OKINCZYC. — L'Ordre des Médecins. Conférence à la Société des Amis de Laënnec, 20 octobre 1923.

PAUL-BONCOUR. — Rapports de l'individu et des groupements professionnels. (Thèse.)

PAWLOSWKI. — Une définition de l'Etat.

PINATEL. — L'Ordre des Médecins. (Thèse 1937.)

Rapports au Conseil international de médecine professionnelle et de déontologie médicale, 1900.

RICKET (Charles, fils). — Conférence 10 juillet 1936.

SARDA. — Faculté de Montpellier, 1^{re} leçon, cours 1908-1909.

SICARD (Albert). — Responsabilité et discipline médicales. (Thèse 1910.)

VAUTHIER. — La science de l'Etat en Allemagne.

VERGER (Henri). — Convient-il de créer un Ordre des Médecins. (Conférence à l'assemblée générale des médecins de la Gironde, 1923.)

VERSINI (Robert). — La réforme de l'Etat.

TABLE DES MATIÈRES

<i>Avant-Propos</i>	11
<i>Introduction</i>	13

CHAPITRE PREMIER

Historique	33
1° Les rapports entre l'Etat et les Corps sous l'ancien régime jusqu'à son déclin	34
L'approbation du Corps	37
Les cadres de la profession et l'Etat	41
Les Pouvoirs publics dans la vie des Corps	43
2° Les rapports entre les Pouvoirs publics et les Corps de la Médecine	54
Les Pouvoirs publics et la Santé publique	57
Le premier médecin et le premier chirurgien du Roi	60
Les apothicaires	65
3° L'Etat et les Corps à la veille de 1789	66
4° L'Etat et les Corps après 1789	71

CHAPITRE II

Principes des rapports entre l'Etat et l'Ordre des Médecins.	77
<i>L'Etat</i>	77
Sa nature et son rôle	77
La délégation	80
Le contrôle	81
La négociation	86
<i>L'Ordre</i>	88
L'acte médical	88
Le Corps Médical	90
Les Syndicats médicaux	91
L'Ordre	95

CHAPITRE III

La responsabilité de la santé publique	99
Surveillance générale	101
A. Organismes de l'Etat	102
B. Organismes de l'Ordre	106
Surveillance particulière	114
Education du public	118

CHAPITRE IV

L'Ordre doit assurer la meilleure médecine possible	121
Les études médicales	122
L'Ordre des Médecins assure la respectabilité du Corps	
Médical	124
Le code	124
Le tableau	126
La juridiction médicale	128

La juridiction disciplinaire	128
La juridiction d'exception	129
Participation à l'organisation des services médicaux.	142
Les postes médicaux	142
Les hautes fonctions	143
Les spécialités	144
L'hospitalisation	146

CHAPITRE V

Les rapports avec les organismes extérieurs	149
Avec les autres organismes de la corporation sanitaire.	149
Avec les autres organisations professionnelles	150
Avec les collectivités payantes	151
Les prestations	152
Le contrôle	155

CHAPITRE VI

L'Entr'aide	160
-------------------	-----

CHAPITRE VII

Principes et évolutions des formes	161
Conclusion	167
Annexe I	169
Annexe II	171
Bibliographie	179

